



# *Gazette officielle du Québec*

## QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 9 janvier 1971

Québec, Saturday, January 9, 1971

### Règlements

### Rules

1<sup>o</sup> Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2<sup>o</sup> Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3<sup>o</sup> Indiquer le nombre d'insertions.

3. Specify the number of insertions.

4<sup>o</sup> Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

4. Advertisements are apayable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5<sup>o</sup> L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

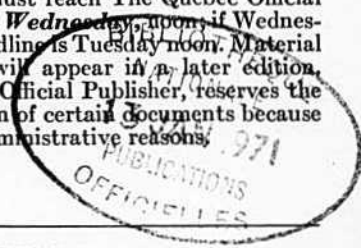
5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6<sup>o</sup> Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7<sup>o</sup> La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than ~~Wednesday, noon~~ if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.



8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 35 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 15 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: \$1 chacun.

Feuilles volantes: \$3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre \$20; du 1er avril au 31 décembre, \$15 et du 1er juillet au 31 décembre, \$10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

*L'Éditeur officiel du Québec,*  
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,  
Québec, 30 avril 1969

37883—1-52-0

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

#### Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 35 cents per agate line, for each version (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 15 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$4 per 100 words.

Single copies: \$1 each.

Slips: \$3 per dozen.

Subscriptions periods: From January 1st to December 31st, \$20; April 1st to December 31st, \$15 and July 1st to December 31st, \$10.

N.B.—Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,  
*Québec Official Publisher.*

Parliament Buildings,  
Québec, April 30, 1969

37883—1-52-0

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre  
*Gazette officielle du Québec*  
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

**l'Éditeur officiel du Québec,**  
**Hôtel du Gouvernement,**  
**Québec 4, P.Q.**

For information concerning the publication of notices, off-prints, or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre  
*Québec official Gazette*  
Téléphone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

**Québec Official Publisher,**  
**Parliament Buildings,**  
**Québec 4, P.Q.**

**Lettres patentes**

**Abramovitch, Rappaport, Crawford,  
Berger & Co. Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16<sup>e</sup> jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Françoise Ollivier, fille majeure, 200, Willowdale, Outremont, Jack Shayne, 5781, avenue Melling, Laurence M. Tanny, 7925, Kingsley, app. 612, tous deux de Côte Saint-Luc, Boris Stein, 3450, place Decelles, et Elliot Lifson, 4780, Jean-Brillant, app. 203, ces deux derniers de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

S'établir conseillers en administration, experts et conseillers industriels, donner des conseils sur l'exploitation de toutes sortes d'entreprises, sous le nom de « Abramovitch, Rappaport, Crawford, Berger & Co. Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6333, Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971 4507-1970

**Air-Sea Packaging Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2<sup>e</sup> jour de novembre 1970, constituant en corporation: Paul Skahan, 440, rue Saint-François Xavier, Bruce Skahan, tous deux hommes d'affaires, et Sheila M. Skahan, ménagère, veuve de Sterling Skahan, ces deux derniers de 5428, Clanranald, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

S'établir expéditeurs, agents exportateurs, entrepreneurs en exportation et emballage, entrepreneurs de camionnage, agents d'entrepôts, d'entrepôts frigorifiques, de transfert et d'express, et faire affaires dans toutes sortes d'entreprises connexes, sous le nom de « Air-Sea Packaging Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1455, boulevard Hymus, Dorval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971 4753-1970

**Alnor Construction (Québec) Limited  
Construction Alnor (Québec) limitée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3<sup>e</sup> jour de novembre 1970, consti-

**Letters Patent**

**Abramovitch, Rappaport, Crawford,  
Berger & Co. Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Françoise Ollivier, spinster, 200 Willowdale, Outremont, Jack Shayne, 5781 Melling Avenue, Laurence M. Tanny, 7925 Kingsley, Apt. 612, both of Côte Saint-Luc, Boris Stein, 3450 Decelles Place, and Elliot Lifson, 4780 Jean-Brillant, Apt. 203, the latter two of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on business as management consultants, industrial consultants and advisers and consultants in the operation of all kinds of business, under the name of "Abramovitch, Rappaport, Crawford, Berger & Co. Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 39,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at 6333 Décarie, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971-o 4507-1970

**Air-Sea Packaging Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Skahan, 440 St. François Xavier Street, Bruce Skahan, both businessmen, and Sheila M. Skahan, housewife, widow of Sterling Skahan, the latter two of 5428 Clanranald, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its branches, a business as forwarders, freight agents, packaging and freight contractors, haulage contractors, storage, cold storage, warehousing, transfer and express agents and any other similar business, under the name of "Air-Sea Packaging Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1455 Hymus Boulevard, Dorval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971-o 4753-1970

**Alnor Construction (Québec) Limited  
Construction Alnor (Québec) limitée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,

tuant en corporation: James Andrews Grant, avocat, 54, avenue Thornhill, Westmount, Margot Mary Quinn, 5940, avenue Monkland, et Denise-Marie Landry, 5000, avenue Clanranald, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

S'établir entrepreneurs en construction et constructeurs, sous le nom de « Alnor Construction (Québec) Limited — Construction Alnor (Québec) limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1155, Metcalfe, bureau 930, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971

4828-1970

#### Les annexes Union inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 5e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Gaston Lacharité, entrepreneur-général, Notre-Dame-du-Bon-Conseil, Jean-Maurice Champagne, ajusteur d'assurances, 84, avenue des Saules, et Arthur Hivon, homme d'affaires, 1182, boulevard St-Joseph, ces deux derniers de Drummondville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de porte-feuille (holding) et de construction, sous le nom de « Les annexes Union inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 900 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

*Le sous-ministre associé des institutions  
financières, compagnies et coopératives,  
J.-ALBERT GAGNON.*

37971-o

4831-1970

#### L'association canadienne des propriétaires de terrains et d'orangerais de Floride The Canadian Owners' Association of Land and Orange Groves in Florida

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de novembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Serge Bourque, André Brossard, tous deux avocats, et Gertrude Murray, secrétaire, veuve de Guy Murray, tous trois de 1155, Dorchester ouest, Montréal, pour les objets suivants:

L'étude et la discussion des problèmes techniques et juridiques que peut soulever la propriété, par des résidents canadiens, de terrains et d'orangerais dans l'État de la Floride, États-Unis d'Amérique, sous le nom de « L'association canadienne des propriétaires de terrains et d'orangerais de Floride — The Canadian Owners' Association of Land and Orange Groves in Florida ».

incorporating: James Andrews Grant, advocate, 54 Thornhill Avenue, Westmount, Margot Mary Quinn, 5940 Monkland Avenue, and Denise-Marie Landry, 5000 Clanranald Avenue, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as building contractors and builders, under the name of "Alnor Construction (Québec) Limited — Construction Alnor (Québec) limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 1155 Metcalfe, Room 930, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971-o

4828-1970

#### Les annexes Union inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaston Lacharité, general contractor, Notre-Dame-du-Bon-Conseil, Jean-Maurice Champagne, insurance adjuster, 84 des Saules avenue, and Arthur Hivon, businessman, 1182 St-Joseph Boulevard, the latter two of Drummondville, for the following purposes:

To do business as a real estate, holding and construction company, under the name of "Les annexes Union inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 900 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

*J.-ALBERT GAGNON,  
Associate Deputy Minister of Financial  
Institutions, Companies and Cooperatives.*

37971

4831-1970

#### L'association canadienne des propriétaires de terrains et d'orangerais de Floride The Canadian Owners' Association of Land and Orange Groves in Florida

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Serge Bourque, André Brossard, both advocates, and Gertrude Murray, secretary, widow of Guy Murray, all three of 1155 Dorchester West, Montreal, for the following purposes:

To study and discuss the technical and judicial problems which the ownership of lands and orange groves in the State of Florida, United States of America, by Canadian residents, may cause to arise, under the name of "L'association canadienne des propriétaires de terrains et d'orangerais de Floride — The Canadian Owners' Association of Land and Orange Groves in Florida".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*  
37971-o 4574-1970

**L'Association des Commissions Scolaires  
Laurentienne (Zone 10) inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'octobre 1970, autorisant la fusion des corporations « L'Association Diocésaine des Commissions Scolaires du Diocèse de St Jérôme inc. » et « L'Association Diocésaine des Commissions Scolaires du Diocèse de Mont Laurier inc. », toutes deux constituées en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date, respectivement, du 30 octobre 1961 et du 30 novembre 1961, dans le but de grouper et unir les diverses commissions scolaires catholiques des diocèses de St-Jérôme et de Mont-Laurier afin que le travail uni des différentes commissions scolaires profite mieux à l'ensemble de celles-ci.

La limite de la valeur des biens immobiliers que la nouvelle corporation pour acquérir et posséder sera de \$50,000.

Le nom de la nouvelle corporation est « L'Association des Commissions Scolaires Laurentienne (Zone 10) inc. ».

Le siège social de la corporation est à Sainte-Agathe, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*  
37971-o 910-70

**Association des responsables de l'enseignement  
Audio-Visuel du Québec**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de novembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Louvet, 127, Dumouchel, Châteauguay-Centre, Pierre Duval, 147, 1re Avenue, Notre-Dame-des-Prairies, Gaëtan L'Heureux, 6197, La Chênaie, Saint-Léonard, René Beauchamp, 162, Chenier, et Pierre Ducharme, 3869, rue Bégin, ces deux derniers de Laval, tous cinq spécialistes en audio-visuel, pour les objets suivants:

Contribuer au développement de l'audio-visuel, tout particulièrement en milieu scolaire, sous le nom de « Association des responsables de l'enseignement Audio-Visuel du Québec ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de \$100,000.

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$500,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
37971 4574-1970

**L'Association des Commissions Scolaires  
Laurentienne (Zone 10) inc.**

Notice is given that under the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of October, 1970, were granted by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives authorizing the amalgamation of "L'Association Diocésaine des Commissions Scolaires du Diocèse de St Jérôme inc." and "L'Association Diocésaine des Commissions Scolaires du Diocèse de Mont Laurier inc.", incorporated under Part III of the Companies Act, by letters patent dated, respectively, October 30, 1961 and November 30, 1961, with the purpose of grouping and uniting the various Catholic School Commissions of the Dioceses of St-Jérôme and Mont-Laurier in order that the united labour of the various school commissions profit better by the whole of these.

The limit of the value of the immovable property which the new corporation may acquire and possess will be \$50,000.

The name of the new corporation is "L'Association des Commissions Scolaires Laurentienne (Zone 10) inc.".

The head office of the corporation is at Sainte-Agathe, judicial district of Terrebonne.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*  
37971 910-70

**Association des responsables de l'enseignement  
Audio-Visuel du Québec**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Maurice Louvet, 127 Dumouchel, Châteauguay-Centre, Pierre Duval, 147, 1st Avenue, Notre-Dame-des-Prairies, Gaëtan L'Heureux, 6197 La Chênaie, Saint-Léonard, René Beauchamp, 162, Chenier, and Pierre Ducharme, 3869 Bégin Street, the latter two of Laval, all five audio-visual specialists, for the following purposes:

To contribute to the development of audio-visual teaching, particularly in school environments, under the name of "Association des responsables de l'enseignement Audio-Visuel du Québec".

The amount to which is limited the annual revenue of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971-o

4816-1970

**Atelier protégé pour déficients mentaux,  
La Ruche inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de novembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Latendresse, commerçant, 431, rue Madeleine, Jacques Champagne, médecin, 621, rue Deschênes, tous deux de Saint-Jérôme, et Jacques Brassard, directeur, 11776, De Pourtrincourt, Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir, établir, développer des mesures et programmes pour le traitement, l'entraînement, l'éducation, la réhabilitation et l'entraînement professionnel des déficients mentaux, sous le nom de « Atelier protégé pour déficients mentaux, La Ruche inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre associé des institutions  
financières, compagnies et coopératives,  
J.-ALBERT GAGNON.*

37971-o

3244-1970

**Bertrand Benoit inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Gilles Benoit, Bertrand Benoit, tous deux cultivateurs, et Réjeanne Lacroix, ménagère, épouse dudit Bertrand Benoit, tous trois de Sainte-Brigitte-des-Saults, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'instruments aratoires, de machinerie de ferme, véhicules automobiles et autres appareils à vapeur et de toutes sortes, moteurs, engins, appareils électriques, réfrigérateurs, accessoires de plomberie et de chauffage, appareils à gaz, quincaillerie, toitures, et de matériaux de construction de toutes sortes, sous le nom de « Bertrand Benoit inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Brigitte-des-Saults, district judiciaire de Nicolet.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971-o

4844-1970

**Bergerac Construction Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

4816-1970

**Atelier protégé pour déficients mentaux,  
La Ruche inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Maurice Latendresse, merchant, 431 Madeleine Street, Jacques Champagne, physician, 621 Deschênes Street, both of Saint-Jérôme, and Jacques Brassard, director, 11776 De Pourtrincourt, Montreal, for the following purposes:

To promote, establish, develop measures and programmes for the treatment, training, education, rehabilitation and professional training of mentally deficient persons, under the name of "Atelier protégé pour déficients mentaux, La Ruche inc."

The amount to which the immovable property which may be owned or held by the company is limited to \$500,000.

The head office of the corporation is at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

*J.-ALBERT GAGNON,  
Associate Deputy Minister of Financial  
Institutions, Companies and Cooperatives.*

37971

3244-1970

**Bertrand Benoit inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Benoit, Bertrand Benoit, both farmers, and Réjeanne Lacroix, housewife, wife of said Bertrand Benoit, all three of Sainte-Brigitte-des-Saults, for the following purposes:

To manufacture and deal in farm implements, farm machinery, motor vehicles and other steam and all kinds of appliances, motors, engines, electric appliances, refrigerators, plumbing and heating accessories, gas appliances, hardware, roofings, and construction material of all kinds, under the name of "Bertrand Benoit inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Sainte-Brigitte-des-Saults, judicial district of Nicolet.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

4844-1970

**Bergerac Construction Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of Novem-

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Jacques Pelletier, administrateur, Gaétane Bergevin, ménagère, épouse dudit Jacques Pelletier, tous deux du 1435, boulevard Auteuil, Jean-Louis Arcand, administrateur, et Gloria Fioramore, administrateur, épouse dudit Jean-Louis Arcand, ces deux derniers du 555, rue Renaud, tous les quatre de Laval, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de construction, sous le nom de « Bergerac Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 12300, rue Albert-Hudon, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971 4873-1970

**Boutique Erotica Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Ernest Albert Simpson, administrateur, 10300, bois de Boulogne, app. 519, Saint-Laurent, Saul Rothstein, 5775, Sir Walter Scott, app. 404, Côte Saint-Luc, et Schia Lerer, 5870, Trans-Island, Montréal, ces deux derniers administrateurs, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Boutique Erotica Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions  
financières, compagnies et coopératives,  
J.-ALBERT GAGNON.*

37971 4597-1970

**Boutique Milene de Montréal inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de novembre 1970, constituant en corporation: W. Robert Golfman, 1212 ouest, des Pins, Montréal, David Appel, 250, Kensington, Westmount, tous deux avocats, et Georgette Sauvé, secrétaire, fille majeure, 1447, Thierry, Lasalle, pour les objets suivants:

Faire affaires dans la vente et l'importation, en qualité d'agents, de corsages, robes et autres accessoires vestimentaires pour dames, sous le nom de « Boutique Milene de Montréal inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 25,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 15,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

ber, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Pelletier, executive, Gaétane Bergevin, housewife, wife of the said Jacques Pelletier, both of 1435 Auteuil Boulevard, Jean-Louis Arcand, executive, and Gloria Fioramore, executive, wife of the said Jean-Louis Arcand, the latter two of 555 Renaud Street, all four of Laval, for the following purposes:

To carry on the business of a construction company, under the name of "Bergerac Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 12300 Albert-Hudon Street, Montreal North, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971-o 4873-1970

**Boutique Erotica Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ernest Albert Simpson, administrator, 10300 Bois de Boulogne, Apt. 519, Saint-Laurent, Saul Rothstein, 5775 Sir Walter Scott, Apt. 404, Côte Saint-Luc, and Schia Lerer, 5870, Trans-Island, Montreal, the latter two executives, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Boutique Erotica Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*J.-ALBERT GAGNON,  
Associate Deputy Minister of Financial  
Institutions, Companies and Cooperatives.*

37971-o 4597-1970

**Boutique Milene de Montréal inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: W. Robert Golfman, 1212 Pine West, Montreal, David Appel, 250 Kensington, Westmount, both advocates, and Georgette Sauvé, secretary, spinster, 1447 Thierry, Lasalle, for the following purposes:

To carry on the business of the sale and/or importation either as agent of women's blouses, dresses and all other women's apparel, under the name of "Boutique Milene de Montréal inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 25,000 common shares having a par value of \$1 each and 15,000 preferred shares having a par value of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre associé des institutions  
financières, compagnies et coopératives,*  
J.-ALBERT GAGNON.

37971

4897-1970

The head office of the company is at Sainte-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

J.-ALBERT GAGNON,  
*Associate Deputy Minister of Financial  
Institutions, Companies and Cooperatives.*

37971-o

4897-1970

#### CSF Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Stanley Lyon Selinger, 5500, Macdonald, app. 1408, Hampstead, J.-Paul Robert, 1660, place d'Anjou, Saint-Bruno-de-Montarville, tous deux avocats, et Claire Wilisky, secrétaire, fille majeure, 3420, Hutchison, Montréal, pour les objets suivants:

Poursuivre des activités dans les ventes de toutes sortes, y compris et sans restriction, des activités visant à développer la promotion des ventes, la formation de vendeurs et la distributions de matériel, sous le nom de « CSF Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37971

4928-1970

#### Canada Drive-In Restaurants Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Irving L. Adessky, 56, Heath Place, Hampstead, Daniel Kingstone, 4985, Iona, André Larivière, 3301, Édouard-Montpetit, et Gilles Poulin, 33, Ashton, ces trois derniers de Montréal, tous les quatre avocats, pour les objets suivants:

S'établir restaurateurs, sous le nom de « Canada Drive-In Restaurants Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Hubert, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37971

4593-1970

#### Canadian Audiosonic Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Sydney Phillips, 5616, Palmer, Wolfe M. Friedman, 5750, avenue Smart, tous deux

#### CSF Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stanley Lyon Selinger, 5500 Macdonald, Apt. 1408, Hampstead, J.-Paul Robert, 1660 Place d'Anjou, Saint-Bruno-de-Montarville, both advocates, and Claire Wilisky, secretary, spinster, 3420 Hutchison, Montreal, for the following purposes:

To perform sales activities of any nature, including, but without restricting the generality of the foregoing, to develop and to distribute sales promotion, training and client servicing materials, under the name of "CSF Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971-o

4928-1970

#### Canada Drive-In Restaurants Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Hampstead, Daniel Kingstone, 4985 Iona, André Larivière, 3301 Édouard-Montpetit, and Gilles Poulin, 33 Ashton, the latter three of Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Canada Drive-In Restaurants Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Hubert, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971-o

4593-1970

#### Canadian Audiosonic Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sydney Phillips, 5616 Palmer, Wolfe M. Friedman, 5750 Smart Avenue, both advocates, of Côte

avocats, de Côte Saint-Luc, et Thesslyn Miller, secrétaire, fille majeure, 7919, Chouinard, Lasalle, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de toutes sortes de courants électriques ou machinerie, appareils, accessoires ou fournitures électriques de toute nature et de tout genre, sous le nom de « Canadian Audiosonic Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
J.-ALBERT GAGNON.

37971 4616-1970

**Cantus Construction (Québec) Limited  
Construction Cantus (Québec) limitée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Morris Melamed, 1310, avenue Greene, James Grainger, 182, Bedbrook, tous deux de Montréal, David Croft, 20389, chemin Lakeshore, Baie-d'Urfé, tous trois architectes, et Maurice Miller, comptable agréé, 488, Lansdowne, Westmount, pour les objets suivants:

Construire, acquérir, développer et détenir des biens immobiliers, sous le nom de « Cantus Construction (Québec) Limited — Construction Cantus (Québec) limitée », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4823 ouest, rue Sherbrooke, bureau 101, Westmount, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37971 4239-1970

**Cebor Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Claude Borchard, vendeur, 362, boulevard Sainte-Rose, Laval, Eli Miller, administrateur, 5772, chemin Wentworth, David Kirshenblatt, avocat, 5636, avenue Greenwood, et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, 7925, chemin Kingsley, ces trois derniers de Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

La confection et le commerce de tous genres de lingerie, fine lingerie et accessoires vestimentaires pour femmes et enfants, sous le nom de « Cebor Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune, 5,000 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et 4,500 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune.

Saint-Luc, and Thesslyn Miller, secretary, spinster, 7919 Chouinard, Lasalle, for the following purposes:

To manufacture and deal in all types of electrical current or any manner of electric machinery, apparatus, appliances or supplies of any nature or kind whatsoever, under the name of "Canadian Audiosonic Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares having a par value of \$10 each and 200 preferred shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,  
*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

37971-o 4616-1970

**Cantus Construction (Québec) Limited  
Construction Cantus (Québec) limitée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Morris Melamed, 1310 Greene Avenue, James Grainger, 182 Bedbrook, both of Montreal, David Croft, 20389 Lakeshore Road, Baie-d'Urfé, all three architects, and Maurice Miller, chartered accountant, 488 Lansdowne, Westmount, for the following purposes:

To build, to acquire, to develop, and to hold real estate, under the name of "Cantus Construction (Québec) Limited — Construction Cantus (Québec) limitée", with a capital stock divided into 1,000 common shares without par value and 1,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 4823 Sherbrooke Street West, suite 101, Westmount, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

37971-o 4239-1970

**Cebor Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Borchard, salesman, 362 St. Rose Boulevard, Laval, Eli Miller, executive, 5772 Wentworth Road, David Kirshenblatt, advocate, 5636 Greenwood Avenue, and Anne Zifkin, secretary, spinster, 7925 Kingsley Road, the latter three of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To manufacture and deal in all types of lingerie, fine wear and women's and children's apparel, under the name of "Cebor Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 50 common shares of \$100 each, 5,000 class "A" preferred shares of \$10 each and 4,500 class "B" preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 2093, rue de la Visitation, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

37971

4550-1970

**Centre d'aluminium Canabec inc.  
Canabec Aluminum Centre Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10<sup>e</sup> jour de novembre 1970, constituant en corporation: Paul Lamarche, vendeur, Mary Goossens, ménagère, épouse dudit Paul Lamarche, tous deux du 816, rue Dorset, Henry Melnick, vendeur, et Thelma Corber, ménagère, épouse dudit Henry Melnick, ces deux derniers du 1351, rue Fraser, tous quatre de Laval, pour les objets suivants:

Faire des améliorations à des maisons sur fenêtres, portes, bardeaux, sous-sols, toits, et autres améliorations relatives aux maisons d'habitation, sous le nom de « Centre d'aluminium Canabec inc. — Canabec Aluminum Centre Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 816, rue Dorset, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

37971

4911-1970

**Le Cercle des Fermières de Pentecôte**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19<sup>e</sup> jour de novembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Stella Gauthier, veuve de Philippe Gauthier, Anna Belle, épouse de Raymond Gauthier, Lucille Deschênes, épouse de Antonio Deschênes, Lucia Jean, épouse de Joseph Jean, Lauretta Gauthier, veuve de Désiré Gauthier, Rose Aubin, épouse de Adrien Aubin, et Rolande Desrosiers, épouse de Conrad Desrosiers, toutes ménagères, de Pentecôte, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts matériels, culturels et sociaux des femmes, sous le nom de « Le Cercle des Fermières de Pentecôte ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$15,000.

Le siège social de la corporation est à Pentecôte, district judiciaire de Hauterive.

*Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37971-o

5071-1970

The head office of the company is at 2093 Visitation Street, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

37971-o

4550-1970

**Centre d'aluminium Canabec inc.  
Canabec Aluminum Centre Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Lamarche, salesman, Mary Goossens, housewife, wife of the said Paul Lamarche, both of 816 Dorset Street, Henry Melnick, salesman, and Thelma Corber, housewife, wife of the said Henry Melnick, the latter two of 1351 Fraser Street, all four of Laval, for the following purposes:

To make home improvements such as windows, doors, sidings, basements, roofs and anything pertaining to home improvements, under the name of "Centre d'aluminium Canabec inc. — Canabec Aluminum Centre Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 816 Dorset Street, Laval, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

37971-o

4911-1970

**Le Cercle des Fermières de Pentecôte**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Stella Gauthier, widow of Philippe Gauthier, Anna Belle, wife of Raymond Gauthier, Lucille Deschênes, wife of Antonio Deschênes, Lucia Jean, wife of Joseph Jean, Lauretta Gauthier, widow of Désiré Gauthier, Rose Aubin, wife of Adrien Aubin, and Rolande Desrosiers, wife of Conrad Desrosiers, all housewives of Pentecôte, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in any way the material, cultural and social interests of women, under the name of "Le Cercle des Fermières de Pentecôte".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$15,000.

The head office of the corporation is at Pentecôte, judicial district of Hauterive.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

37971

5071-1970

**J. L. Choquette Car Wash Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 6<sup>e</sup> jour de novembre 1970, constituant en corporation: Léon Choquette, 738, Riverview, Verdun, Jean-Léon Choquette, tous deux chauffeurs, et Jacqueline Daoust, ménagère, épouse dudit Jean-Léon Choquette, ces deux derniers de 3644, Claude, Laffèche, pour les objets suivants:

Exploiter un centre pour le lavage des voitures et l'entretien de véhicules de toutes sortes, sous le nom de « J. L. Choquette Car Wash Inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5025, Montée St-Hubert, Saint-Hubert, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

37971-o

4851-1970

**Clinique financière de Montréal inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13<sup>e</sup> jour de novembre 1970, constituant en corporation: Robert Nantel, 4, Guy, Repentigny, Fernand Tremblay, 2116, chemin Ste-Foy, Sainte-Foy, et Marcel Lavigne, 12105, boulevard Laurentien, suite 109, Laval, tous trois hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme conseillers commerciaux, industriels, économiques, financiers et fiscaux, sous le nom de « Clinique financière de Montréal inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Repentigny, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37971-o

4975-1970

**Club d'Agemar inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11<sup>e</sup> jour de novembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Louis Fortier, gérant de succursale, 700, Champlain, André Doré, vérificateur, 593½, Champlain, et Christiane Turgeon, employée de bureau, fille majeure, 3275, du Colisée, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Promouvoir, par des activités sociales ou autres, l'amitié et la bonne entente au sein du personnel d'Agence Maritime inc. et ses compagnies affiliées et subsidiaires, sous le nom de « Club d'Agemar inc. ».

**J. L. Choquette Car Wash Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léon Choquette, 738 Riverview, Verdun, Jean-Léon Choquette, both chauffeurs, and Jacqueline Daoust, housewife, wife of the said Jean-Léon Choquette, the latter two of 3644 Claude, Laffèche, for the following purposes:

To operate a centre for the washing of cars and the upkeep of vehicles of all kinds, under the name of "J. L. Choquette Car Wash Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal value and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 5025 Montée St-Hubert, Saint-Hubert, judicial district of Montréal.

*J.-ALBERT GAGNON,  
Associate Deputy Minister of Financial  
Institutions, Companies and Cooperatives.*

37971

4851-1970

**Clinique financière de Montréal inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Nantel, 4 Guy, Repentigny, Fernand Tremblay, 2116 St. Foy Road, St. Foy, and Marcel Lavigne, 12105 Laurentian Boulevard, Suite 109, Laval, all three businessmen, for the following purposes:

To do business as commercial, industrial, economic, financial and fiscal counsellors, under the name of "Clinique financière de Montréal inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Repentigny, judicial district of Montréal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

4975-1970

**Club d'Agemar inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Louis Fortier, branch manager, 700 Champlain, André Doré, checker, 593½ Champlain, and Christiane Turgeon, office employee, spinster of the full age of majority, 3275 du Colisée, all three of Québec, for the following purposes:

To promote, by means of social or other activities, friendship and good understanding amongst the personnel of the Agence Maritime inc. and its affiliated companies and subsidiaries, under the name of "Club d'Agemar inc."

Le montant auquel est limitée la valeur ces biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est a/s Agence Maritime Inc., Hangar 19, Bassin Louis, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37971-o

4936-1970

#### Club de l'Âge d'Or de Disraëli inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29<sup>e</sup> jour d'octobre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: John Beaudoin, 122, Jacques-Cartier, Antonio Genest, 518, Jacques-Cartier, Wellie Lapointe, 221, St-Jean, Achille Hough, 131, St-Jean, tous quatre rentiers, Ronaldo Champoux, entrepreneur, 879, St-Antoine, Joseph Audet, directeur de funérailles, 457, Jacques-Cartier, et Jean-Luc Tessier, agent d'assurance, 1155, St-Antoine, tous de Disraëli, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club social pour la récréation et la détente de l'esprit et du corps des membres et de leurs invités, sous le nom de « Club de l'Âge d'Or de Disraëli inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Disraëli, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre associé des institutions  
financières, compagnies et coopératives,*  
J.-ALBERT GAGNON.

37971-o

4734-1970

#### Club de pêche et de chasse Linière

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18<sup>e</sup> jour de novembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Guy Rhéaume, gérant de ventes, 528, Piedmont, Mont-Saint-Hilaire, Marcel Rhéaume, garde-forestier, 6780, 44<sup>e</sup> Avenue, Montréal, Paul-André Paquet, chef contremaître, Michel Brousseau, garde-forestier, Marc-Yvon Leblanc, Marc-André Poulin, tous deux opérateurs, et Roland Leclerc, contremaître, ces cinq derniers de Saint-Côme-de-Kennebec, pour les objets suivants:

Exploiter un club de pêche et de chasse, sous le nom de « Club de pêche et de chasse Linière ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Côme-de-Kennebec, district judiciaire de Beauce.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37971-o

5066-1970

The amount to which the immovable property which may be owned or held by the company is limited to \$50,000.

The head office of the corporation is at c/o Agence Maritime Inc., Hangar 19, Bassin Louis, Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

4936-1970

#### Club de l'Âge d'Or de Disraëli inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: John Beaudoin, 122 Jacques-Cartier, Antonio Genest, 518 Jacques-Cartier, Wellie Lapointe, 221 St-Jean, Achille Hough, 131 St-Jean, all four annuitants, Ronaldo Champoux, contractor, 879 St-Antoine, Joseph Audet, funeral director, 457 Jacques-Cartier, and Jean-Luc Tessier, insurance agent, 1155 St-Antoine, all of Disraëli, for the following purposes:

To establish and operate a social club for the physical and mental recreation and relaxation of the members and their guests, under the name of "Club de l'Âge d'Or de Disraëli inc. ».

The amount to which the immovable property which may be owned or held by the company is limited to \$40,000.

The head office of the corporation is at Disraëli, judicial district of Saint-François.

*J.-ALBERT GAGNON,  
Associate Deputy Minister of Financial  
Institutions Companies and Cooperatives.*

37971

4734-1970

#### Club de pêche et de chasse Linière

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Guy Rhéaume, sales manager, 528 Piedmont, Mont-Saint-Hilaire, Marcel Rhéaume, forest ranger, 6780, 44th Avenue, Montreal, Paul-André Paquet, head foreman, Michel Brousseau, forest ranger, Marc-Yvon Leblanc, Marc-André Poulin, both operators, and Roland Leclerc, foreman, the latter five of Saint-Côme-de-Kennebec, for the following purposes:

To operate a fish and game club, under the name of "Club de pêche et de chasse Linière".

The amount to which the immovable property which may be owned or held by the company is limited to \$10,000.

The head office of the corporation is at Saint-Côme-de-Kennebec, judicial district of Beauce.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

5066-1970

**Le club des Ours Polaires inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de novembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: André Lamothe, professeur, Suzanne Vincent, ménagère, épouse dudit André Lamothe, Hubert Vincent, arpenteur, Laval Simard, notaire, et Laurent Courchesne, plombier, tous cinq de Saint-Léonard-d'Aston, pour les objets suivants:

Organiser, maintenir et faire fonctionner un club d'autos-neige, sous le nom de « Le club des Ours Polaires inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Léonard-d'Aston, district judiciaire de Nicolet.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

3971-0 4981-1970

**Club Équestre Missisquoi inc.  
Missisquoi Equestrian Club Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de novembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Waldo Cleary junior, homme d'affaires, Guy Bourdages, marchand, et Raymond Boily, notaire, tous trois de Cowansville, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport de l'équitation, sous le nom de « Club Équestre Missisquoi inc. — Missisquoi Equestrian Club Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Dunham, district judiciaire de Bedford.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

3971-0 4874-1970

**Le club optimiste de Hull inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Gerry Charlebois, courtier en assurance, 47, rue St-Cyr, Jacques Ricard, fonctionnaire, 78, rue Chauveau, et Jean-Guy Ouimet, chiropraticien, 18, rue Vigier, tous trois de Hull, pour les objets suivants:

Venir en aide à la jeunesse, sous le nom de « Le club optimiste de Hull inc. ».

**Le club des Ours Polaires inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: André Lamothe, professor, Suzanne Vincent, housewife, wife of the said André Lamothe, Hubert Vincent, land-surveyor, Laval Simard, notary, and Laurent Courchesne, plumber, all five of Saint-Léonard-d'Aston, for the following purposes:

To organize, maintain and operate a club of snowmobiles, under the name of « Le club des Ours Polaires inc. ».

The amount to which the immovable property which may be owned or held by the company is limited to \$100,000.

The head office of the corporation is at Saint-Léonard-d'Aston, judicial district of Nicolet.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

3971 4981-1970

**Club Équestre Missisquoi inc.  
Missisquoi Equestrian Club Inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Waldo Cleary junior, businessman, Guy Bourdages, merchant, and Raymond Boily, notary, all three of Cowansville, for the following purposes:

To establish and exploit a sports club and to promote in particular riding, under the name of « Club Équestre Missisquoi inc. — Missisquoi Equestrian Club Inc. ».

The amount to which the immovable property which may be owned or held by the company is limited to \$50,000.

The head office of the corporation is at Dunham, judicial district of Bedford.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

3971 4874-1970

**Le club optimiste de Hull inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gerry Charlebois, insurance broker, 47 St-Cyr Street, Jacques Ricard, functionary, 78 Chauveau Street, and Jean-Guy Ouimet, chiropractor, 18 Vigier Street, all three of Hull, for the following purposes:

To come to the aid of youth, under the name of « Le club optimiste de Hull inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$50,000

Le siège social de la corporation est à Hull, district judiciaire de Hull.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37971-o

4438-1970

#### Club social La Chaudière inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24<sup>e</sup> jour de novembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Claude Rousseau, journalier, 825, St-Louis, Denis Gourques, commis, 237, Assomption, Jean-Guy Cabana, électricien, 495, Bowen, Laurier Royer, garagiste, 1091, Bowen sud, et Gilbert Bruneau, comptable, 1300, Conseil, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et diriger un club social et sportif, sous le nom de « Club social La Chaudière inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Ascot, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37971-o

5166-1970

#### Club social Muguet inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23<sup>e</sup> jour de novembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Micheline Pelletier, agent de bureau, fille majeure, 922, Cartier, Québec, Maurice Martel, technicien, 163, St-Joseph, app. 4, Loretteville, et Martin Langevin, contrôleur, 3859, chemin Ste-Foy, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club social pour la récréation et la détente de l'esprit et du corps des membres et leurs invités, sous le nom de « Club social Muguet inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est 865, rue de la Reine, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37971-o

5065-1970

#### Codica inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Hull, judicial district of Hull.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

4438-1970

#### Club social La Chaudière inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Claude Rousseau, labourer, 825 St-Louis, Denis Gourques, clerk, 237 Assomption, Jean-Guy Cabana, electrician, 495 Bowen, Laurier Royer, garage keeper, 1091 Bowen South, and Gilbert Bruneau, accountant, 1300 Conseil, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To establish, maintain and manage a social and sports club, under the name of "Club social La Chaudière inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$40,000.

The head office of the corporation is at Ascot, judicial district of Saint-François.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

5166-1970

#### Club social Muguet inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Micheline Pelletier, office agent, spinster of the full age of majority, 922 Cartier, Québec, Maurice Martel, technician, 163 St-Joseph, Apt. 4, Loretteville, and Martin Langevin, controller, 3859 St. Foy Road, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, for the following purposes:

To establish and operate a social club for the physical and mental recreation and relaxation of the members and their guests, under the name of "Club social Muguet inc."

The amount to which the immovable property which may be owned or held by the company is limited to \$50,000.

The head office of the corporation is at 865 de la Reine Street, Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

5065-1970

#### Codica inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of Novem-

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Monique Bernard, ménagère, épouse de Paul Schoeters, 1070, Jean XXIII, Laval, Jean Marchand, 1764, Berne, et Robert Shedeger, 12246, boulevard Taylor, ces deux derniers imprimeurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toute matière imprimée, sous le nom de « Codica inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 8,000 actions ordinaires de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5775, avenue Victoria, suite 225, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971-o 4918-1970

**Col-Bo Distributors Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Isaac S. Ezagui, marchand, Sarah Smus, ménagère, épouse dudit Isaac S. Ezagui, tous deux du 5151, Bourret, et Michel (Meyer) Abitbol, professeur, 4837, Vézina, app. 26, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes de tissus produits textiles faits, en tout ou en partie, de laine, coton, rayonne, nylon, ou de toute autre fibre, naturelle ou synthétique, sous le nom de « Col-Bo Distributors Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5151, Bourret, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971 4773-1970

**Colfid (Québec) Limited**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: John Raeburn Fiddes, fils, 6211, chemin de la Côte Saint-Luc, Hampstead, Frederick Bryan Collins, 225, rue Olivier, tous deux administrateurs, et Hans Peter Stolper, vendeur, 2200, rue Claremont, ces deux derniers de Westmount, pour les objets suivants:

Faire la promotion, la vente, la publicité, la distribution ou la mise en marché de tous et chacun des produits manufacturés, marchandises, biens immobiliers et articles de commerce de toutes sortes et de toute nature se rapportant aux appareils ménagers, tissus, et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Colfid (Québec) Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en

ber, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Monique Bernard, housewife, wife of Paul Schoeters, 1070 Jean XXIII, Laval, Jean Marchand, 1764 Berne, and Robert Shedeger, 12246 Taylor Boulevard, the latter two printers, of Montreal, for the following purposes:

To deal in all printed matter, under the name of "Codica inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 8,000 common shares of \$5 each.

The head office of the company is at 5775 Victoria Avenue, suite 225, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971 4918-1970

**Col-Bo Distributors Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Isaac S. Ezagui, merchant, Sarah Smus, housewife, wife of the said Isaac S. Ezagui, both of 5151 Bourret, and Michel (Meyer) Abitbol, teacher, 4837 Vézina, Apt. 26, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of fabrics and fabric products made, in whole or in part, of wool, cotton, rayon, nylon, or any other fibre, natural or synthetic, under the name of "Col-Bo Distributors Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 5151 Bourret, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971-o 4773-1970

**Colfid (Québec) Limited**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John Raeburn Fiddes junior, 6211 Côte St. Luc Road, Hampstead, Frederick Bryan Collins, 225 Olivier Street, both executives, and Hans Peter Stolper, salesman, 2200 Claremont Street, the latter two of Westmount, for the following purposes:

To promote, sell, advertise, distribute, or introduce any and all manufactured products, merchandise, personal property and subjects of trade or commerce of every kind and nature related to household appliances, soft goods, and merchandise of any and all nature, under the name of "Colfid (Québec) Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common

1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 366, avenue Victoria, Westmount, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

37971

4691-1970

#### Construction Aqua Marine Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27<sup>e</sup> jour de novembre 1970, constituant en corporation: René Loiselle, 107, chemin Ste-Catherine, Saint-Zotique, Léonide Chiasson, 13, Terrasse Langevin, Salaberry-de-Valleyfield, tous deux entrepreneurs, et Paul-J.-R. Durocher, administrateur, 6115, Honfleur, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Construction Aqua Marine Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 13, Terrasse Langevin, Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

*Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37971-o

5257-1970

#### Denis-Routhier propane inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30<sup>e</sup> jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Gilles Routhier, Louise Denis, épouse dudit Gilles Routhier, tous deux marchands, de 110, rue Union, et Henri Denis, rentier, 670, rue Pigeon, tous trois de Beloeil, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de gaz propane et autres combustibles de tous genres, sous le nom de « Denis-Routhier propane inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,970 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9, boulevard Laurier, McMasterville, district judiciaire de Richelieu.

*Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37971-o

4771-1970

#### Derola inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9<sup>e</sup> jour de novembre 1970, constituant en corporation: Alexander S. Konigsberg, 2378,

shares of the par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 366 Victoria Avenue, Westmount, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

37971-o

4691-1970

#### Construction Aqua Marine Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Loiselle, 107 St. Catherine Road, Saint-Zotique, Léonide Chiasson, 13 Langevin Terrace, Salaberry-de-Valleyfield, both contractors, and Paul-J.-R. Durocher, administrator, 6115 Honfleur, Saint-Léonard, for the following purposes:

To do business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Construction Aqua Marine Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 13 Langevin Terrace, Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

37971

5257-1970

#### Denis-Routhier propane inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Routhier, Louise Denis, wife of the said Gilles Routhier, both merchants, of 110 Union Street, and Henri Denis, annuitant, 670 Pigeon Street, all three of Beloeil, for the following purposes:

To manufacture and to deal in propane gas and other fuels of all kinds, under the name of « Denis-Routhier propane inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,970 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 9 Laurier Boulevard, McMasterville, judicial district of Richelieu.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

37971

4771-1970

#### Derola inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alexander S. Konigsberg, 2378 Frenette, Pierre-

Frenette, Pierre-L. Lapointe, 155, Marcotte, tous deux de Saint-Laurent, Mark Rosenstein, 5003, Lacombe, et Jacques Lemaitre-Auger, 8464, Drolet, ces deux derniers de Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Derola inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10127, St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971-o 4893-1970

**Dionex Ltd.  
Dionex Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Yvon-G. Dion, industriel, Micheline H. Dion, maîtresse de maison, épouse dudit Yvon-G. Dion, tous deux de 1455, Maloin, Sherbrooke, et Guy Dion, industriel, 2945, St-Octave, Les Saules, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de salons d'amincissement, sous le nom de « Dionex Ltd.—Dionex Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$400 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971-o 5146-1970

**Distribution de roulottes Montcalm Itée  
Montcalm Mobile Homes Distribution Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Jean-H. Massey, 338, rue Bégin, Yvan-M. St-Onge, 82, Principale, et Côme Poulin, 15, rue Guy, tous trois avocats, de Granby, pour les objets suivants:

Organiser et effectuer la vente et la distribution sous toutes ses formes, de roulottes, maisons roulantes, remorques et autres systèmes similaires, sous le nom de « Distribution de roulottes Montcalm Itée — Montcalm Mobile Homes Distribution Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Waterloo, district judiciaire de Bedford.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971-o 4467-1970

L. Lapointe, 155 Marcotte, both of Saint-Laurent, Mark Rosenstein, 5003 Lacombe, and Jacques Lemaitre-Auger, 8464 Drolet, the latter two of Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To do business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Derola inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 10127 St. Lawrence, Montreal, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971 4893-1970

**Dionex Ltd.  
Dionex Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvon-G. Dion, industrialist, Micheline H. Dion, housewife, wife of the said Yvon-G. Dion, both of 1455 Maloin, Sherbrooke, and Guy Dion, industrialist, 2945 St-Octave, Les Saules, for the following purposes:

To operate an agency of reducing salons, under the name of "Dionex Ltd.—Dionex Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$400 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971 5146-1970

**Distribution de roulottes Montcalm Itée  
Montcalm Mobile Homes Distribution Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-H. Massey, 338 Bégin Street, Yvan-M. St-Onge, 82 Principal, and Côme Poulin, 15 Guy Street, all three advocates, of Granby, for the following purposes:

To organize and to bring about the sale and distribution, in all its forms, of mobile homes, trailers, caravans, and other similar systems, under the name of "Distribution de roulottes Montcalm Itée — Montcalm Mobile Homes Distribution Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Waterloo, judicial district of Bedford.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971 4467-1970

**Domaine Somerset inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11<sup>e</sup> jour de novembre 1970, constituant en corporation: Jules Bellavance, 1810, St-Calixte, Plessisville, Claude Aubert, 49, Laurier, et Louise Lemelin, fille majeure, 43, Suzor, ces deux derniers d'Arthabaska, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Domaine Somerset inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Plessisville, district judiciaire de Mégantic.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37871-o

4923-1970

**E & L Realty Co. Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5<sup>e</sup> jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Lucienne Constant, épouse de Theodore Petropoulos, 13, rue Vrastovou, Lorraine Bille, épouse de Stathis Hatzidakis, 19, rue Likofronos, tous deux de Athènes, Grèce, et Evangelos Baillas, 5922, avenue du Parc, Montréal, tous trois administrateurs, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « E & L Realty Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971

4348-1970

**Les entreprises Réal Vallée inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14<sup>e</sup> jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Jacques Morand, notaire, 4894, Valéry, Saint-Léonard, Mariette Henry, épouse de Réjean Jobin, 6180, Roi René, Anjou, et Gisèle Desroches, épouse de Jean-Marie Langlois, 624, Taillon, Montréal, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les entreprises Réal Vallée inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$1 chacune, 37,500 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et en 2,000 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

**Domaine Somerset inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jules Bellavance, 1810 St-Calixte, Plessisville, Claude Aubert, 49 Laurier, and Louise Lemelin, spinster of the full age of majority, 43 Suzor, the latter two of Arthabaska, all three advocates, for the following purposes:

To operate a business consisting in providing entertainment to the public, under the name of "Domaine Somerset inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Plessisville, judicial district of Mégantic.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37871

4923-1970

**E & L Realty Co. Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lucienne Constant, wife of Theodore Petropoulos, 13 Vrastovou Street, Lorraine Bille, wife of Stathis Hatzidakis, 19 Likofronos Street, both of Athens, Greece, and Evangelos Baillas, 5922 Park Avenue, Montreal, all three executives, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "E & L Realty Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971-o

4348-1970

**Les entreprises Réal Vallée inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Morand, notary, 4894 Valéry, Saint-Léonard, Mariette Henry, wife of Réjean Jobin, 6180 Roi René, Anjou, and Gisèle Desroches, wife of Jean-Marie Langlois, 624 Taillon, Montreal, the latter two secretaries, for the following purposes:

To do business as an investment company, under the name of "Les entreprises Réal Vallée inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$1 each, 37,500 preferred shares class "A" of \$1 each and 2,000 preferred shares class "B" of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est 155, avenue Roy, Dorval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971-o 4421-1970

**Les entreprises Roylaf inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Gaston Ruest, restaurateur, 8570, Provencher, Saint-Léonard, Paul Laframboise, ingénieur, 535, rue Lartigue, Laval, et Bernard Roy, avocat, 81, Beau-Lieu est, Val-Morin, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Les entreprises Roylaf inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 990 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 3,010 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9221, boulevard Pie IX, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971-o 4931-1970

**Extendicare (Québec) Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Richard J. F. Bowie, 181, avenue Morrison, Edmund E. Tobin, 453, Greenock, tous deux de Mont-Royal, Michael P. Carroll, 254, Metcalfe, Westmount, F.-Michel Gagnon, 5195, Coolbrook, et James G. Wright, 3164, Le Boulevard, ces deux derniers de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Acheter, louer, hypothéquer, vendre, échanger ou, d'une autre façon, acquérir, disposer de, détenir, exploiter, améliorer, développer, diriger ou utiliser toute propriété, tous biens mobiliers ou immobiliers, sous le nom de « Extendicare (Québec) Ltd. », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971 3670-1970

**L. P. Fontaine et frère inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 21e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Jacques Fontaine, marchand, Jean-Marc Fontaine, commis, tous deux de 806, Benja-

The head office of the company is at 155 Roy Avenue, Dorval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971 4421-1970

**Les entreprises Roylaf inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaston Ruest, restaurateur, 8570 Provencher, Saint-Léonard, Paul Laframboise, engineer, 535 Lartigue Street, Laval, and Bernard Roy, advocate, 81 Beau-Lieu East, Val-Morin, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Les entreprises Roylaf inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 990 common shares of a nominal value of \$10 each and into 3,010 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 9221 Pie IX Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971 4931-1970

**Extendicare (Québec) Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard J. F. Bowie, 181 Morrison Avenue, Edmund E. Tobin, 453 Greenock, both of Mount Royal, Michael P. Carroll, 254 Metcalfe, Westmount, F.-Michel Gagnon, 5195 Coolbrook, and James G. Wright, 3164 The Boulevard, the latter two of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To purchase, lease, hypothecate, sell, exchange or otherwise acquire or dispose of, to hold, operate, improve, develop, manage or otherwise use any property, real or personal, moveable or immovable, developed or undeveloped, under the name of "Extendicare (Québec) Ltd.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971-o 3670-1970

**L. P. Fontaine et frère inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Fontaine, merchant, Jean-Marc Fontaine, clerk, both of 806 Benjamin Loiseau, Boucher-

min Loiseau, Boucherville, et Thomas Ducharme, notaire, 268, Bloomfield, Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tapis, prélaris, tuiles et autres marchandises de même genre, sous le nom de « L. P. Fontaine et frère inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 723, avenue Mont-Royal est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions  
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

37971-o

4100-1970

#### Garage André Boivin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29<sup>e</sup> jour d'octobre 1970, constituant en corporation: André Boivin, garagiste, Raymonde Émond, ménagère, épouse dudit André Boivin, et Gaston Marier, comptable agréé, tous trois de Saint-Jovite, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, camions, tracteurs, et autres véhicules motorisés, ainsi que tous instruments aratoires, sous le nom de « Garage André Boivin inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jovite, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37971-o

4745-1970

#### Gestion et placements E.J.C. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11<sup>e</sup> jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Émile-J. Crevier, administrateur, Marie Phoenix, maîtresse de maison, épouse dudit Émile-J. Crevier, tous deux de 18, avenue Cairns, Granby, et Guy Phoenix, gérant de bureau, 255, avenue Benny, app. 807, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de contrôle et de gestion (holding company), sous le nom de « Gestion et placements E.J.C. inc. », avec un capital total de \$550,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 5,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 18, avenue Cairns, Granby, district judiciaire de Bedford.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37971-o

4180-1970

ville, and Thomas Ducharme, notary, 268 Bloomfield, Outremont, for the following purposes:

To deal in rugs, linoleum, tiles and other merchandise of the same kind, under the name of "L. P. Fontaine et frère inc.", with a total capital stock of \$40,000 divided into 1,500 common shares of \$10 each and 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 723 Mount Royal Avenue East, Montreal, judicial district of Montreal.

*J.-ALBERT GAGNON,  
Associate Deputy Minister of Financial  
Institutions, Companies and Cooperatives.*

37971

4100-1970

#### Garage André Boivin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Boivin, garage-owner, Raymonde Émond, housewife, wife of the said André Boivin, and Gaston Marier, chartered accountant, all three of Saint-Jovite, for the following purposes:

To do business as garage-owners and to deal in cars, trucks, tractors, and other motorized vehicles, as well as farm implements, under the name of "Garage André Boivin inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Jovite, judicial district of Terrebonne.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

4745-1970

#### Gestion et placements E.J.C. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Companies and Cooperatives, incorporating: Émile-J. Crevier, administrator, Marie Phoenix, housewife, wife of the said Émile-J. Crevier, both of 18 Cairns Avenue, Granby, and Guy Phoenix, office manager, 255 Benny Avenue, Apt. 807, Montreal, for the following purposes:

To operate as a controlling and holding company, under the name of "Gestion et placements E.J.C. inc.", with a total capital stock of \$550,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 5,000 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 18 Cairns Avenue, Granby, judicial district of Bedford.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

4180-1970

**Great Northern Holdings Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Robert Vineberg, avocat, route rurale No 4, Godmanchester, Maureen Montgomery, 30, place Côte Vertu, Saint-Laurent, et Barbara Komornicki, 4353, Saint-Urbain, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Great Northern Holdings Limited », avec un capital total de \$2,050,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 200,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971

4158-1970

**Great Northern Holdings Limited**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Vineberg, advocate, Rural Route No. 4, Godmanchester, Maureen Montgomery, 30 Place Côte Vertu, Saint-Laurent, and Barbara Komornicki, 4353 St. Urbain, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Great Northern Holdings Limited", with a total capital stock of \$2,050,000, divided into 50,000 common shares of \$1 each and 200,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971-o

4158-1970

**Guardian Poly Industries Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'août 1970, constituant en corporation: Philip Joseph Horne, administrateur, 5511, avenue Randall, Montréal, Maurice Steinberg, 5713, avenue Palmer, et Albert Gomberg, 5740, avenue Blossom, ces deux derniers avocats, de Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Guardian Poly Industries Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 515, 4e Avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971

3730-1970

**Guardian Poly Industries Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Philip Joseph Horne, executive, 5511 Randall Avenue, Montreal, Maurice Steinberg, 5713 Palmer Avenue, and Albert Gomberg, 5740 Blossom Avenue, the latter two advocates, of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Guardian Poly Industries Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 515, 4th Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971-o

3730-1970

**Hicks Design Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Jacques Leduc, 1344, boulevard Mont-Royal, Outremont, Gary Michael Cullen, 4277, boulevard de Maisonneuve, app. 9, Westmount, tous deux avocats, Fred Harold Bossons, administrateur, 142, avenue Appin, Mont-Royal, Charles Gerald Penney, comptable agréé, 2490, Montmartre, Brosard, et Rolande Heynemand, secrétaire, épouse de Jacques Ménard, 990, de Nogent, Boucherville, pour les objets suivants:

S'établir dessinateurs et faire le commerce de rideaux, tapis, tentures, gravures et autres articles du même

**Hicks Design Co. Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Leduc, 1344 Mount Royal Boulevard, Outremont, Gary Michael Cullen, 4277 de Maisonneuve Boulevard, Apt. 9, Westmount, both advocates, Fred Harold Bossons, executive, 142 Appin Avenue, Mount Royal, Charles Gerald Penney, chartered accountant, 2490 Montmartre, Brosard, and Rolande Heynemand, secretary, wife of Jacques Ménard, 990 de Nogent, Boucherville, for the following purposes:

To carry on business as designers and deal in curtains, carpets, hangings, pictures and similar articles, under

genre, sous le nom de « Hicks Design Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6920, rue Saint-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971

3967-1970

#### Hobby World Distributors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a accordé des lettres patentes, en date du 9<sup>e</sup> jour de novembre 1970, constituant en corporation: Harold Phillip Gordon, avocat, 414, avenue Wood, Westmount, Helen Xenos, 6636, rue Bordeaux, et Denise-Marie Landry, 5000, avenue Claranald, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce d'articles, produits et marchandises, et de services de toutes sortes, sous le nom de « Hobby World Distributors Inc. », avec un capital divisé en 20,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6260, rue Saint-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971

4892-1970

#### Les industries I.D.E.E. Cie Itée I.D.E.E. Industries Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11<sup>e</sup> jour de novembre 1970, constituant en corporation: André Vallée, manufacturier, 30, des Bouleaux, Dame Lucien Vallée, ménagère, épouse de Lucien Vallée, 56, des Pins, tous deux de Sainte-Brigitte-de-Laval, et Claude Marcoux, homme d'affaires, 275, de la Reine, Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits chimiques servant au nettoyage de meubles et d'immeubles ou de partie d'iceux, sous le nom de « Les industries I.D.E.E. Cie Itée — I.D.E.E. Industries Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 466, de la Couronne, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971-o

4935-1970

the name of "Hicks Design Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 6920 St-Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971-o

3967-1970

#### Hobby World Distributors Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harold Phillip Gordon, advocate, 414 Wood Avenue, Westmount, Helen Xenos, 6636 Bordeaux Street, and Denise-Marie Landry, 5000 Claranald Avenue, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, products, wares, merchandise and services of every kind, under the name of "Hobby World Distributors Inc.", with a capital stock divided into 20,000 common shares without par value and 2,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 6260 St. Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971-o

4892-1970

#### Les industries I.D.E.E. Cie Itée I.D.E.E. Industries Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Vallée, manufacturer, 30 des Bouleaux, Dame Lucien Vallée, housewife, wife of Lucien Vallée, 56 des Pins, both of Sainte-Brigitte-de-Laval, and Claude Marcoux, businessman, 275 de la Reine, Québec, for the following purposes:

To deal in chemical products to be used in the cleaning of furniture and immovable property of parts thereof, under the name of "Les industries I.D.E.E. Cie Itée — I.D.E.E. Industries Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of a nominal value of \$100 each and 100 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 466 de la Couronne, Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

4935-1970

**Inspection sous-marine de Québec inc.  
Québec Under Water Inspection Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Michel Tessier, avocat, Paulette Gagnon, ménagère, épouse dudit Michel Tessier, tous deux de 167, Hudon, et Christiane Turcotte, secrétaire, fille majeure, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Fournir et procurer à tous corps publics ou privés, personnes, compagnies et corporations, des services d'inspection et de surveillance de toutes sortes, sous le nom de « Inspection sous-marine de Québec inc. — Québec Under Water Inspection Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971-o

3676-1970

**International Traders Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Pierrette Gougeon, secrétaire, épouse de François-Michel Gagnon, 5195, avenue Coolbrook, Montréal, Stanley L. Cytrynbaum, 95, Roxton Crescent, Montréal-Ouest, et Samuel Wex, 21, chemin Cleve, Hampstead, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une agence de ventes et s'établir représentant des ventes pour toutes sortes d'articles, produits et marchandises, sous le nom de « International Traders Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 50, place Crémazie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971

4830-1970

**La Jeune Chambre de Ste-Agathe inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'octobre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Guy Ouellet, prêtre, 37, Principale, Pierre Circé, commerçant, 521, Principale, Luc Baril, 561, Groulx, Christian Berland, 27, Corbeil, Guy Girard, 27, St-Louis, tous trois enseignants, Jacques Gaudet, courtier en assurances, 23, St-Henri, Aline Desjardins, secrétaire,

**Inspection sous-marine de Québec inc.  
Québec Under Water Inspection Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Tessier, advocate, Paulette Gagnon, housewife, wife of the said Michel Tessier, both of 167 Hudon, and Christiane Turcotte, secretary, spinster of the full age of majority, all three of Rimouski, for the following purposes:

To provide inspection and surveillance services to all public or private bodies, persons, companies and corporations, under the name of "Inspection sous-marine de Québec inc. — Québec Under Water Inspection Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

3676-1970

**International Traders Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierrette Gougeon, secretary, wife of François-Michel Gagnon, 5195 Coolbrook Avenue, Montreal, Stanley L. Cytrynbaum, 95 Roxton Crescent, Montreal West, and Samuel Wex, 21 Cleve Road, Hampstead, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a sales agency and sales representative for all kinds of wares, merchandise and goods, under the name of "International Traders Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 39,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at 50, Place Crémazie, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971-o

4830-1970

**La Jeune Chambre de Ste-Agathe inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Guy Ouellet, priest, 37 Main, Pierre Circé, trader, 521 Main, Luc Baril, 561 Groulx, Christian Berland, 27 Corbeil, Guy Girard, 27 St-Louis, all three teachers, Jacques Gaudet, insurance broker, 23 St-Henri, Aline Desjardins, secretary, 26 Chapleau, Claudette Cloutier,

26, Chapleau, Claudette Cloutier, infirmière, 18, St-David, toutes deux filles majeures, François Marion, gérant, 96, Tour-du-Lac, Yvon Côté, photographe, 8, Hôtel-de-Ville, Yvon Dufour, directeur de loisirs, 4, St-Aubin, et Jean-C. Bernier, optométriste, 13, Principale, tous de Sainte-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Intéresser les jeunes au progrès économique, social et civique de leur milieu, sous le nom de « La Jeune Chambre de Ste-Agathe inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971-o

4557-1970

#### Jomida Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a accordé des lettres patentes, en date du 25<sup>e</sup> jour de septembre 1970, autorisant la fusion des compagnies « Jomida Investment Corp. », constituée par lettres patentes en date du 4<sup>e</sup> jour d'août 1959, « Memisol Investment Corp. », constituée par lettres patentes en date du 4<sup>e</sup> jour d'août 1959, « Mikadona Investment Corp. », constituée par lettres patentes en date du 4<sup>e</sup> jour d'août 1959, « Phisona Investment Corp. », constituée par lettres patentes en date du 4<sup>e</sup> jour d'août 1959, et « Sasmir Investment Corp. », constituée par lettres patentes en date du 4<sup>e</sup> jour d'août 1959, toutes ces lettres patentes ayant été émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Faire affaires en qualité de compagnie de placement, sous le nom de « Jomida Investments Ltd. », avec un capital total de \$840,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 74,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 800 ouest, boulevard Dorchester, bureau 2536, Ville de Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971

3621-70

#### Joy Electronic Service Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16<sup>e</sup> jour de novembre 1970, constituant en corporation: Brahm L. Campbell, 43, Aldred Crescent, Hampstead, Giacomo Giorgio Sand, 211, Dresden, Mont-Royal, et William D. Schwartz, 7452, Ostell Crescent, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes et tous genres de radios, télévisions, systèmes d'antennes, et

nurse, 18 St-David, both spinsters of the full age of majority, François Marion, manager, 96 Tour-du-Lac, Yvon Côté, photographer, 8 Hôtel-de-Ville, Yvon Dufour, director of recreational activities, 4 St-Aubin, and Jean-C. Bernier, optometrist, 13 Main, all of Sainte-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To interest youth in the economic, social and civic progress of their milieu, under the name of « La Jeune Chambre de Ste-Agathe inc. ».

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

4557-1970

#### Jomida Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, dated the 25th day of September 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of « Jomida Investment Corp. », incorporated by letters patent dated the 4th day of August, 1959, « Memisol Investment Corp. », incorporated by letters patent dated the 4th day of August, 1959, « Mikadona Investment Corp. », incorporated by letters patent dated the 4th day of August, 1959, « Phisona Investment Corp. », incorporated by letters patent dated the 4th day of August, 1959, and « Sasmir Investment Corp. », incorporated by letters patent dated the 4th day of August, 1959, all such letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of « Jomida Investments Ltd. », with a total capital stock of \$840,000 divided into 10,000 common shares of the par value of \$10 each and 74,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the new company is at 800 Dorchester Boulevard West, Suite 2536, city of Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971-o

3621-70

#### Joy Electronic Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Brahm L. Campbell, 43 Aldred Crescent, Hampstead, Giacomo Giorgio Sand, 211 Dresden, Mount Royal, and William D. Schwartz, 7452 Ostell Crescent, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds and types of radios, televisions, antenna systems, and any other

toutes sortes d'autres équipements ou dispositifs électroniques, sous le nom de « Joy Electronic Service Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971

5026-1970

**Jeff Kruse and Associates Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Jeffrey, D. Kruse, 435, Touzin, Dorval, John E. Kruse, 25, 5e Avenue, Pointe-Claire, tous deux administrateurs, et Reevin Pearl, avocat, 5745, Côte Saint-Luc, Hampstead, pour les objets suivants:

Établir, dans toutes ses spécialités, une entreprise de courtage en assurance, sous le nom de « Jeff Kruse and Associates Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971

4685-1970

**Lachine Suits Manufacturing (1970) Ltd.  
Manufacture d'habits Lachine (1970) Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Yoine Goldstein, 6505, Côte Saint-Luc, Robert Lefcort, 5400, Prince of Wales, tous deux de Montréal, et Leonard W. Flanz, 5750, Trinity, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits, articles et marchandises de toutes sortes et de toutes catégories, sous le nom de « Lachine Suits Manufacturing (1970) Ltd. — Manufacture d'habits Lachine (1970) Itée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 40,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971

4995-1970

**Laprairie Smelters Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

kinds of electronic equipment or devices, under the name of "Joy Electronic Service Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971-o

5026-1970

**Jeff Kruse and Associates Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jeffrey D. Kruse, 435 Touzin, Dorval, John E. Kruse, 25, 5th Avenue, Pointe-Claire, both executives, and Reevin Pearl, lawyer, 5745 Côte St. Luc, Hampstead, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of insurance brokers, under the name of "Jeff Kruse and Associates Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971-o

4685-1970

**Lachine Suits Manufacturing (1970) Ltd.  
Manufacture d'habits Lachine (1970) Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yoine Goldstein, 6505 Côte Saint-Luc, Robert Lefcort, 5400 Prince of Wales, both of Montreal, and Leonard W. Flanz, 5750 Trinity, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To deal in all kinds and classes of goods, wares and merchandise, under the name of "Lachine Suits Manufacturing (1970) Ltd. — Manufacture d'habits Lachine (1970) Itée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 40,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971-o

4995-1970

**Laprairie Smelters Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of Novem-

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6<sup>e</sup> jour de novembre 1970, constituant en corporation: Sam Ikeman, 225, avenue Bedbrooke, Montréal-Ouest, Arthur Perlman, 4886, Jean-Brillant, tous deux administrateurs, et John J. Swidler, avocat, 6252, Westbury, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes de métaux, sous le nom de « Laprairie Smelters Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37971

4864-1970

### J. Lecavalier transport inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17<sup>e</sup> jour de septembre 1970, constituant en corporation: Émile Crevier, industriel, 1179, rue Barré, William Patterson, commerçant, 1293, rue Barré, Fernand Binette, gérant, 1385, rue Barré, et Jacques Richard, avocat, 827, boulevard Décarie, tous quatre de Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « J. Lecavalier transport inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions classe « A » de \$10 chacune, 2,000 actions classe « B » de \$10 chacune et en 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37971-o

4067-1970

### Lectro-Fly inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12<sup>e</sup> jour de novembre 1970, constituant en corporation: André Fournier, vendeur, 1155, des Laurentides, Jacqueline Lebreux, serveuse, fille majeure, et Luc Girard, directeur, ces deux derniers de 1741, Leroyer, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de marchandises et articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Lectro-Fly inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1155, des Laurentides, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37971-o

4940-1970

ber, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sam Ikeman, 225 Bedbrooke Avenue, Montreal West, Arthur Perlman, 4886 Jean-Brillant, both executives, and John J. Swidler, advocates, 6252 Westbury, the latter two of Montreal, for the following purposes

To manufacture and deal in all kinds of metals, under the name of "Laprairie Smelters Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971-o

4864-1970

### J. Lecavalier transport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of September, 1970 have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Émile Crevier, industrialist, 1179 Barré Street, William Patterson, merchant, 1293 Barré Street, Fernand Binette, manager, 1385 Barré Street, and Jacques Richard, advocate, 827 Décarie Boulevard, all four of Saint-Laurent, for the following purposes:

To do business as a transport company, under the name of "J. Lecavalier transport inc.", with a total capital stock of \$100,000 divided into 2,000 class "A" shares of \$10 each, 2,000 class "B" shares of \$10 each and 600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

4067-1970

### Lectro-Fly inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Fournier, salesman, 1155 des Laurentides, Jacqueline Lebreux, waitress, spinster of the full age of majority, and Luc Girard, director, the latter two of 1741 Leroyer, all three of Laval, for the following purposes:

To manufacture and to deal in merchandise and articles made in whole or in part of metal or wood, under the name of "Lectro-Fly inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1155 des Laurentides, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

4940-1970

**Gaston Lefebvre Services Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Gaston Lefebvre, vendeur, 219, Verdy, Châteauguay-Centre, Raoul Cournoyer, marchand, 3373, Champ Doré, et Amédée Tremblay, technicien, 8355, Ontario est, app. 2, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tous accessoires électriques et appareils ménagers et toutes leurs pièces, sous le nom de « Gaston Lefebvre Services Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971-0 4669-1970

**François Léger inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Ninon Thibault, 11120, Paris, app. 1, Maria-C. Di Matteo, 6960, Park Avenue, app. 1, toutes deux filles majeures, Pierrette Pageau, épouse de Henri Ménard, 7190, Cannes, app. 7, Madeleine Hottin, épouse de Roland Dupont, 4250, Métropolitain, app. 15, toutes quatre secrétaires, de Montréal, et Louis Duval, avocat, 404, Francine, Repentigny, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce des parfums, cosmétiques, lotions et autres produits semblables, sous le nom de « François Léger inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 980 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971-0 4849-1970

**La ligue de hockey junior (Montréal) inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Léo Lambert, employé de chemins de fer, 1925, Curotte, J.-Claude Girard, ingénieur, 10242, Parthenais, Hector Dubois, peintre, 10048, St-Firmin, Marcel Laviolette, employé civil, 10415, Tollhurst, Roger Girardeau, bijoutier, 4366, Papineau, Marcel Rémillard, gérant, 6466, Desrosiers, Jean Filiatreault, avocat, 10400, Iberville, tous sept de Montréal, Richard Coss, inspec-

**Gaston Lefebvre Services Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaston Lefebvre, salesman, 219 Verdy, Châteauguay-Centre, Raoul Cournoyer, merchant, 3373 Champ Doré, and Amédée Tremblay, technician, 8355 Ontario East, Apt. 2, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and to deal in all electric accessories and household appliances and all their parts, under the name of "Gaston Lefebvre Services Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$20 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971 4669-1970

**François Léger inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ninon Thibault, 11120, Paris, Apt. 1, Maria-C. Di Matteo, 6960 Park Avenue, Apt. 1, both spinsters of the full age of majority, Pierrette Pageau, wife of Henri Ménard, 7190 Cannes, Apt. 7, Madeleine Hottin, wife of Roland Dupont, 4250 Métropolitain, Apt. 15, all four secretaries, of Montreal, and Louis Duval, advocate, 404 Francine, Repentigny, for the following purposes:

To manufacture and deal in perfumes, cosmetics, lotions and other similar products, under the name of "François Léger inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of \$1 each and into 980 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971 4849-1970

**La ligue de hockey junior (Montréal) inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Léo Lambert, railway employee, 1925 Curotte, J.-Claude Girard, engineer, 10242 Parthenais, Hector Dubois, painter, 10048 St-Firmin, Marcel Laviolette, civil employee, 10415 Tollhurst, Roger Girardeau, jeweller, 4366 Papineau, Marcel Rémillard, manager, 6466 Desrosiers, Jean Filiatreault, advocate, 10400 Iberville, all seven of Montreal, Richard Coss, inspector, 1683

teur, 1683, Coughtry, Saint-Laurent, Maurice Jacques, policier, 1080, 50e Avenue, Pointe-aux-Trembles, Georges Racine, technicien, 3233, 7e Rue, et Carmen Seguin, opératrice, fille majeure, 10123, Georges Baril, ces deux derniers de Laval, pour les objets suivants:

Exploiter une ligue de hockey, sous le nom de « La ligue de hockey junior (Montréal) inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971-o

5067-1970

#### La ligue des propriétaires du domaine Siesta inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'octobre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Lanthier, étalagiste, Mme Paul Lanthier, épouse dudit Paul Lanthier, tous deux de 2962, Beauclerk, Blanche Daigneault, épouse de Roland Daigneault, 11244, Tollhurst, toutes deux ménagères, Marcel Filiatrault, camionneur, Mme Marcel Filiatrault, ménagère, épouse dudit Marcel Filiatrault, tous deux de 173, Charlevoix, Roger Leclair, décorateur, 7195, de Lorimier, Léo Collin, 4725, Cadillac, tous sept de Montréal, Adélarde Cohen, 1695, Alfred, Brossard, tous deux typographes, Hervé Pepin, camionneur, 1701, Dumas, Robert Langlois, 1180, Montcalm, tous deux de Laval, René Ordroneau, 1080, Lajoie, Outremont, tous deux gérants, et Léo Moineau, surintendant, 10711, Leblanc, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts culturels et sociaux des membres, sous le nom de « La ligue des propriétaires du domaine Siesta inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est 11244, Tollhurst, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions  
financières, compagnies et coopératives,  
J.-ALBERT GAGNON.*

37971-o

4347-1970

#### Les loisirs de St-Claude de l'Estrie

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de novembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Paul-Émile Maurice, cultivateur, Elphège Coutu, menuisier, tous deux de route rurale 2, Windsor, et France Laflamme, journalier, Saint-Claude, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Les loisirs de St-Claude de l'Estrie ».

Coughtry, Saint-Laurent, Maurice Jacques, policeman 1080, 50th Avenue, Pointe-aux-Trembles, Georges Racine, technician, 3233, 7th Street, and Carmen Seguin, operator, spinster of the full age of majority, 10123 Georges Baril, the latter two of Laval, for the following purposes:

To operate a hockey league, under the name of "La ligue de hockey junior (Montréal) inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$500,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

5067-1970

#### La ligue des propriétaires du domaine Siesta inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Paul Lanthier, display artist, Mme Paul Lanthier, wife of the said Paul Lanthier, both of 2962 Beauclerk, Blanche Daigneault, wife of Roland Daigneault, 11244 Tollhurst, both housewives, Marcel Filiatrault, truck-driver, Mme Marcel Filiatrault, housewife, wife of the said Marcel Filiatrault, both of 173 Charlevoix, Roger Leclair, decorator, 7195 de Lorimier, Léo Collin, 4725 Cadillac, all seven of Montreal, Adélarde Cohen, 1695 Alfred, Brossard, both typographers, Hervé Pepin, truck-driver, 1701 Dumas, Robert Langlois, 1180 Montcalm, both of Laval, René Ordroneau, 1080 Lajoie, Outremont, both managers, and Léo Moineau, superintendent, 10711 Leblanc, Montreal-North, for the following purposes:

To promote the cultural and social interests of its members, under the name of "La ligue des propriétaires du domaine Siesta inc."

The amount to which the immovable property which may be owned or held by the company is limited is \$100,000.

The head office of the corporation is at 11244 Tollhurst, Montreal, judicial district of Montreal.

*J.-ALBERT GAGNON,  
Associate Deputy Minister of Financial  
Institutions, Companies and Cooperatives.*

37971

4347-1970

#### Les loisirs de St-Claude de l'Estrie

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Paul-Émile Maurice, farmer, Elphège Coutu, carpenter, both of Rural Route 2, Windsor, and France Laflamme, labourer, Saint-Claude, for the following purposes:

The organizing of recreational activities, under the name of "Les loisirs de St-Claude de l'Estrie".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Claude, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971-o

4847-1970

**Lor-Ber Manufacture Inc.  
Manufacture Lor-Ber inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Bernard Friedman, Loretta O'Meara, épouse dudit Bernard Friedman, tous deux administrateurs, du 5739, Darlington, app. 5, et Lawrence Yelin, avocat, 1010 ouest, rue Sainte-Catherine, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de produits, articles et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Lor-Ber Manufacture Inc.— Manufacture Lor-Ber inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971

4852-1970

**M.P.B.F. construction inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Pierre Filiatreault, administrateur, Jocelyne Filiatreault, ménagère, épouse dudit Pierre Filiatreault, tous deux de 1720, Rochefort, Laval, Maurice Bousquet, administrateur, et Gisèle Bousquet, ménagère, épouse dudit Maurice Bousquet, ces deux derniers de 7172, Beauchesnes, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « M.P.B.F. construction inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971-o

4805-1970

**Melrose Body Parts Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$40,000.

The head office of the corporation is at Saint-Claude, judicial district of Saint-François.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

4847-1970

**Lor-Ber Manufacture Inc.  
Manufacture Lor-Ber inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Friedman, Loretta O'Meara, wife of the said Bernard Friedman, both executives, of 5739 Darlington, Apt. 5, and Lawrence Yelin, advocate, 1010 St. Catherine Street West, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "Lor-Ber Manufacture Inc.— Manufacture Lor-Ber inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971-o

4852-1970

**M.P.B.F. construction inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Filiatreault, administrator, Jocelyne Filiatreault, housewife, wife of said Pierre Filiatreault, both of 1720 Rochefort, Laval, Maurice Bousquet, administrator, and Gisèle Bousquet, housewife, wife of said Maurice Bousquet, the latter two of 7172 Beauchesnes, Saint-Léonard, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "M.P.B.F. construction inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

4805-1970

**Melrose Body Parts Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 30<sup>e</sup> jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Robert Charette, entrepreneur en réparations de carrosserie d'automobiles, 116, rue Neptune, Châteauguay, Roger Bazinet, marchand, 9522, Central, Lasalle, et Jean Charette, gérant, 1954, rue du Centre, Pointe-Saint-Charles, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes de pièces pour automobiles, sous le nom de « Melrose Body Parts Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 800 actions ordinaires de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie est 801, rue Saint-Louis, Lachine, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions  
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

37971

4741-1970

#### Montreal Smart Fit Fashions Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29<sup>e</sup> jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Edward Plafker, Ben Bald, tous deux administrateurs, et Sylvia Plafker, ménagère, épouse dudit Ben Bald, tous trois de 4840, Édouard-Montpetit, Montréal, pour les objets suivants:

La confection et le commerce de vêtements et accessoires vestimentaires de toutes sortes, sous le nom « Montreal Smart Fit Fashions Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 400, avenue Atlantic, Outremont, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions  
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

37971

4117-1970

#### Modon Corporation La Corporation Modon

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28<sup>e</sup> jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Gerald McCarthy, avocat, 3495, rue Mountain, Céline Trudeau, 2132, Bossuet, tous deux de Montréal, et Valerie Jean Higgins, 50, avenue Hudson, app. 106, Mont-Royal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Modon Corporation—La Corporation Modon », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3600, boulevard Industriel, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37971

4696-1970

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Charette, auto body repair contractor, 116 Neptune Street, Châteauguay, Roger Bazinet, marchand, 9522 Central, Lasalle, and Jean Charette, manager, 1954 Centre Street, Pointe-Saint-Charles, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of parts for automobiles, under the name of "Melrose Body Parts Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 800 common shares of \$50 each.

The head office of the company is at 801 St. Louis Street, Lachine, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,  
*Associate Deputy Minister of Financial  
Institutions, Companies and Cooperatives.*

37971-o

4741-1970

#### Montreal Smart Fit Fashions Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Edward Plafker, Ben Bald, both executives, and Sylvia Plafker, housewife, wife of the said Ben Bald, all three of 4840 Édouard-Montpetit, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel, of every kind, under the name of "Montreal Smart Fit Fashions Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 400 Atlantic Avenue, Outremont, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,  
*Associate Deputy Minister of Financial  
Institutions, Companies and Cooperatives.*

37971-o

4117-1970

#### Modon Corporation La Corporation Modon

Notice is given that Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gerald McCarthy, advocate, 3495 Mountain Street, Céline Trudeau, 2132 Bossuet, both of Montreal, and Valerie Jean Higgins, 50 Hudson Avenue, Apt. 106, Mount Royal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise, under the name of "Modon Corporation—La Corporation Modon", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 3600 Industrial Boulevard, Montreal North, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971-o

4696-1970

**Mount Jamie Mines (Québec) Limited**  
**(No personal liability)**  
**Les mines du Mont Jamie (Québec) limitée**  
**(Libre de responsabilité personnelle)**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Jean-Claude Bonhomme, administrateur, 1219, chemin York Mills, Don Mills, John Alexander Murphy, secrétaire, 25, Cheyenne Drive, Scarborough, Stephen Cyril Wengle, 22, Vanwood Road, Thornhill, James Leslie Newman, 49, Thorncliffe Park Drive, et Gordon Joseph Ciglen, 302, Roselawn Avenue, ces deux derniers de Toronto, les trois derniers avocats, pour les objets suivants:

Exploiter une compagnie minière, sous le nom de « Mount Jamie Mines (Québec) Limited » (No personal liability) — « Les mines du Mont Jamie (Québec) limitée » (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de \$5,000,000, divisé en 5,000,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
 compagnies et coopératives,  
 LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971

4768-1970

**Nettoyeur Capri ltée**  
**Capri Cleaners Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Murray Lapin, 167, Edgehill, Westmount, Norman May, 55, Holtham, Hampstead, et Ezra Beinhaker, 3328, Troie, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

S'établir nettoyeurs à sec, presseurs, teinturiers, buandiers, et faire la réparation de vêtements, tissus, articles et installations diverses pour la maison, sous le nom de « Nettoyeur Capri ltée — Capri Cleaners Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
 compagnies et coopératives,  
 LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971

4672-1970

**Newman Ambulance Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: David Lydon, surveillant, Kathlyn Hutsby, ménagère, épouse dudit David Lydon, tous

**Mount Jamie Mines (Québec) Limited**  
**(No personal liability)**  
**Les mines du Mont Jamie (Québec) limitée**  
**(Libre de responsabilité personnelle)**

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Claude Bonhomme, executive, 1219 York Mills Road, Don Mills, John Alexander Murphy, secretary, 25 Cheyenne Drive, Scarborough, Stephen Cyril Wengle, 22 Vanwood Road, Thornhill, James Leslie Newman, 49 Thorncliffe Park Drive, and Gordon Joseph Ciglen, 302 Roselawn Avenue, the latter two of Toronto, the latter three barristers, for the following purposes:

To carry on the business of a mining company, under the name of "Mont Jamie Mines (Québec) Limited" (No personal liability) — "Les mines du Mont Jamie (Québec) limitée" (Libre de responsabilité personnelle), with a total capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
 Deputy Minister of Financial Institutions,  
 Companies and Cooperatives.*

37971-o

4768-1970

**Nettoyeur Capri ltée**  
**Capri Cleaners Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Murray Lapin, 167 Edgehill, Westmount, Norman May, 55 Holtham, Hampstead, and Ezra Beinhaker, 3328 Troie, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, pressers, dryers, launderers and repairers of clothing, fabrics, goods and household furnishings, under the name of "Nettoyeur Capri ltée — Capri Cleaners Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
 Deputy Minister of Financial Institutions,  
 Companies and Cooperatives.*

37971-o

4672-1970

**Newman Ambulance Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: David Lydon, supervisor, Kathlyn Hutsby, housewife, wife of the said David Lydon, both of 431,

deux du 431, 63e Avenue, Lasalle, et Jeannine Noël, secrétaire, fille majeure, 401, rue Saint-Jacques, Saint-Pierre, pour les objets suivants:

Exploiter un service général d'ambulance, sous le nom de « Newman Ambulance Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lasalle, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions  
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

37971

4732-1970

#### Old Athens Restaurant Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Pinja E. Blitt, 3333 ouest, rue Jean-Talon, app. 603, Michel-A. Héroux, 10640, Hamelin, tous deux de Montréal, et Sheldon Finkelstein, 5720, Cavendish, app. 308, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Tenir restaurant, sous le nom de « Old Athens Restaurant Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5446, avenue du Parc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37971

4659-1970

#### The Original Blouse Factory Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Seymour Luterman, 26, Roxton Crescent, Montréal-Ouest, Leslie I. Notkin, 3742, Le Boulevard, Westmount, tous deux avocats, Laura Firestone, 301, boulevard Deguire, Saint-Laurent, et Sylvia Kraut, 4107, de la Peltrie, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

La confection et le commerce de corsages, robes, vêtements de sport, lingerie et vêtements, sous le nom de « The Original Blouse Factory Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37971

4853-1970

63rd Avenue, Lasalle, and Jeannine Noël, secretary, spinster, 401 St. James Street, Saint-Pierre, for the following purposes:

To operate a general ambulance service, under the name of "Newman Ambulance Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of \$1 each and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Lasalle, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

*Associate Deputy Minister of Financial  
Institutions, Companies and Cooperatives.*

37971-o

4732-1970

#### Old Athens Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pinja E. Blitt, 3333 Jean-Talon Street West, Apt. 603, Michel-A. Héroux, 10640 Hamelin, both of Montreal, and Sheldon Finkelstein, 5720 Cavendish, Apt. 308, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To operate a restaurant, under the name of "Old Athens Restaurant Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 5446 Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971-o

4659-1970

#### The Original Blouse Factory Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Seymour Luterman, 26 Roxton Crescent, Montreal West, Leslie I. Notkin, 3742 The Boulevard, Westmount, both advocates, Laura Firestone, 301 Deguire Boulevard, Saint-Laurent, and Sylvia Kraut, 4107 de la Peltrie, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To manufacture and deal in blouses, dresses, sportswear, lingerie and garments, under the name of "The Original Blouse Factory Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971-o

4853-1970

**Palais des sports de Boucherville inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Louis Laroche, commerçant, Rachel Giard, ménagère, épouse dudit Louis Laroche, et Antonio Giard, retraité, tous trois de 380, Jean-Désy, Boucherville, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles et accessoires de sport de toutes sortes, sous le nom de « Palais des sports de Boucherville, inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 39,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 280, Fort St-Louis, Boucherville, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971-o

4934-1970

**Pastal inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Louis Arbour, assureur-vie, 5588, Charlevoix, Montréal-Nord, Pierre Taillefer, gérant, 3245, Côte Terrebbonne, Terrebbonne, et Henri Abran, conseiller pédagogique, 10872, Waverly, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agents manufacturiers et faire le commerce des articles d'usages divers, sous le nom de « Pastal inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions classe « A » de \$1 chacune et en 20,000 actions classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8615, boulevard Saint-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971-o

5095-1970

**W.S. Penthouse Corp. Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Joseph-Réal Cardin, administrateur, 8525, avenue des Ponts de Ce, Louise Sylvestre, vendeuse, fille majeure, 8380, Villandry, tous deux d'Anjou, et J.-Hardie Le May, dessinateur, 1, Westmount Square, suite 860, Westmount, pour les objets suivants:

Fabriquer, produire, transformer, fondre, raffiner, acheter et faire le commerce de métaux de toutes sortes, leurs produits, et leurs sous-produits, sous le nom de « W.S. Penthouse Corp. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

**Palais des sports de Boucherville inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis Laroche, trader, Rachel Giard, housewife, wife of said Louis Laroche, and Antonio Giard, pensioner, all three of 380 Jean-Désy, Boucherville, for the following purposes:

To deal in sports articles and accessories of all kinds, under the name of "Palais des sports de Boucherville inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each and into 39,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 280 Fort St-Louis, Boucherville, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

4934-1970

**Pastal inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis Arbour, life insurer, 5588 Charlevoix, Montreal-North, Pierre Taillefer, manager, 3245 Terrebbonne Hill, Terrebbonne, and Henri Abran, pedagogical adviser, 10872, Waverly, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers' agents and to deal in syndry articles, under the name of "Pastal inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 class "A" shares of \$1 each and 20,000 class "B" shares of \$1 each.

The head office of the company is at 8615 St. Laurent Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

5095-1970

**W.S. Penthouse Corp. Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph-Réal Cardin, administrator, 8525 Ponts de Ce Avenue, Louise Sylvestre, saleswoman, spinster of the full age of majority, 8380 Villandry, both of Anjou, and J.-Hardie Le May, draftsman, 1 Westmount Square, Suite 860, Westmount, for the following purposes:

To manufacture, produce, transform, melt, refine, purchase and deal in metals of all kinds, their products and by-products, under the name of "W.S. Penthouse Corp. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37971-o

4890-1970

#### Pilch-Dekalb Canada Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9<sup>e</sup> jour de novembre 1970, constituant en corporation: Robert Charles Legge, 4, avenue Tunstall, Senneville, Hubert Senecal, 3810, avenue Marlowe, Timothy Ross Carsley, 1509 ouest, rue Sherbrooke, app. 85, John Ernest Hackett, 3047, chemin Breslay, tous trois de Montréal, et Robert Alan Pratt, 141, avenue Clandeboye, Westmount, tous avocats, pour les objets suivants:

Exploiter et diriger un commerce de volailles et de production d'oeufs, sous le nom de «Pilch-Dekalb Canada Limited», avec un capital divisé en 40,000 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Angele-de-Monnoir, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37971

4871-1970

#### Les placements Normand inc. Normand Investments Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27<sup>e</sup> jour d'octobre 1970, constituant en corporation: J. N.-Laurent Dupras, administrateur, 4115, Sherbrooke ouest, Montréal, Jean-Marc Richer, notaire, 87, Les Peupliers, et Alberte Desjardins, secrétaire, fille majeure, 1424, 95<sup>e</sup> Avenue, ces deux derniers de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de «Les placements Normand inc.—Normand Investments Inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1020, rue Sherbrooke est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37971-o

4628-1970

#### Les placements Panzini Itée Panzini Investments Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

4890-1970

#### Pilch-Dekalb Canada Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Charles Legge, 4 Tunstall Avenue, Senneville, Hubert Senecal, 3810 Marlowe Avenue, Timothy Ross Carsley, 1509 Sherbrooke Street West, Apt. 85, John Ernest Hackett, 3047 Breslay Road, all three of Montreal, and Robert Alan Pratt, 141 Clandeboye Avenue, Westmount, all advocates, for the following purposes:

To operate, manage or otherwise engage in poultry and egg producing properties, under the name of "Pilch-Dekalb Canada Limited", with a capital stock divided into 40,000 shares without par value.

The head office of the company is at Sainte-Angele-de-Monnoir, judicial district of Saint-Hyacinthe.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971-o

4871-1970

#### Les placements Normand inc. Normand Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J. N.-Laurent Dupras, administrator, 4115 Sherbrooke West, Montreal, Jean-Marc Richer, notary, 87 Les Peupliers, and Alberte Desjardins, secretary, spinster of the full age of majority, 1424, 95th Avenue, the latter two of Laval, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Les placements Normand inc.—Normand Investments Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and into 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 1020 Sherbrooke Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

4628-1970

#### Les placements Panzini Itée Panzini Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 17<sup>e</sup> jour de novembre 1970, constituant en corporation: Maurice Martel, Paul Martel, tous deux avocats, de 1301, St-Viateur ouest, Outremont, Lucille Roy, épouse de Jean-Claude Blais, 24, Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, et Fernande Perreault, épouse de Paul Paquin, 5841, Chabot, Montréal, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Les placements Panzini ltée — Panzini Investments Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$1 chacune et en 9,960 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2475, Jetté, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37971-o

5046-1970

**Postéritex inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6<sup>e</sup> jour de novembre 1970, constituant en corporation: Noël Henri, menuisier, 7068, Guy, Jacques Henri, comptable, et Marie-Paule Henri, infirmière, épouse dudit Jacques Henri, ces deux derniers de 7072, Guy, tous trois d'Anjou, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de photographies, films, brochures de toutes sortes, albums et autres objets connexes, sous le nom de « Postéritex inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 110, Place Crémazie, suite 322, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37971-o

4880-1970

**Les productions Serge Garant inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2<sup>e</sup> jour de novembre 1970, constituant en corporation: Guy Ferland, 6992, d'Abancourt, Saint-Léonard, Pierre Massé, 201, Corot Rive, Ile-aux-Soeurs, tous deux avocats, et Pierre Laberge, stagiaire, 65, Sherbrooke est, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise de publicité, sous le nom de « Les productions Serge Garant inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 39,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Martel, Paul Martel, both advocates, of 1301 St-Viateur West, Outremont, Lucille Roy, wife of Jean-Claude Blais, 24, Gilles, Sainte-Thérèse West, and Fernande Perreault, wife of Paul Paquin, 5841 Chabot, Montreal, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Les placements Panzini ltée — Panzini Investments Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 400 common shares of \$1 each and into 9,960 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2475 Jetté, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,*

*Companies and Cooperatives*

37971

5046-1970

**Postéritex inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Noël Henri, carpenter, 7068 Guy, Jacques Henri, accountant, and Marie-Paule Henri, nurse, wife of said Jacques Henri, the latter two of 7072 Guy, all three of Anjou, for the following purposes:

To manufacture and deal in photographs, films, brochures of all kinds, albums and other objects related thereto, under the name of "Postéritex inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 110 Place Crémazie, suite 322, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

4880-1970

**Les productions Serge Garant inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Ferland, 6992 d'Abancourt, Saint-Léonard, Pierre Massé, 201 Corot Rive, Ile-aux-Soeurs, both advocates, and Pierre Laberge, articulated student, 65 Sherbrooke East, Montreal, for the following purposes:

To operate an advertising business, under the name of "Les productions Serge Grant inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each and into 39,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est 2300, rue St-Mathieu, appartement 911, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37971-o

4795-1970

#### Les propriétaires de chalet de l'avenue du Lac inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6<sup>e</sup> jour d'octobre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice St-Laurent, fromager, rang #3, Saint-Bruno, Georges Simard, laitier, 263, rue Mellon, Arvida, Moïsette Guérin, coiffeuse, fille majeure, 792, d'Iberville, Chicoutimi, Raymond Cyr, 411, Ste-Cécile, Gilles Bernier, négociant, 290, rue Bergeron est, et Réal Gaudreault, gérant, 637, rue Bégin est, ces trois derniers d'Alma, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts culturels et sociaux des membres, sous le nom de « Les propriétaires de chalet de l'avenue du lac inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Alma, district judiciaire de Roberval.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37971-o

4367-1970

#### Publicité L.V.L. Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12<sup>e</sup> jour de novembre 1970, constituant en corporation: Marcel Langlois, imprimeur, 494, Turcotte, Drummondville, Jean-Louis Lapointe, dessinateur, 15, Grégoire, et Germain Verville, comptable, 11, rue Bérubé, app. 4, ces deux derniers de Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeur, publiciste, fabricant et distributeur de gravures, images, peintures, dessins, cartes de souhaits de toutes sortes et autres produits semblables, sous le nom de « Publicité L.V.L. Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 15, rue Grégoire, Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37971-o

4724-1970

#### Québec Aerosol Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

The head office of the company is at 2300 St-Mathieu Street, Apartment 911, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

4795-1970

#### Les propriétaires de chalet de l'avenue du Lac inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Maurice St-Laurent, cheesemonger, Range #3, Saint-Bruno, Georges Simard, milkman, 263 Mellon Street, Arvida, Moïsette Guérin, hairdresser, spinster of the full age of majority, 792 d'Iberville, Chicoutimi, Raymond Cyr, 411 Ste-Cécile, Gilles Bernier, trader, 290 Bergeron Street East, and Réal Gaudreault, manager, 637 Bégin Street East, the latter three of Alma, for the following purposes:

To promote the cultural and social interests of its members, under the name of "Les propriétaires de chalet de l'avenue du lac inc."

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess is \$40,000.

The head office of the corporation is at Alma, judicial, district of Roberval.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

4367-1970

#### Publicité L.V.L. Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Langlois, printer, 494 Turcotte, Drummondville, Jean-Louis Lapointe, draftsman, 15 Grégoire, and Germain Verville, accountant, 11 Bérubé Street, Apt. 4, the latter two of Victoriaville, for the following purposes:

To carry on business as printers, publicists, manufacturers and distributors of engravings, pictures, paintings, drawings, greeting cards of all kinds and other similar products, under the name of "Publicité L.V.L. Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 15 Grégoire Street, Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

4724-1970

#### Québec Aerosol Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of No-

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de novembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Leclerc, technicien, Noëlla Leclerc, ménagère, épouse dudit Roger Leclerc, tous deux du 3164 est, rue Jean-Talon, app. 2, Montréal, Ernest Pellerino, manufacturier, et Rose Pellerino, ménagère, épouse dudit Ernest Pellerino, ces deux derniers du 85, Wayne Place, Staten Island, pour les objets suivants:

La fabrication, l'emballage et la vente de vaporisateurs, de produits chimiques et de matériel pour teintures, sous le nom de « Québec Aerosol Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la corporation est 2101B, rue Bennett, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

37971

4536-1970

**Québec Demineralized Water Inc.**

**Les eaux déminéralisées du Québec inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Clément Bessette, avocat, 465 ouest, Denison, Cécile Bernard, 382, Saint-Viateur, et Jocelyne Lacoste, 113, Clarence, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Traiter l'eau pour la déminéraliser. Vendre cette eau, en gros ou au détail, l'importer ou l'exporter; fabriquer, vendre, importer ou exporter des eaux gazeuses, sous le nom de « Québec Demineralized Water Inc. — Les eaux déminéralisées du Québec inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 95, rue Jacoban, Saint-Pierre, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37971

3178-1970

**Restaurant Fribourg inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 10e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Lucien Dion, entrepreneur général, Madeleine Plante, maîtresse de maison, épouse dudit Lucien Dion, et Gilles Dion, menuisier, tous trois de Saint-Anselme, comté de Dorchester, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Fribourg inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$200 chacune.

venement, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Leclerc, technician, Noëlla Leclerc, housewife, wife of the said Roger Leclerc, both of 3164 Jean-Talon Street East, Apt. 2, Montreal, Ernest Pellerino, manufacturer, and Rose Pellerino, housewife, wife of the said Ernest Pellerino, the latter two of 85 Wayne Place, Staten Island, for the following purposes:

To manufacture, package and sell aerosols, chemicals and dye stuffs, under the name of "Québec Aerosol Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2101B Bennett Street, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

37971-o

4536-1970

**Québec Demineralized Water Inc.**

**Les eaux déminéralisées du Québec inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Clément Bessette, advocate, 465 Denison West, Cécile Bernard, 382 St-Viateur, and Jocelyne Lacoste, 113 Clarence, the latter two secretaries, spinsters, all three of Granby, for the following purposes:

Treat water to demineralize it. To sell as wholesaler and retailer, import or export this demineralized water and other brands of soft drinks, under the name of "Québec Demineralized Water Inc.— Les eaux déminéralisées du Québec inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 95 Jacoban Street, Saint-Pierre, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

37971-o

3178-1970

**Restaurant Fribourg inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lucien Dion, general contractor, Madeleine Plante, housewife, wife of said Lucien Dion, and Gilles Dion, carpenter, all three of Saint-Anselme, county of Dorchester, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Fribourg inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$200 each.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Anselme, comté de Dorchester, district judiciaire de Beauce.

*Le sous-ministre associé des institutions  
financières, compagnies et coopératives,*  
J.-ALBERT GAGNON.

37971-o

4904-1970

#### Restaurant Le Gou'Tillon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13<sup>e</sup> jour de novembre 1970, constituant en corporation: Dionysis Xenos, restaurateur, Rita Xenos, ménagère, épouse dudit Dionysis Xenos, tous deux du 90 ouest, boulevard Gouin, Gérald Talbot, 3417, Charlemagne, tous trois de Montréal, et Yval Talbot, 4760, Jean-Rivard, Saint-Léonard, ces deux derniers administrateurs, pour les objets suivants:

Tenir restaurant, sous le nom de « Restaurant Le Gou'Tillon inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37971

4821-1970

#### Restaurant Surcouf inc. Surcouf Restaurant Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20<sup>e</sup> jour de juillet 1970, constituant en corporation: Jean-Jacques Raynaud, restaurateur, Sherry Emslie, ménagère, épouse dudit Jean-Jacques Raynaud, tous deux du 34, avenue Maple, app. B, Sainte-Anne-de-Bellevue, Gérard Bailleul, restaurateur, et Monique Girard, ménagère, épouse dudit Gérard Bailleul, ces deux derniers du 9377, Berri, Montréal, pour les objets suivants:

S'établir restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Surcouf inc.—Surcouf Restaurant Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 64, rue Sainte-Anne, Sainte-Anne-de-Bellevue, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37971

3078-1970

#### S.D.G. Machine Shop Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6<sup>e</sup> jour de novembre 1970, constituant en corporation: Sheldon Finkelstein, 5720, bou-

The head office of the company is at Saint-Anselme, county of Dorchester, judicial district of Beauce.

J.-ALBERT GAGNON,  
*Associate Deputy Minister of Financial  
Institutions, Companies and Cooperatives.*

37971

4904-1970

#### Restaurant Le Gou'Tillon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Dionysis Xenos, restaurateur, Rita Xenos, housewife, wife of the said Dionysis Xenos, both of 90 Gouin Boulevard West, Gérald Talbot, 3417 Charlemagne, all three of Montreal, and Yval Talbot, 4760 Jean-Rivard, Saint-Léonard, the latter two executives, for the following purposes:

To operate a restaurant, under the name of "Restaurant Le Gou'Tillon inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971-o

4821-1970

#### Restaurant Surcouf inc. Surcouf Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Jacques Raynaud, restaurateur, Sherry Emslie, housewife, wife of the said Jean-Jacques Raynaud, both of 34 Maple Avenue, Apt. B, Sainte-Anne-de-Bellevue, Gérard Bailleul, restaurateur, and Monique Girard, housewife, wife of the said Gérard Bailleul, the latter two of 9377 Berri, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Surcouf inc.—Surcouf Restaurant Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 64 Ste-Anne Street, Sainte-Anne-de-Bellevue, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971-o

3078-1970

#### S.D.G. Machine Shop Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sheldon Finkelstein, 5720 Cavendish Boulevard,

levard Cavendish, app. 308, Côte Saint-Luc, Pinja E. Blitt, 3333 ouest, rue Jean-Talon, app. 603, Montréal, et Bernard Gardner, 405, chemin Northcote, Rosemère, tous trois avocats, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes de machinerie, outils, moules, moulures et équipement, mu mécaniquement ou non, sous le nom de « S.D.G. Machine Shop Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8840, rue Meunier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971

4875-1970

**Salon de beauté pour dames Belvédère Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Joseph La Mantia, électricien, Eliane La Mantia, fille majeure, et Angela La Mantia, divorcée de Matteo Mofessanti, ces deux dernières coiffeuses, tous trois de 1128, avenue Murray, Québec, pour les objets suivants:

Exploiter des salons de coiffure pour dames ou pour hommes, sous le nom de « Salon de beauté pour dames Belvédère Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 1,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1000, Belvédère, Sillery, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971-o

4561-1970

**Silver Giant Mining Ltd.  
(No personal liability)**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de novembre 1970, constituant en corporation: G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, Claude Boisvert, 1505, Moore, Laval, Guy-E. Boisvert, 4976, Glencairn, tous trois avocats, Denyse Marcoux, secrétaire, 1488, Galt, et Yolande Polisenno, réceptionniste, 7928, Durocher, ces deux dernières filles majeures, les trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie minière, sous le nom de « Silver Giant Mining Ltd. » (No personal liability), avec un capital total de \$5,000,000, divisé en 5,000,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971

4950-1970

Apt. 308, Côte Saint-Luc, Pinja E. Blitt, 3333 Jean-Talon Street West, Apt. 603, Montreal, and Bernard Gardner, 405 Northcote Road, Rosemère, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of machinery, tools, dies, molds and equipment whether moved by mechanical power or not, under the name of "S.D.G. Machine Shop Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 8840 Meunier Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971-o

4875-1970

**Salon de beauté pour dames Belvédère Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph La Mantia, electrician, Eliane La Mantia, spinster of the full age of majority, and Angela La Mantia, divorced from Matteo Mofessanti, the latter two hairdressers, all three of 1128 Murray Avenue, Québec, for the following purposes:

To operate hairdressing salons for women or men, under the name of "Salon de beauté pour dames Belvédère Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,500 common shares of a nominal value of \$10 each and into 1,500 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 1000 Belvédère, Sillery, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

4561-1970

**Silver Giant Mining Ltd.  
(No personal liability)**

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, Claude Boisvert, 1505 Moore, Laval, Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, all three advocates, Denyse Marcoux, secretary, 1488 Galt, and Yolande Polisenno, receptionist, 7928 Durocher, the latter two spinsters, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a mining company, under the name of "Silver Giant Mining Ltd." (No personal liability), with a total capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971-o

4950-1970

**Société de placements 870 inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20<sup>e</sup> jour de novembre 1970, constituant en corporation: Jean Ouellette, opérateur, Thérèse Ouellette, secrétaire, épouse dudit Jean Ouellette, tous deux de 9073, Logan, Pierrefonds, et Édouard Gagnon, avocat, 2870, Henri Bourassa est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Société de placements 870 inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 900 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4589, de Lanau-dièrre, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37971-o

4869-1970

**La Société Mirador inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6<sup>e</sup> jour de juillet 1970, constituant en corporation: Émile Champagne, administrateur, 154, Sheraton Drive, Montréal-Ouest, Jeanne-C. Landry, veuve de Maurice Landry, 3328, avenue Troie, app. 904, Gisèle-C. Doucet, épouse de Charles-F. Doucet, 3241, place Hélène Boulé, toutes deux femmes d'affaires, de Montréal, et Lise MacDonald, secrétaire, divorcée, 82, avenue Lorne, Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de placement, sous le nom de « La Société Mirador inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3328, avenue Troie, app. 904, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37971

2897-1970

**Spectrum Records Inc.  
Les disques Spectraux inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30<sup>e</sup> jour de septembre 1970, constituant en corporation: Jacques-G. Hébert, administrateur, 231, McDougall, Outremont, Jeannine Guillemette, fille majeure, 458, Maple, Saint-Lambert, et Thelma Duval, épouse de Roméo Duval, 4755, Des Érables, Montréal, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme producteurs et éditeurs de disques et rubans sonores, sous le nom de « Spectrum Re-

**Société de placements 870 inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Ouellette, operator, Thérèse Ouellette, secretary, wife of said Jean Ouellette, both of 9073 Logan, Pierrefonds, and Édouard Gagnon, advocate, 2870 Henri Bourassa East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Société de placements 870 inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 900 common shares of \$100 each and into 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 4589 de Lanau-dièrre, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

4869-1970

**La Société Mirador inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Émile Champagne, executive, 154 Sheraton Drive, Montreal West, Jeanne-C. Landry, widow of Maurice Landry, 3328 Troie Avenue, Apt. 904, Gisèle-C. Doucet, wife of Charles-F. Doucet, 3241 Place Hélène Boulé, both businesswomen, of Montreal, and Lise MacDonald, secretary, wife divorced, 82 Lorne Avenue, Saint-Lambert, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "La Société Mirador inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 3328 Troie Avenue, Apt. 904, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971-o

2897-1970

**Spectrum Records Inc.  
Les disques Spectraux inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques-G. Hébert, administrator, 231 McDougall, Outremont, Jeannine Guillemette, spinster of the full age of majority, 458 Maple, Saint-Lambert, and Thelma Duval, wife of Roméo Duval, 4755 Des Érables, Montreal, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business as record and sound-tape producers and publishers, under the name of "Spectrum

cords Inc.— Les disques Spectraux inc. », avec un capital total de \$104,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971-o

4271-1970

**A. & F. Storto ltée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Pierre Thomas, avocat, 250, Des Écores, Antonio Storto, et Frank Storto, ces deux derniers entrepreneurs de 2900, Dollard, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaire comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « A. & F. Storto ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971-o

4583-1970

**Tagesfor inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Gérard Caron, 51, rue Père Arnaud, Antonin Gendron, 94, rue Laval, Réal Beaulieu, 51, rue de Bienville, Édouard Caron, 6, Frontenac, tous quatre caissiers, Yvon Gaudreault, commis, 15, rue Bernier, Richard Guimond, comptable, 141, rue LaSalle, Arthur Foster, 71, rue Donald Smith, tous sept de Baie-Comeau, et Lucien Thériault, 2563, rue Alice, Hauterive, ces deux derniers garçons de table, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Tagesfor inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 8,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Baie-Comeau, district judiciaire de Hauterive.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971-o

4785-1970

**Terra Pan Air Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

Records Inc.— Les disques Spectraux inc.”, with a total capital stock of \$104,000, divided into 4,000 common shares of \$1 each and into 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

4271-1970

**A. & F. Storto ltée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Thomas, advocate, 250 Des Écores, Antonio Storto, and Frank Storto, the latter two contractors of 2900 Dollard, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of of “A. & F. Storto ltée”, with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

4583-1970

**Tagesfor inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Caron, 51 Père Arnaud Street, Antonin Gendron, 94 Laval Street, Réal Beaulieu, 51 Bienville Street, Édouard Caron, 6 Frontenac, all four cashiers, Yvon Gaudreault, clerk, 15 Bernier Street, Richard Guimond, accountant, 141 LaSalle Street, Arthur Foster, 71 Donald Smith Street, all seven of Baie-Comeau, and Lucien Thériault, 2563 Alice Street, Hauterive, the latter two waiters, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of “Tagesfor inc.”, with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 8,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Baie-Comeau, judicial district of Hauterive.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

4785-1970

**Terra Pan Air Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of Novem-

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11<sup>e</sup> jour de novembre 1970, constituant en corporation: Lucille Berthe Roy, ménagère, épouse de Rodolphe Martel, Pierre Martel, commis, et Edith Lacasse, secrétaire, épouse de Donald Lacasse, tous trois de East Broughton, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vaisseaux aériens, aéroplanes, biplans, machines et appareils de vol, hydravions ou automobiles, sous le nom de « Terra Pan Air Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à East Broughton, district judiciaire de Beauce.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971-o 4521-1970

#### Vulcanisation St-Laurent (1970) Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23<sup>e</sup> jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Réginald Carrier, Labrieville, Michel Paquet, 1104, Marest, tous deux hommes d'affaires, et Lydie Lauzier, secrétaire, épouse de Yvon Dumais, 436, de la Falaise, ces deux derniers de Hauterive, pour les objets suivants:

Entretenir, exploiter et administrer un ou des postes de service pour automobiles et véhicules de toutes sortes, sous le nom de « Vulcanisation St-Laurent (1970) Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hauterive, district judiciaire de Hauterive.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971-o 4608-1970

ber, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lucille Berthe Roy, housewife, wife of Rodolphe Martel, Pierre Martel, clerk, and Edith Lacasse, secretary, wife of Donald Lacasse, all three of East Broughton, for the following purposes:

To manufacture and deal in aircrafts, airplanes, biplanes, flying machines and appliances, sea-planes or automobiles, under the name of "Terra Pan Air Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 4,000 common shares of \$5 each.

The head office of the company is at East Broughton, judicial district of Beauce.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971 4521-1970

#### Vulcanisation St-Laurent (1970) Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réginald Carrier, Labrieville, Michel Paquet, 1104 Marest, both businessmen, and Lydie Lauzier, secretary, wife of Yvon Dumais, 436 de la Falaise, the latter two of Hauterive, for the following purposes:

To maintain, operate and administer one or several service stations for cars and vehicles of all kinds, under the name of "Vulcanisation St-Laurent (1970) Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Hauterive, judicial district of Hauterive.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971 4608-1970

### Lettres patentes supplémentaires

#### Association des Marins de la Vallée du Saint-Laurent inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25<sup>e</sup> jour de novembre 1970, à l'« Association des Marins de la Côte-du-Sud », constituée par lettres patentes en date du 5<sup>e</sup> jour d'avril 1966, changeant son nom en celui de « Association des Marins de la Vallée du Saint-Laurent inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971-o 192-66

### Supplementary Letters Patent

#### Association des Marins de la Vallée du Saint-Laurent inc.

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Association des Marins de la Côte-du-Sud", incorporated by letters patent dated 5th day of April, 1966, changing its name to that of "Association des Marins de la Vallée du Saint-Laurent inc."

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971 192-66

**Association Sportive Chemcell  
(Drummondville) inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16<sup>e</sup> jour de novembre 1970, à l'« Association Sportive Canadian Celanese (Drummondville) inc. », constituée par lettres patentes en date du 26<sup>e</sup> jour d'octobre 1955, changeant son nom en celui de « Association Sportive Chemcell (Drummondville) inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971-o 13238-54

**Association Sportive Chemcell  
(Drummondville) inc.**

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Association Sportive Canadian Celanese (Drummondville) inc.", incorporated by letters patent dated 26th day of October, 1955, changing its name to that of "Association Sportive Chemcell (Drummondville) inc.".

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971 13238-54

**Canadian Paper & Packaging Co. Ltd.  
La Cie de Papier & d'Emballage Canadienne Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 4<sup>e</sup> jour de novembre 1970, à la compagnie « Alana Handbags Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 7<sup>e</sup> jour d'octobre 1960, 1<sup>o</sup> changeant son nom en celui de « Canadian Paper & Packaging Co. Ltd. — La Cie de Papier & d'Emballage Canadienne Itée »; 2<sup>o</sup> changeant les dispositions de ses lettres patentes.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971 14449-60

**Canadian Paper & Packaging Co. Ltd.  
La Cie de Papier & d'Emballage Canadienne Itée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of November 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Alana Handbags Ltd.", incorporated by letters patent dated 7th day of October 1960, 1. changing its name to that of "Canadian Paper & Packaging Co. Ltd. — La Cie de Papier & d'Emballage Canadienne Itée"; 2. changing the provisions of its letters patent.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971-o 14449-60

**Cardale Investment Corporation**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20<sup>e</sup> jour de novembre 1970, à la compagnie « Cardale Investment Corporation », étendant ses pouvoirs.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971 13664-55

**Cardale Investment Corporation**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Cardale Investment Corporation", extending its powers.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971-o 13664-55

**Les Entrepôts Frigorifiques Gould inc.  
Gould Cold Storage Terminals Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 10<sup>e</sup> jour de novembre 1970, à la compagnie « Les Entrepôts Frigorifiques Gould inc. — Gould Cold Storage Terminals Inc. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971 2507-68

**Les Entrepôts Frigorifiques Gould inc.  
Gould Cold Storage Terminals Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Entrepôts Frigorifiques Gould inc. — Gould Cold Storage Terminals Inc.", modifying the provisions of its letters patent.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971-o 2507-68

**Léandre Fortin inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 10<sup>e</sup> jour d'août 1970, à la compagnie « Léandre Fortin inc. », 1<sup>o</sup> subdivisant 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune; 2<sup>o</sup> augmentant son capital de \$40,000 à \$200,000 par la création de 1,600 actions privilégiées de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971-o

11177-60

**Inter-City Distributors Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12<sup>e</sup> jour de novembre 1970, à la compagnie « Inter-City Appliance Distributors inc. », constituée par lettres patentes en date du 27<sup>e</sup> jour de juillet 1956, changeant son nom en celui de « Inter-City Distributors Inc. ».

*Le sous-ministre associé des institutions  
financières, compagnies et coopératives,  
J.-ALBERT GAGNON,*

37971

12343-56

**Les Investissements Chartier inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20<sup>e</sup> jour de novembre 1970, à la compagnie « Les Investissements Chartier inc. », augmentant à 10% le dividende afférent aux actions privilégiées classe « A ».

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971-o

5693-65

**Les Investissements Édouard B. Poulin inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20<sup>e</sup> jour de novembre 1970, à la compagnie « Les Investissements Édouard B. Poulin inc. », augmentant à 10% le dividende afférent aux actions privilégiées classe « A ».

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971-o

5692-65

**Les Investissements Paul E. Poulin inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20<sup>e</sup> jour de no-

**Léandre Fortin inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Léandre Fortin inc.", 1. subdividing 400 common shares of a par value of \$100 each into 40,000 common shares of a par value of \$1 each; 2. increasing its capital from \$40,000 to \$200,000 by the creation of 1,600 preferred shares of \$100 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

11177-60

**Inter-City Distributors Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Inter-City Appliance Distributors Inc.", incorporated by letters patent dated the 27th day of July 1956, changing its name to that of "Inter-City Distributors Inc."

*J.-ALBERT GAGNON,  
Associate Deputy Minister of Financial  
Institutions, Companies and Cooperatives.*

37971-o

12343-56

**Les Investissements Chartier inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Investissements Chartier inc.", increasing to 10% the dividend relating to class "A" preferred shares.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

5693-65

**Les Investissements Édouard B. Poulin inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Investissements Édouard B. Poulin inc.", increasing to 10% the dividend relating to the class "A" preferred shares.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

5692-65

**Les Investissements Paul E. Poulin inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and

vembre 1970, à la compagnie « Les Investissements Paul E. Poulin inc. », augmentant à 10% le dividende afférent aux actions privilégiées classe « A ».

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971-o

5694-65

**J. P. Laroche inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour de novembre 1970, à la compagnie « J. P. Laroche inc. », 1° étendant ses pouvoirs; 2° redésignant 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune en actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune; 3° convertissant 900 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune en 90 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune; 4° augmentant son capital de \$40,000 à \$200,000 par la création de 200 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 15,980 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971-o

2805-65

**Laviolette, Laverdure et Associés Itée  
Laviolette, Laverdure and Associates Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de juillet 1970, à la compagnie « Laviolette, Laverdure et Associés Itée — Laviolette, Laverdure and Associates Ltd. », 1° augmentant son capital de \$5,000 à \$40,000 par la création de 200 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de \$100 chacune et 150 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de \$100 chacune; 2° étendant ses pouvoirs.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971-o

1811-64

**Maple Leaf Management Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour de novembre 1970, à la compagnie « Maple Leaf Clothing Company », constituée par lettres patentes en date du 28e jour de juin 1934, 1° changeant son nom en celui de « Maple Leaf Management Inc. », 2° étendant ses pouvoirs.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971

1349-34

Cooperatives to "Les Investissements Paul E. Poulin inc.", increasing to 10% the dividend accruing to the preferred shares class "A".

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

5694-65

**J. P. Laroche inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "J. P. Laroche inc.", 1. extending its powers; 2. re-designating 3,900 preferred shares of a par value of \$10 each into preferred shares class "B" of a par value of \$10 each; 3. converting 900 common shares of a par value of \$1 each into 90 preferred shares class "B" of a par value of \$10 each; 4. increasing its capital from \$40,000 to \$200,000 by the creation of 200 preferred shares class "A" of a par value of \$1 each and 15,980 preferred shares class "B" of a par value of \$10 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

2805-65

**Laviolette, Laverdure et Associés Itée  
Laviolette, Laverdure and Associates Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Laviolette, Laverdure et Associés Itée — Laviolette, Laverdure and Associates Ltd.", 1. increasing its capital from \$5,000 to \$40,000 by the creation of 200 preferred shares class "A" of a par value of \$100 each and 150 preferred shares class "B" of a par value of \$100 each; 2. extending its powers.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

1811-64

**Maple Leaf Management Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Maple Leaf Clothing Company", incorporated by letters patent dated the 28th day of June 1934, 1. changing its name to that of "Maple Leaf Management Inc.", 2. extending its powers.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971-o

1349-34

**O P L St-Mathieu**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de novembre 1970, à la corporation « O T J Duchesneau », constituée par lettres patentes en date du 8e jour d'août 1963, changeant son nom en celui de « O P L St-Mathieu ».

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971-o

3400-63

**Ostiguy Équipement inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 4e jour de novembre 1970, à la compagnie « A. Ostiguy & Fils Inc. », constituée par lettres patentes en date du 10e jour de mars 1960, changeant son nom en celui de « Ostiguy Équipement inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971-o

11325-60

**Shulman Cartage Company**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de novembre 1970, à la compagnie « Shulman Cartage Company », augmentant son capital de \$20,000 à \$320,000 par la création de 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971

2635-44

**Stansbury Advertising Limited**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour de novembre 1970, à la compagnie « Stansbury Advertising Limited », 1° augmentant ses pouvoirs; 2° diminuant son capital de \$100,000 à \$64,934 par l'annulation de 35,066 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971

10663-58

**Storey & Company Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour de no-

**O P L St-Mathieu**

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "O T J Duchesneau", incorporated by letters patent dated the 8th day of August, 1963, changing its name to that of "O P L St-Mathieu".

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

3400-63

**Ostiguy Équipement inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "A. Ostiguy & Fils Inc.", incorporated by letters patent dated the 10th day of March, 1960, changing its name to that of "Ostiguy Équipement inc."

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

11325-60

**Shulman Cartage Company**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of November 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Shulman Cartage Company", increasing its capital from \$20,000 to \$320,000 by the creation of 30,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971-o

2635-44

**Stansbury Advertising Limited**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of November 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Stansbury Advertising Limited", 1. increasing its powers; 2. reducing its capital from \$100,000 to \$64,934 by the cancellation of 35,066 class "A" preferred shares of the par value of \$1 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971-o

10663-58

**Storey & Company Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of November 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and

vembre 1970, à la compagnie « Storey & Company Ltd. », 1° augmentant son capital de \$20,000 à \$130,000 par la création de 22,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$5 chacune; 2° diminuant son capital de \$120,000 à \$20,000 par l'annulation de 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$5 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD,*

37971

914-22

**Sylvestre Cycle & Sports Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour de novembre 1970, à la compagnie « Sylvestre Cycle & Sports Ltd. », 1° réduisant son capital de \$99,000 à \$56,500 par l'annulation de 280 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 145 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune; 2° augmentant son capital de \$56,500 à \$75,000 par la création de 185 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971-0

2686-48

**Yale Construction Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11e jour de novembre 1970, à la compagnie « Yale Construction Inc. », 1° diminuant son capital de \$40,000 à \$1,000 par l'annulation de 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune; 2° subdivisant 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune; 3° convertissant 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune en 1,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune; 4° augmentant son capital de \$1,000 à \$40,000 par la création de 19,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 20,000 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37971

12244-58

Cooperatives to "Storey & Company Ltd.", 1. increasing its capital from \$20,000 to \$130,000 by the creation of 22,000 preferred shares of the par value of \$5 each; 2. reducing its capital from \$120,000 to \$20,000 by the cancellation of 20,000 preferred shares of the par value of \$5 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971-0

914-22

**Sylvestre Cycle & Sports Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Sylvestre Cycle & Sports Ltd.", 1. reducing its capital from \$99,000 to \$56,500 by the cancellation of 280 common shares of a par value of \$100 each and 145 preferred shares of a par value of \$100 each; 2. increasing its capital from \$56,500 to \$75,000 by the creation of 185 common shares of a par value of \$100 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971

2686-48

**Yale Construction Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Yale Construction Inc.", 1. reducing its capital from \$40,000 to \$1,000 by the cancellation of 390 preferred shares of the par value of \$100 each; 2. subdividing 100 common shares of the par value of \$10 each into 1,000 common shares of the par value of \$1 each; 3. converting 1,000 common shares of the par value of \$1 each into 1,000 class "A" shares of the par value of \$1 each; 4. increasing its capital from \$1,000 to \$40,000 by the creation of 19,000 class "A" shares of the par value of \$1 each and 20,000 class "B" shares of the par value of \$1 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37971-0

12244-58

**Compagnies dissoutes**

**Institut Familial de Sainte-Marie de Beauce**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a déclaré la corporation « Institut Familial de Sainte-Marie de Beauce », constituée en corporation par lettres patentes émises, le 27 octobre 1966, en vertu de l'article 22 de la Loi

**Companies Dissolved**

**Institut Familial de Sainte-Marie de Beauce**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has declared that "Institut Familial de Sainte-Marie de Beauce" incorporated by letters patent issued on October 27, 1966, under section 22 of the Act amending the charter

modifiant la charte de Les sœurs de la congrégation de Notre-Dame, (11-12 Elizabeth II, chapitre 124), dissoute en vertu de l'article 22 précité, cette dissolution devant prendre effet à compter du sixième jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38014-o 14-66

#### Clinique de Psychiatrie de Laval inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Clinique de Psychiatrie de Laval inc. », constituée en corporation le 14 mars 1969, à compter du 30 décembre 1970.

*Le directeur du service des compagnies,*  
ROCH RIOUX.  
1207-69

37971-o

#### Construction Port-Joli Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Construction Port-Joli Itée », constituée en corporation le 27 avril 1948, à compter du 30 décembre 1970.

*Le directeur du service des compagnies,*  
ROCH RIOUX.  
3478-48

37971-o

#### L'Institut de Recherches en Sciences Sociologiques inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « L'Institut de Recherches en Sciences Sociologiques inc. », constituée en corporation le 26 août 1965, à compter du 30 décembre 1970.

*Le directeur du service des compagnies,*  
ROCH RIOUX.  
3818-65

37971-o

#### Maurice Ladies Wear Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Maurice Ladies Wear Inc. », constituée en corporation le 27 février 1961, à compter du 30 décembre 1970.

*Le directeur du service des compagnies,*  
ROCH RIOUX.  
10991-61

37971-o

#### Patrouille Laurentienne inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Pa-

of "Les Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame", (Elizabeth II 11-12, Chapter 124) is dissolved, pursuant to the above mentioned section 22, this dissolution will be effective on and from the sixth day after the publication of the present notice in the *Québec Official Gazette*.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38014 14-66

#### Clinique de Psychiatrie de Laval inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Clinique de Psychiatrie de Laval inc.", incorporated on March 14, 1969, on and from December 30, 1970.

ROCH RIOUX,  
*Director of the Companies Branch.*  
1207-69

37971

#### Construction Port-Joli Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Construction Port-Joli Itée", incorporated on April 27, 1948, on and from December 30, 1970.

ROCH RIOUX,  
*Director of the Companies Branch.*  
3478-48

37971

#### L'Institut de Recherches en Sciences Sociologiques inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "L'Institut de Recherches en Sciences Sociologiques inc.", incorporated on August 26, 1965, on and from December 30, 1970.

ROCH RIOUX,  
*Director of the Companies Branch.*  
3818-65

37971

#### Maurice Ladies Wear Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Maurice Ladies Wear Inc.", incorporated on February 27, 1961, on and from December 30, 1970.

ROCH RIOUX,  
*Director of the Companies Branch.*  
10991-61

37971

#### Patrouille Laurentienne inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender

trouille Laurentienne inc. », constituée en corporation le 20 septembre 1965, à compter du 30 décembre 1970.

*Le directeur du service des compagnies,*  
ROCH RIOUX.

37971-o 848-65

**Westcrest Development Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Westcrest Development Inc. », constituée en corporation le 9 décembre 1957, à compter du 30 décembre 1970.

*Le directeur du service des compagnies,*  
ROCH RIOUX.  
13925-57

37971-o

of the charter of "Patrouille Laurentienne inc.", incorporated on September 20, 1965, on and from December 30, 1970.

ROCH RIOUX,  
*Director of the Companies Branch.*

37971

848-65

**Westcrest Development Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Westcrest Development Inc.", incorporated on December 9, 1957, on and from December 30, 1970.

ROCH RIOUX,  
*Director of the Companies Branch.*

37971

13925-57

**Compagnies étrangères**  
**Permis**

**SLT Warehouse Company**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 2e jour de novembre 1970, il a accordé un nouveau permis à la compagnie « St-Louis Terminal Field Warehouse Company », l'autorisant à exercer des affaires dans la province, sous son nouveau nom de « SLT Warehouse Company », conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères, statuts refondus 1964, chapitre 282.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie est C.T. Corporation System (Canada) Ltd., 55, d'Auteuil, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est à 55, d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,*  
*compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37971

19-62

**Extra-Provincial Companies**  
**License**

**SLT Warehouse Company**

Notice is given that, on 2nd day of November 1970, a new license was granted by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to "St. Louis Terminal Field Warehouse Company", authorizing it to carry on business in the Province under its new name of "SLT Warehouse Company", pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes, 1964, Chapter 282.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is C.T. Corporation System (Canada), Ltd., 55 d'Auteuil, Québec.

The principal office of the company in the Province is at 55 d'Auteuil, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,*  
*Companies and Cooperatives.*

37971-o

19-62

**Avis divers**

**Conseil No 5952 St-Léonard des Chevaliers de Colomb de St-Léonard**

Le Conseil No 5952 St-Léonard des Chevaliers de Colomb de St-Léonard, 5350 est, rue Jarry donne avis, par les présentes, qu'il possède son siège social à l'adresse susmentionnée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, chap. 134) à partir du 8 décembre 1970.

St-Léonard, 8 décembre 1970.

*Le grand chevalier,*  
P. LEGRIS.  
*Le secrétaire-archiviste,*  
M. CÔTÉ.

37977-o

**Miscellaneous Notices**

**Council No. 5952 of St-Léonard of the Knight of Columbus of St-Léonard**

The Council No. 5952 St. Léonard of the Knights of Columbus of St. Léonard, 5350 east, Jarry Street hereby gives notice that its head office is located at the above mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the province of Québec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) as from December 8, 1970.

St. Léonard, December 8, 1970.

P. LEGRIS,  
*Grand Knight.*  
M. CÔTÉ,  
*Recorder.*

37977-o

**Conseil Shipshaw No 6078 des Chevaliers  
de Colomb de Shipshaw inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 18 décembre 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Conseil Shipshaw No 6078 des Chevaliers de Colomb de Shipshaw inc. », et ce, en vertu de l'article 9 de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec, et l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38015-o

16-69

**Succession Gérald Morin**

Avis est par les présentes donné que Monsieur Alphonse Morin, forgeron, et dame Anna Gagnon, son épouse, demeurant ensemble à St-Michel De Squatteck, comté Témiscouata, ont accepté sous bénéfice d'inventaire la succession de leur fils Gérald Morin, en son vivant monteur de lignes, demeurant au numéro civique 7, rue Foster, à Forestville, province de Québec, tel qu'il appert d'un acte d'acceptation sous bénéfice d'inventaire reçu devant Me Charles-E. Cliche, notaire pratiquant au numéro civique 141, rue Principale, Notre-Dame du Lac, le 19 septembre 1970, et enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Témiscouata le 28 septembre 1970 sous le numéro 68523.

38016-o

(Signé) ALPHONSE MORIN,  
(Signé) ANNA GAGNON MORIN.

**Council of Shipshaw No. 6078 of the Knights  
of Columbus of Shipshaw Inc.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on December 18, 1970, approved the general by-laws of "Council of Shipshaw No. 6078 of the Knights of Columbus of Shipshaw Inc." and such, pursuant to section 9 of the Act respecting the Knights of Columbus of the province of Québec and section 225 of the Companies Act.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38015

16-69

**Estate of Gérald Morin**

Notice is hereby given that Mr. Alphonse Morin, blacksmith, and lady Anna Gagnon, his spouse, residing together at St-Michel de Squatteck, county of Témiscouata, have accepted, under benefit of inventory, the estate of their son Gérald Morin, in his lifetime line-mounter, residing at civic number 7, Foster Street, at Forestville, province of Québec, as appears in a deed of acceptance under benefit of inventory passed on September 19, 1970, before Me Charles-E. Cliche, notary, at civic number 141 Main Street, Notre-Dame du Lac, and copy of which has been registered at the office of the Saguenay Registry Division on September 28, 1970, under number 68523.

38016-o

(Signed) ALPHONSE MORIN.  
(Signed) ANNA GAGNON MORIN.

**Ministère des institutions  
financières, compagnies et  
coopératives  
Assurances**

**Department of Financial  
Institutions, Companies and  
Cooperatives  
Insurance**

**Canpak Mutual Benefit Association**

*Avis d'annulation de permis et de certificat  
d'enregistrement*

Attendu que « Canpak Mutual Benefit Association » a cessé de faire affaires dans la province de Québec; Attendu que « Canpak Mutual Benefit Association » a produit au Service des assurances une déclaration à l'effet que le 23 décembre 1970, elle ne possédait plus aucun actif, ni aucun passif, ayant distribué son surplus à ses membres, après avoir acquitté toutes ses dettes; En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « Canpak Mutual Benefit Association » sont annulés à compter du 23 décembre 1970.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 23 décembre 1970.

*Pour le Ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives de la Province,  
Le surintendant des assurances,*

38035-2-2-o

ROGER-A. CAMARAIRE.

**Canpak Mutual Benefit Association**

*Notice of Cancellation of License and Certificate  
of Registration*

Whereas "Canpak Mutual Benefit Association" has ceased to do business in the Province of Québec;

Whereas "Canpak Mutual Benefit Association" has filed with the Insurance Branch a declaration to the effect that on the 23rd of December 1970, it had no assets and no liabilities, having distributed its surplus to its members after having discharged all its debts;

Therefore, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "Canpak Mutual Benefit Association" are cancelled as from the 23rd of December 1970.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 23rd of December 1970.

*For the Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives of the Province,  
ROGER-A. CAMARAIRE,  
Superintendent of Insurance.*

38035-2-2-o

**L'Équitable, Compagnie d'Assurances Générales  
The Equitable General Insurance Company**

*Avis d'émission de permis et ce certificat  
d'enregistrement*

Avis est donné, par les présentes, que « L'Équitable, Compagnie d'Assurances Générales — The Equitable General Insurance Company », enregistrée sous le numéro 27, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 033, qui l'autorise à compter du 1er janvier 1971, à effectuer dans la Province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Incendie, et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, explosion, fuite d'eau, grêle restreinte, intempéries, ouragan, tremblement de terre; Accident, Automobile; Bétail; Biens immobiliers; Biens mobiliers; Bris de glace; Bris de machine; Chaudière à vapeur; Responsabilité civile; Responsabilité de l'employeur; Transport intérieur; Vol; Et en outre de ces genres: Navigation intérieure et océanique.

Le siège social de la compagnie est situé à 200 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 31 décembre 1970.

*Pour le Ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives de la Province,  
Le surintendant des assurances,*

37978-2-2-o

ROGER-A. CAMARAIRE.

**L'Équitable, Compagnie d'Assurances Générales  
The Equitable General Insurance Company**

*Notice of Issue of License and Certificate  
of Registration*

Notice is hereby given that "L'Équitable, Compagnie d'Assurances Générales — The Equitable General Insurance Company", registered under number 27, has obtained the license and certificate of registry number 033, authorizing it, as from the 1st of January 1971, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, explosion, falling, aircraft, limited hail, impact by vehicles, sprinkler leakage, water damage, weather, windstorm; Accident; Automobile; Boiler; Employers' liability; Inland transportation; Live stock; Machinery; Personal property; Plate glass; Public liability; Real property; Theft; and in addition to these classes: Inland and ocean marine.

The head office of the company is situated at 200, St. James Street West, Montreal.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 31st of December 1970.

*For the Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives of the Province,*

37978-2-2-o

ROGER-A. CAMARAIRE,  
Superintendent of Insurance.

**Ministère des Terres et Forêts  
Cadastre**

**Village Inc. de Côte des Neiges**

Cadastre officiel de Village Inc. de Côte des Neiges, municipalité de la cité de Montréal, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que le 1er août 1961, les lots 93-327 et 93-328 ont été erronément corrigés sous l'autorité de l'Article 2174A du Code civil et que par correction en date du 16 décembre 1970 les lots 93-327 et 93-328 devront se lire 96-327 et 96-328 en vertu de l'Article 2174 du Code civil.

Québec, le 16 décembre 1970.

37975-o

*Le sous-ministre,  
FERNAND BOUTIN.*

**Paroisse de St-Martin**

Cadastre officiel de la paroisse de St-Martin, municipalité de la ville de Laval, division d'enregistrement de Laval.

Avis est par les présente donné que les lots 545-2 à 545-6, 548-1 et 549-1 sont annulés en vertu de l'Article 2174A du Code civil.

Québec, le 15 décembre 1970.

37975-o

*Le sous-ministre,  
FERNAND BOUTIN.*

**Department of Lands and Forests  
Cadastre**

**Village Inc. of Côte des Neiges**

Official cadastre of Village Inc. of Côte des Neiges, municipality of the city of Montreal, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 93-327 and 93-328 have been erroneously corrected on August 1st 1961, on the authority of Article 2174A of the Civil Code and that by correction under date on December 16th 1970, lots 93-327 and 93-328 will read 96-327 and 96-328 in virtue of Article 2174 of the Civil Code.

Québec, December 16, 1970.

37975-o

FERNAND BOUTIN,  
Deputy Minister.

**Parish of St-Martin**

Official cadastre of the parish of St-Martin, municipality of the town of Laval, registration division of Laval.

Notice is hereby given that lots 545-2 to 545-6, 548-1 and 549-1 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, December 15, 1970.

37975-o

FERNAND BOUTIN,  
Deputy Minister.

**Arrêtés en Conseil****Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 4800

Québec, le 30 décembre 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la *Gazette officielle du Québec*.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier ministre par intérim:

QU'EN vertu de l'article 139 de la Loi de la Législation, S.R.Q. 1964, chapitre 6, modifiée par le chapitre 26 des Lois du Québec 1969, la publication de la *Gazette officielle du Québec* soit faite selon les conditions suivantes:

1° La *Gazette officielle du Québec* est publiée chaque samedi dans les deux langues officielles (français et anglais).

2° Lorsque le samedi est un jour de fête légale, l'Éditeur officiel du Québec est autorisé à publier la *Gazette officielle du Québec* la veille ou le lundi suivant une telle fête.

3° La *Gazette officielle du Québec* est publiée dans le format des Lois du Québec, en des caractères et sur une qualité de papier déterminés par l'Éditeur officiel du Québec.

4° L'Éditeur officiel décide du tirage, de la publication des numéros spéciaux et des extraits de la *Gazette officielle du Québec*.

5° Le prix d'abonnement de la vente d'exemplaires et le tarif des annonces doivent être conformes à la cédule établie par l'arrêté en conseil numéro 1348 du 30 avril 1969.

6° L'Éditeur officiel du Québec avise les annonceurs que tous les textes doivent être rédigés dans les deux langues officielles. Dans le cas où on ne les envoie que dans une seule langue, l'Éditeur officiel du Québec en fait faire la traduction aux frais de l'annonceur. (L'Éditeur officiel du Québec n'est pas responsable de cette traduction)

7° L'arrêté en conseil numéro 236 du 22 décembre 1868 et l'arrêté en conseil numéro 253 du 19 décembre 1869 sont modifiés en conséquence.

Cet arrêté en conseil devient en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

*Le greffier du Conseil exécutif,*

37972-o

JULIEN CHOUINARD.

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 4783

Québec, le 22 décembre 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'amendement de l'article 18a) des règlements généraux de la Corporation des Électroniciens du Québec.

**Orders in Council****Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 4800

Québec, December 30, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the *Québec Official Gazette*.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Acting Premier:

THAT pursuant to section 139 of the Legislature Act, R.S.Q. 1964, chapter 6, amended by chapter 26 of the Statutes of Québec, 1969, the publication of the *Québec Official Gazette* be carried out according to the following conditions:

1. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday in both official languages (French and English).

2. When the Saturday falls on a legal holiday, the Québec Official Publisher if authorized to publish the *Québec Official Gazette* on the eve or on the Monday following such a holiday.

3. The *Québec Official Gazette* is published in the format of the Statutes of Québec, in the type and on a quality of paper determined by the Québec Official Publisher.

4. The Official Publisher decides upon the numbers to be printed, the publication of special numbers and extracts of the *Québec Official Gazette*.

5. The price of subscription for the sale of copies and the rates of advertisement must be conformable to the schedule established by Order in Council number 1348 of April 30, 1969.

6. The Québec Official Publisher notifies the advertisers of the necessity of the composition in both official languages of all texts. When they are sent in only one language, the Québec Official Publisher has the texts translated at the cost of the advertiser. (The Québec Official Publisher insurs no responsibility for this translation)

7. Order in Council number 236 of December 22, 1868 and Order in Council number 253 of December 10, 1869 are consequently amended.

This Order in Council comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,

37972

Clerk of the Executive Council.

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 4783

Québec, December 2, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the amendment to Section 18a) of the general by-laws of The Québec Corporation of Electronics.

ATTENDU QUE la Corporation des Électroniciens du Québec a été constituée en vertu du chapitre 102 des lois de 1964.

ATTENDU QUE le conseil provincial a soumis, le 25 mai 1969 à l'assemblée générale des membres une modification à l'article 18a) des règlements généraux en remplaçant: « Les cotisations deviennent dues et exigibles le 1er janvier de chaque année » par: « Les cotisations deviennent dues et exigibles le 30 avril de chaque année ».

ATTENDU QUE PAR résolution adoptée à l'assemblée générale des membres de cette corporation tenue le 25 mai 1969, il a été décrété de modifier l'article 18a) des règlements généraux de ladite corporation.

ATTENDU QUE l'article 7 du chapitre 102, des lois de 1964 et que l'article 19 des règlements généraux de cette corporation prévoient que tout changement ou amendement n'entre en vigueur qu'après avoir été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

ATTENDU QUE l'amendement adopté par le conseil provincial et par l'assemblée générale de cette corporation tenue le 25 mai 1969 semble conforme à la loi.

ATTENDU QUE conformément aux exigences de l'arrêté en conseil numéro 427, du 4 mars 1965, la corporation a fait publier, à ses frais, dans la *Gazette officielle du Québec* du 24 octobre 1970, un avis à l'effet que ses règlements seraient soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil à l'expiration de trente (30) jours suivant cette publication;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la recommandation de l'honorable ministre des institutions financières, compagnies et coopératives:

QUE le lieutenant-gouverneur en conseil fasse droit à la requête de la Corporation des Électroniciens du Québec et approuve l'amendement à l'article 18a) des règlements généraux de cette corporation tel que prévu par la loi.

37973-0 *Le greffier du Conseil exécutif,*  
JULIEN CHOUINARD.

**Arrêté en conseil**  
**Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 4803

Québec, le 30 décembre 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications aux règlements de la Chambre des Notaires du Québec et le code d'éthique professionnelle de l'Ordre des notaires.

ATTENDU QUE la Chambre des Notaires du Québec est une corporation civile dont le siège social est à Montréal et est régie par le chapitre 70 des lois de 1968;

ATTENDU QUE la Chambre peut, en vertu de l'article 100 de cette loi, décréter des règlements pour l'administration et la régie interne des matières sous son contrôle;

WHEREAS the Québec Corporation of Electronicians was constituted pursuant to Chapter 102 of the Statutes of 1964.

WHEREAS the Provincial Council submitted, on May 25, 1969, at the general meeting of the members, a change of Section (18a) of the general by-laws by replacing: "The fees are due and exigible on January 1st of each year" by: "The fees are due and exigible on April 30th of each year".

WHEREAS by a resolution adopted at the general meeting of the members of this corporation held on May 25, 1969, an amendment to Section (18a) of the general by-laws of the said corporation was decreed.

WHEREAS Section 7 of Chapter 102 of the Statutes of 1964 and Section 19 of the general by-laws of this corporation foresee that any change or amendment comes into effect only after having been approved by the Lieutenant-Governor in Council.

WHEREAS the amendment adopted by the Provincial Council and by the general meeting of this corporation held on May 25, 1969, seems to conform with the law.

WHEREAS in conformity with the requirements of Order in Council number 427 of March 4, 1965, the corporation published, at its expense, in the *Québec Official Gazette* of October 24, 1970, a notice stating that these by-laws would be submitted to the approval of the Lieutenant-Governor in Council at the expiry of thirty (30) days following this publication;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

THAT the Lieutenant-Governor in Council comply with the petition of The Québec Corporation of Electronicians and approve the amendment to Section (18a) of the general by-laws of this corporation as provided for by-law.

37973 *JULIEN CHOUINARD,*  
*Clerk of the Executive Council.*

**Order in Council**  
**Executive Council Chamber**

Number 4803

Québec, December 30, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments brought to by-laws of the Board of Notaries of the Province of Québec and the Code of Professional Ethics of the Order of Notaries.

WHEREAS the Board of Notaries of the Province of Québec is a civil corporation the head office of which is in Montreal and which is governed by chapter 70 of the Statutes of 1968;

WHEREAS the Board may, in accordance with Section 100 of this Act, make by-laws for the administration and internal management of the matters under its control;

ATTENDU QUE les membres du conseil de la Chambre et les membres de l'Ordre des Notaires ont approuvé des modifications aux règlements de la Chambre ainsi qu'un code d'éthique professionnelle au cours de la session annuelle de la Chambre, tenue à Québec les 16, 17 et 18 juin 1970;

ATTENDU QUE l'article 101 de cette loi stipule, entre autres, que de tels règlements doivent être soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et publiés dans la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU QUE, de plus, la Chambre des notaires du Québec s'est conformée à l'arrêté en conseil numéro 427, du 4 mars 1965, concernant l'approbation des tarifs et règlements professionnels, d'une corporation, en faisant publier dans la *Gazette officielle du Québec*, numéro 48, du 28 novembre 1970, le texte desdites modifications aux règlements et du code d'éthique professionnelle;

ATTENDU QU'aucune objection n'est parvenue relativement à l'approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil de ces modifications et de ce code d'éthique;

ATTENDU QUE les formalités de la loi ont été accomplies.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur proposition du ministre de la Justice:

QUE les modifications aux règlements de la Chambre des Notaires du Québec et le code d'éthique professionnelle de l'Ordre des notaires, approuvés au cours de la session annuelle de la Chambre des Notaires du Québec, tenue à Québec les 16, 17 et 18 juin 1970, et dont le texte est annexé à cet arrêté en conseil, soient approuvés et qu'ils soient publiés dans la *Gazette officielle du Québec*, le tout conformément à l'article 101 de la Loi du notariat, chapitre 70 des lois de 1968.

*Le greffier du Conseil exécutif,*

37974-o

JULIEN CHOUINARD.

#### CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC

Sur proposition dûment appuyée, il est unanimement résolu que ce qui suit soit et est adopté comme règlement de la Chambre des Notaires:

I. La section IX comprenant les articles 105 et 106 des règlements de la Chambre sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

#### SECTION IX

##### *Comptabilité en fidéicommis*

105. Le notaire doit tenir une comptabilité régulière des fonds, valeurs et autres biens qui lui sont confiés en fidéicommis;

105a. Le système de comptabilité en fidéicommis doit être en partie double, avec livre de caisse et grand livre; il doit aussi comprendre les livrets de reçus réglementaires, les états des dépôts et retraits bancaires, les chèques, registres et autres pièces justificatives ou de contrôle conformes aux règles et principes comptables généralement reconnus;

105b. Le Conseil peut enjoindre tout notaire d'apporter à son système de comptabilité tout changement qu'il juge à propos, s'il y a lieu, pour le rendre conforme aux exigences de la présente section;

WHEREAS the members of the Council of the Board and the members of the Order of Notaries ratified the amendments brought to the by-laws of the Board as well as to the Code of Professional Ethics during the annual session of the Board held in Québec on June 16, 17 and 18, 1970;

WHEREAS Section 101 of this Act stipulates, among other things, that such by-laws must be submitted for approval to the Lieutenant-Governor in Council and published in the *Québec Official Gazette*;

WHEREAS, moreover, the Board of Notaries of the Province of Québec complied with Order in Council No. 427 of March 4, 1965 concerning the approval of the professional tariffs and by-laws of a corporation, by publishing in the *Québec Official Gazette*, No. 48 of November 28, 1970 the text of the said amendments brought to the by-laws and the Code of Professional Ethics;

WHEREAS no objection was raised relative to the approval by the Lieutenant-Governor in Council of these amendments and this Code of Professional Ethics;

WHEREAS the formalities of the Act were carried out.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Justice:

THAT the amendments brought to the by-laws of the Board of Notaries of the Province of Québec and of the Code of Professional Ethics, ratified during the annual session of the Board of Notaries of the Province of Québec held in Québec on June 16, 17 and 18, 1970, of which the text is attached to this Order in Council, be ratified and that they be published in the *Québec Official Gazette*, the whole in accordance with section 101 of the Notarial Act, chapter 70 of the Statutes of 1968.

JULIEN CHOUINARD,

37974

*Clerk of the Executive Council.*

#### BOARD OF NOTARIES OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

On a motion duly seconded, it is unanimously resolved that the following be and is adopted as a by-law of the Board of Notaries:

I. Division IX comprising sections 105 and 106 of the By-laws are rescinded and replaced by the following:

#### SECTION IX

##### *Trust Accounting*

106. Every notary must keep adequate accounting records of the sums of money, securities and other property entrusted to him.

105a. The accounting records must be a double-entry system with a cash book and ledger, and must include a record of the receipts issued in accordance with the by-laws of the Board, a record of bank deposits and withdrawals, a record of cheques issued and other records and vouchers in conformity with recognized accounting principles.

105b. The Council may require a notary to make such changes in his accounting system as are needed in the opinion of the Council to make such system conform with the requirements of this Section.

105c. Tous les fonds, valeurs et autres biens ainsi confiés au notaire doivent être consignés et comptabilisés, incluant les deniers, les effets négociables payables au notaire ou au notaire en fidéicommis, ou endossés à son ordre ou à son ordre en fidéicommis, ou au porteur, de même que tous les effets et valeurs au porteur ou enregistrés au nom du notaire ou au nom du notaire en fidéicommis;

105d. Le notaire doit accuser réception des fonds, valeurs et autres biens qui lui sont ainsi confiés en fidéicommis en remettant au déposant un reçu officiel rédigé en la forme prescrite par la Chambre et indiquant la date du dépôt, le nom et l'adresse du déposant, la description de l'objet déposé, sa destination, le nom du notaire ou de l'étude notariale dépositaire, avec mention qu'il s'agit de fonds, valeurs ou autres biens reçus en fidéicommis et, comme tels, soumis aux dispositions de la Loi du Notariat et des règlements de la Chambre;

Ces reçus doivent être reliés ou brochés en livrets et numérotés consécutivement en duplicata; le notaire doit conserver le duplicata de tout reçu qu'il émet ainsi;

105e. Une copie du règlement 105d, dans la forme prescrite par le Conseil, doit être affichée à un endroit bien en vue dans l'étude du notaire;

105f. Le notaire doit déposer les fonds qu'il reçoit ainsi dans un ou des comptes de dépôts en fidéicommis, ouverte dans une ou des banques à charte, banques d'épargne ou caisses populaires;

105g. Dans les trente jours de l'ouverture de tout compte de dépôts en fidéicommis, le notaire doit transmettre à l'institution dépositaire du compte en fidéicommis et au secrétaire de la Chambre, sous son serment d'office et sur les formules prescrites et fournies par la Chambre, une déclaration du fidéicommis ou trust;

105h. Le notaire ne peut déposer ou laisser ses fonds personnels dans son compte de dépôts en fidéicommis. Quand il a droit de prélever ses honoraires sur des deniers qui lui ont été confiés en fidéicommis, il doit effectuer ce prélèvement et en opérer le retrait dès que l'opération qui a donné lieu au dépôt est terminée;

105i. La comptabilité en fidéicommis doit être tenue à jour régulièrement; le notaire doit concilier, au dernier jour de chaque mois, ses livres de caisse et grand livre et ses états de dépôts et retraits bancaires. Il doit aussi dresser la liste des comptes non fermés en indiquant à l'égard de chacun le nom ou le numéro et le solde;

105j. Le notaire doit tenir à la disposition de chacun de ses déposants un compte constant démontrant l'état actuel des recettes et déboursés de toute nature effectués pour chaque compte, ainsi que les pièces justificatives s'y rapportant. Ces livres et pièces comptables doivent être conservés pendant au moins dix années;

105k. Le notaire doit nommer un comptable agréé vérificateur de sa comptabilité en fidéicommis; il doit aviser le secrétaire de la Chambre, sans délai, des noms, prénoms et adresse du vérificateur ainsi nommé de même que de son remplaçant; le cas échéant;

En cas de défaut du notaire de se conformer à cette obligation, le Conseil peut, d'office, nommer un comp-

105c. All sums of money, securities and other property entrusted to the notary must be recorded in his accounting system whether they be in the form of cash, negotiable instruments payable to the notary, or to the notary in trust, or endorsed to his order or endorsed to his order in trust, or to bearer, as well as all securities payable to bearer or registered in the name of the Notary or in the name of the Notary in trust.

105d. The notary must acknowledge receipt of the sums of money, securities and other property entrusted to him by issuing to the depositor an official receipt on the form prescribed by the Board indicating the date of the deposit, the name and address of the depositor, the description of the deposit, its purpose, the name of the notary or of the notarial firm receiving the deposit and mentioning that the sums of money, securities or other property so received are subject to the provisions of the Notarial Act and by by-laws of the Board.

These receipts must be bound or stapled in books and numbered consecutively in duplicate, the notary being bound to retain the duplicate of all receipts so issued by him.

105e. A copy of by-law 105d in the form prescribed by the Council must be posted in a place in the notary's office where it may be easily seen.

105f. The notary must deposit the sums he thus receives in a trust account, or trust accounts, in a chartered bank, a saving bank or a credit union.

105g. Within thirty days after opening a trust account, the notary must file with the institution concerned and with the secretary of the board, a declaration of trust under his oath of office on the form furnished by the board.

105h. The notary must not deposit his personal funds in a trust account. When he has the right to deduct his fees from the funds entrusted to him, he must make this deduction and withdrawal as soon as the transaction in question is completed.

105i. The trust accounts must always be kept up to date. On the last day of each month the notary must balance his cash book and ledger with his bank deposits and withdrawals. He must also prepare a list of the ledger accounts which have not been closed, with reference to the name, the number and the amount.

105j. The notary must keep available for each person who has deposited funds with him and account showing the current status of the receipts and disbursements as well as supporting vouchers. These accounts and vouchers must be retained by the notary for at least ten years.

105k. Every notary must name a chartered accountant to audit his trust funds, and must submit forthwith to the secretary of the board the full name and address of such auditor or his replacement.

If a notary is in default to meet this obligation the council may on its own appoint a chartered accountant

table agréé de son choix et le charger de procéder aux frais du notaire, à la vérification de sa comptabilité en fidéicommis;

Le vérificateur ne peut être parent ou allié du notaire, en ligne directe, ou au degré de frère, oncle ou son neveu;

105l. Le vérificateur doit faire la revue générale des procédés comptables utilisés par le notaire au cours de l'année précédente, examiner et vérifier les recettes et déboursés ayant affecté le livre de caisse, le grand livre, les états des dépôts et retraits bancaires ainsi que les preuves à l'appui. Il devra également vérifier la conciliation des comptes en fidéicommis des institutions dépositaires avec les livres du notaire ainsi que l'inventaire des fonds, valeurs et autres biens confiés au notaire par les déposants au 31 décembre précédent;

Le rapport du vérificateur du notaire doit être rédigé dans les termes de l'annexe à la présente section:

105m. Le notaire doit, chaque année, avant le 30 avril:

1. Faire procéder à la vérification de sa comptabilité en fidéicommis, pour l'année se terminant le 31 décembre précédent;

2. Transmettre au secrétaire de la Chambre, sur les formules prescrites et fournies par la Chambre:

a) Une autorisation donnant le droit au Conseil, à ses officiers ou à toute autre personne que le Conseil pourra désigner, de requérir et d'obtenir du notaire ou de ses préposés, de son vérificateur, des institutions dépositaires de ses fonds en fidéicommis, des déposants ou de toute autre personne, tous les renseignements et explications jugés nécessaires ou utiles et d'avoir accès, en tout temps, aux livres, comptes et pièces justificatives du notaire, relativement à sa comptabilité en fidéicommis;

b) une déclaration, sous son serment d'office, attestant que tous les fonds, valeurs et autres biens qui lui ont été confiés en fidéicommis au cours de l'année précédente, ont été déposés, comptabilisés et utilisés conformément à la Loi du Notariat et aux règlements de la Chambre;

Cette déclaration doit indiquer le total des recettes et déboursés effectués au cours de chaque mois, la conciliation de tous ses comptes en fidéicommis au 31 décembre précédent, la liste (numéro et montant) des chèques en circulation et des comptes non fermés, également au 31 décembre précédent;

Une seule déclaration est suffisante pour tous les notaires qui opèrent en commun un ou des comptes en fidéicommis, pourvu que cette déclaration indique le nom de tous les notaires qui l'opèrent et qu'elle soit signée par chacun d'eux;

Le rapport du vérificateur doit être annexé à cette déclaration ou y être relié par un renvoi;

105n. Le notaire qui n'a reçu aucun dépôt en fidéicommis doit transmettre au secrétaire de la Chambre, aussi avant le 30 avril, une déclaration assermentée certifiant qu'au cours de l'année précédente il n'a reçu en fidéicommis aucun fonds, valeur ou autre bien;

105o. Le secrétaire doit aviser de son défaut tout notaire qui ne se conforme pas aux dispositions rela-

of its choice and instruct him to proceed at such notary's expense to audit such Notary's trust accounts.

The auditor must not be related or allied to the notary in a direct line or within the degree of brother, uncle or nephew.

105l. The auditor must make a general review of the notary's accounting procedures for the preceding year, examine and verify the receipts and disbursements according to the cash book, the ledger, the bank statements of deposits and withdrawals and supporting vouchers and records. He must also check the bank reconciliations with the notary's trust accounts, trial balances and list of securities and other property entrusted to the notary to establish their position as of the preceding 31st December.

The Auditor's Report must conform with the wording of the form which follows this section.

105m. Every notary must each year before the 30th April:

1. Have the audit completed of his trust accounts for the year which ended on the preceding 31st December.

2. Submit to the Secretary of the Board on the forms prescribed and furnished by the Board:

(a) An authorization in favour of the Council, of its officers and of any other person whom the Council may designate, to obtain from the notary or from his staff, from his auditor, from his bankers, and from the persons who have made deposits with him or from any other person, all information and explanations deemed necessary or useful and to have access at any time to the books, accounts and records concerning his trust funds.

(b) A declaration under his oath of office attesting that all sums of money, securities and other property entrusted to him during the course of the preceding year ending on 31st December were deposited, recorded and accounted for in accordance with the Notarial Act and the by-laws of the Board.

This declaration must indicate the total of the amounts received and disbursed for each month, the conciliation if all his trust accounts as of the preceding 31st December, the list of the outstanding cheques (with reference to the number and amount) and a list of the open accounts as of the preceding 31st December.

A single declaration is sufficient for notaries who operate Trust Accounts together, provided that such declaration indicates the name of all the notaries who maintain the accounts together and is signed by all of them.

The Auditor's Report must be annexed to this declaration or identified by reference.

105n. A notary who has received no sums of money, securities or other property for deposit in trust, must file with the Secretary of the Board before the 30th April in each year a sworn declaration to establish that during the course of the year ending on the preceding 31st December he received in trust no sums of money, no securities or other property.

105o. The Secretary of the Board must notify a notary of his default to conform with the requirements

tives à la tenue de la comptabilité en fidéicommis; cet avis doit être écrit, indiquer le défaut et être transmis au notaire sous pli recommandé;

Les frais de cet avis sont de cinq dollars (\$5.00) plus les frais de port et de recommandation; ils sont à la charge du notaire en défaut;

Preuve de l'envoi de l'avis peut être faite par le serment du secrétaire ou de ses préposés;

105p. Le notaire qui, dans les trente jours de l'envoi de l'avis, n'a pas remédié au défaut, est passible d'une amende de cinquante dollars (\$50.00), recouvrable suivant les dispositions de la Loi du Notariat;

105q. Toute contravention aux règlements de la présente section est, en outre, passible des peines disciplinaires déterminées par la Loi du Notariat;

105r. La comptabilité en fidéicommis du notaire, ainsi que les états et pièces justificatives s'y rapportant sont sujets, en tout temps, à l'inspection de la Chambre ou de ses préposés;

106. Sous réserve des dispositions des articles 105 à 105r inclusivement ci-dessus, la comptabilité en fidéicommis du notaire, ainsi que les états et pièces justificatives s'y rapportant, sont assujettis au secret professionnel.

II. Lesdits règlements sont de plus modifiés en y ajoutant ce qui suit:

« 125a. Une demande d'indemnisation faite en vertu des dispositions de la présente Section peut être rejetée sur le seul motif que le requérant n'a pas exigé du notaire le reçu prévu à l'article 105-d des Règlements de la Chambre. »

ANNEXE

*Modèle du Rapport du Vérificateur*

J'ai fait un examen de la comptabilité en fidéicommis de Me. ...., notaire, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 197... J'ai obtenu tous les renseignements et les explications demandés. Mon examen a comporté une revue générale des procédés comptables et les sondages des livres de comptabilité en fidéicommis et autres preuves à l'appui que j'ai considéré nécessaires dans les circonstances et eu égard aux dispositions relatives à la tenue de la comptabilité en fidéicommis en vertu de la Loi du Notariat et des règlements de la Chambre des notaires du Québec.

À mon avis, suivant les renseignements et les explications qu'il m'a donnés et d'après ce qu'indiquent ses livres de comptabilité en fidéicommis, Me. ...., notaire, s'est conformé aux dispositions de la section IX des règlements de la Chambre des notaires du Québec.

(signé) .....  
comptable agréé

CODE D'ÉTHIQUE PROFESSIONNELLE  
DE LA  
CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC

*Préambule*

Venant du grec « ethikos », moeurs, l'éthique est définie comme étant la science de la morale ou l'art

relating to Trust Accounting; such notice must be in writing, must indicate the nature of the default, and must be sent to the notary by registered mail.

The cost of such notice is \$5 in addition to postage and cost of registration, and these expenses are chargeable to the notary in default.

Proof of the sending of such notice may be made by the oath of the Secretary or his representative.

105p. A notary who fails within thirty days of the sending of the notice to make good the default is liable to a fine of \$50, recoverable in accordance with the provisions of the Notarial Act.

105q. Any contravention of this section moreover renders the notary liable for disciplinary action under the Notarial Act.

105r. A Notary's Trust Fund Accounts and related statements, vouchers and other records must always be available for inspection by the Board of its representatives.

106. Subject to the provisions of articles 105 to 105r inclusively, a Notary's Trust Fund Accounts and related statements, vouchers and other records are subject to the rules governing professional secrecy.

II. The said by-laws, moreover, are altered by adding the following:

« 125a. A request for indemnification made in compliance with the present division may be refused solely on the grounds that the claimant did not obtain from the notary the receipt contemplated in section 105-d of the by-laws of the Board. »

ANNEXE

*Specimen of Auditor's Report*

I have examined the Trust Fund Accounting System of Mtre. ...., notary, for the financial year ending the 31st December 197... I have obtained all necessary information and explanations. My examination included a general review of his accounting procedures, and such sampling of his trust account books and other supporting documents which I considered necessary under the circumstances with regard to the requirements of the Notarial Act and the by-laws of the Board of notaries of Québec relating to Trust Accounting.

In my opinion, based upon the information and explanations which I have been given, and my examination of his trust fund accounting system Mtre. ...., notary, has conformed with the requirements of section IX of the by-laws of the Board of notaries of Québec.

(Signed) .....  
Chartered accountant

CODE OF PROFESSIONAL ETHICS OF THE  
BOARD OF NOTARIES OF THE  
PROVINCE OF QUÉBEC

*Preface*

Deriving as it does from the Greek "ethikos" or customs the word "ethics" is defined as the science of

de diriger la conduite reconnue dans certains domaines de l'activité humaine.

L'éthique est distincte de l'étiquette qui ne touche qu'aux formes extérieures du comportement ou des manières; l'éthique professionnelle touche à la moralité même de l'acte professionnel.

La Loi du notariat et les règlements de la Chambre fixent les cadres juridiques de l'exercice de la profession; le code d'éthique professionnelle vient définir les responsabilités morales du notaire.

Le code d'éthique est donc nécessaire pour sensibiliser et guider le notaire à l'égard de ses devoirs moraux. Il supplée au silence et aux imprécisions de notre Loi et de nos règlements en fournissant aux autorités de la Chambre le guide et les normes qui peuvent être utiles en matière disciplinaire.

Il est impossible de formuler en un code d'éthique professionnelle une série de règles qui précisent tous les devoirs du notaire dans tous les aspects de sa vie professionnelle.

Le code d'éthique doit être considéré comme un guide de principe et non comme une codification exhaustive de toutes les règles d'éthique, ni comme une négation de l'existence d'autres règles tout aussi, impérieuses, quoique passées sous silence.

Le notaire, en sa double qualité de praticien de droit et d'officier public, a des devoirs envers la société et le client, envers l'État et envers ses confrères.

#### CHAPITRE PREMIER

##### *Devoirs envers la société et le client*

1. Le notaire a le devoir de fournir loyalement et consciencieusement les services professionnels que lui imposent la Loi du notariat, les règlements de la Chambre, les traditions et les usages professionnels. Il a le devoir de consacrer ses connaissances, son expérience et son labeur à l'exercice de sa profession et de la pratiquer avec un désintéressement, une délicatesse et un dévouement qui imposent le respect et l'estime.

Il ne doit pas obéir à des préoccupations d'ordre pécuniaire étrangères à la juste rémunération de ses services.

2. Nanti d'une mission de confiance, le notaire ne saurait restreindre son rôle à celui que lui confèrent ses prérogatives de droit sur les actes authentiques; il lui faut être aussi le conseiller désintéressé des parties. Il incombe au notaire, dans l'exercice de sa profession de faire connaître à toutes les parties la nature visible au point de vue juridique et fiscal.

Il importe encore au notaire de s'assurer des faits essentiels et d'indiquer les formalités nécessaires pour que la validité et l'efficacité de l'acte ou de la convention soient pleinement atteintes.

Ce devoir ne revêt pas, cependant, dans tous les cas, un même caractère impérieux et son intensité, toute relative, reste proportionnelle au besoin de conseils de chaque client.

Selon les circonstances, l'âge, l'instruction, l'expérience des parties seront alors des critères dénués d'absolutisme mais dignes de considération.

morals and the rules of conduct recognized in limited phases of human life. Note the distinction from "étiquette", which is limited to the exterior form of behaviour irrespective of the morality of the professional act itself.

Observe also that the Notarial Code and the by-laws of the Board of Notaries pertain only to the legal limits of the Notary's profession, and do not seek to define the Notary's moral responsibility.

Accordingly, a Code of Ethics is needed to keep the notary alive to his moral responsibilities as a notary, to guide him in his conduct towards others, to fill in the gaps in our Notarial Code and in our by-laws, and to furnish to the authorities of the Board adequate standards in disciplinary matters.

While such a Code of Professional Ethics may necessarily fall short of defining all the duties of a notary in every aspect of his dual capacity of public officer and law practitioner, it could state the rules to guide him in his relations with clients, with society and with his Colleagues.

#### CHAPTER ONE

##### *The notary's duties to society and to his clients*

1. The first duty of a notary is to provide with competence and integrity the professional services which his education and training have qualified him to render to Society, and which Society is entitled to expect of him. He must devote his talents exclusively to his profession, recognizing always that his duty to give independent and disinterested advice transcends the qualities of honesty and impartiality.

2. In a profession where he is bound to acquire so much confidential information, a notary cannot limit his practice to his legal prerogative of executing authentic deeds, but must exercise discreetly his role of disinterested adviser to the parties.

It is the notary's duty to make known to all the parties the precise nature of the deeds he has drafted, as well as their normal foreseeable consequences, juridical and financial. It is the notary's duty to ascertain the facts essential to a transaction and to see that the formalities necessary to achieve the validity and effectiveness of the agreements are fulfilled.

This duty increases in proportion to the need of the parties for professional advice to protect them, this need depending upon the age, the education, and the experience of the parties, but the criteria cannot be absolute and will vary according to the circumstances.

3. Le notaire doit être en mesure de réparer tout dommage qu'il pourrait causer dans l'exercice de sa profession.

Le notaire qui entreprend des affaires étrangères à l'exercice de sa profession ou y participe, doit le faire avec prudence de façon à ne pas compromettre sa solvabilité personnelle et à conserver son indépendance professionnelle.

4. La langue d'un acte est déterminée par les parties; en cas de désaccord, l'acte sera rédigé dans la langue de la partie qui a le choix du notaire.

5. Le notaire, dans l'exercice de sa profession, doit s'abstenir de faire des avances de fonds à ses clients, sauf sous forme de déboursés ordinaires.

6. Le notaire ne peut, pour des fins indues à sa connaissance, agir comme prête-nom.

7. Le notaire, dans l'exercice de sa profession, ne peut se constituer, à quelque titre que ce soit, garant ou caution d'un client.

8. Le notaire doit disposer, pour les fins indiquées, des sommes qui lui sont confiées dans l'exercice de sa profession. S'il lui est impossible d'en disposer dans un délai raisonnable, il doit en informer les intéressés.

9. Le notaire ne peut utiliser comme emprunt personnel les deniers qui lui sont confiés pour placement.

Tout emprunt obtenu par un notaire d'un client autre qu'une corporation doit être constaté par acte notarié signé par toutes les parties intéressées.

10. Le notaire ne peut placer à son profit, soit en son nom personnel, soit par personne interposée, des fonds reçus en fiducie. Le dépôt en banque ou dans une caisse d'épargne ne constitue par un placement au sens du présent article.

11. Le notaire ne peut utiliser, pour ses fins personnelles, des valeurs dont il a la garde.

12. Le notaire est tenu d'exercer, en toute affaire qui lui est confiée, une diligence raisonnable.

Il ne peut donc retenir aucune affaire indûment, sous prétexte de manque de temps ou de personnel ou d'autres causes dépendant de sa propre initiative.

13. Le notaire n'a pas le droit de garder indûment un dossier ou un document appartenant à un client.

14. Le notaire ne doit exercer aucune pression indue ni pratiquer aucune manoeuvre dolosive ou autres pour inciter quiconque à signer un acte ou autre document.

15. Le notaire doit refuser de prêter ses services professionnels pour des transactions notoirement abusives ou de nature mercantiliste.

## CHAPITRE DEUXIÈME

### *Devoirs envers l'État*

16. Le notaire a le devoir d'assurer le respect des lois et des institutions.

Il doit refuser de conférer l'authenticité à des actes illégaux ou frauduleux.

Il doit aussi s'abstenir d'être conseiller ou complice, directement ou indirectement, des fraudes fiscales ou de fausses représentations et éviter tout acte qui pourrait porter atteinte à la sécurité de l'État.

3. The notary must always be sufficiently strong financially to make good any harm he may cause to others in failing to carry out his duties.

The notary who engages in matters foreign to the practice of his profession, must do so with care and prudence so as not to endanger his personal solvency nor his professional independence.

4. The choice of language in a Deed is left to the parties, and in case of disagreement, preference is given to the party who has the right to choose the Notary.

5. A Notary must not advance money to his clients, except for normal disbursements relating to his profession.

6. A Notary must not lend his name to others for improper purposes.

7. A Notary must not in any capacity whatever act as guarantor of the obligations of his client.

8. A Notary must distribute promptly to the parties entitled to receive them all sums of money entrusted to him in the practice of his profession, and if it is impossible for him to do so within a reasonable time he must inform the persons concerned.

9. A Notary must not treat as a personal loan sums of money entrusted to him for investment or other purposes. Any loan obtained by a Notary from a person other than a Corporation, must be evidenced by a Notarial Deed signed by all the interested parties.

10. A Notary must not invest for his own benefit, either in his own name or in the name of another, funds which he has received in trust.

11. A Notary must not use for his own profit securities of which he has the custody.

12. A Notary must execute with reasonable dispatch all matters that are entrusted to him, and must organize his office efficiently so that his clients' business will not be retarded under the pretext of lack of time, or shortage of clerical help, or other causes reflecting upon the efficiency of his office.

13. A Notary must not retain for any undue length of time files or documents belonging to clients.

14. A Notary must not exert pressure nor use any fraudulent means to compel anyone to sign a deed or document.

15. A Notary must refuse to lend his professional services to any transaction of a notoriously improper or sordid nature.

## CHAPTER TWO

### *Duties to the State*

16. It is a Notary's duty to uphold law and order.

He must refuse to give the character of authenticity to illegal or fraudulent acts.

He must refrain from giving counsel directly or indirectly to those who would fraudulently avoid the payment of taxes, or commit acts which would endanger the security of the State.

## CHAPITRE TROISIÈME

*Devoirs envers ses confrères*

17. Le notaire doit avoir un sens profond de la solidarité professionnelle.

Il doit maintenir à l'égard de ses confrères une attitude empreinte de courtoisie et marquée de bonne foi.

S'il ne partage pas une opinion de son confrère il doit tout de même la respecter et, s'il y a lieu, en discuter avec lui.

18. Le notaire doit éviter toute cause de différends avec ses confrères. Au cas où une difficulté surgit entre notaires, soit à propos de leur association professionnelle ou du contrat d'engagement qui peut les lier, soit à l'occasion d'une opération ou d'un acte juridique posé pour un client, les notaires concernés doivent tenter de régler leur différend à l'amiable et, de toute façon, ils ne doivent pas intenter une action en justice ou faire une réclamation quelconque sans avoir, au préalable, référé ce différend au Président de la Chambre des Notaires.

19. Le notaire ne doit pas surprendre la bonne foi de ses confrères ou se rendre coupable d'abus de confiance ou de procédé déloyal dans ses rapports professionnels avec ses confrères.

Quand deux notaires sont au dossier, représentant des intérêts adverses, l'un et l'autre doivent s'efforcer d'accommoder leur confrère dans la mesure où les intérêts du client n'en souffriront pas.

Il ne doit pas entreprendre quelque négociation ou compromis directement avec la partie représentée par l'autre notaire, sans prévenir ce confrère.

20. Le notaire doit collaborer avec ses confrères et éviter toute concurrence déloyale à leur égard.

Il doit, sur demande d'un confrère dûment autorisé par le client, remettre les dossiers et documents appartenant à ce client.

21. En plus d'observer le règlement du tarif notarial, le notaire doit s'abstenir de critiquer les comptes d'honoraires de ses confrères.

Si après vérification d'un compte, il le juge exorbitant, il doit conseiller au client de le soumettre au secrétariat de la Chambre des Notaires pour obtenir une opinion ou, le cas échéant, une conciliation ou un arbitrage.

Le notaire doit éviter de fixer d'avance, par téléphone ou autrement, le coût de ses honoraires, alors qu'il ne connaît pas tous les éléments nécessaires lui permettant d'établir ses honoraires.

37974-o

## CHAPTER THREE

*Duties to his colleagues*

17. A Notary must have a sense of profound professional solidarity.

His attitude to his Colleagues must be one of utmost courtesy and integrity.

He must respect the opinions of his Colleagues. If he does not agree with them, he must state his own position directly to his Colleagues without criticizing them or demeaning them in front of their clients.

18. He must avoid disputes with his Colleagues. In the case of disagreement between Colleagues, whether in a matter relating to their practice together as partners, or in the carrying out of a juridical act required by a client, the Notaries concerned must endeavour to settle their difference amicably, and must never take action before the Courts without first referring the dispute to the President of the Board of Notaries.

19. A Notary must never abuse the good faith of his Colleagues, nor betray their trust in him, nor be unfair in his dealings with them.

When two Notaries are involved in the same transaction, but representing opposing interests, each must try to accommodate the other so that the clients' interests will not suffer.

A Notary must not negotiate directly with the client of another Notary without his Colleague's permission.

20. A Notary must co-operate with his Colleagues, so as not to compete unfairly with them. He must when requested by a Colleague return the files and documents belonging to the Client of his Colleague.

21. Not only must a Notary respect scrupulously the Notarial Tariff, but he must refrain from criticizing fees charged by other Notaries, even if he considers such fees to be excessive, counselling the complainants to seek from the Board of Notaries such redress to which they may be entitled.

The Notary must avoid fixing in advance by telephone or otherwise, the amount of the fees for a deed at a time when he does not know the full extent of the services which will be required.

37974-o

### Chartes — demandes d'abandon de

## Dollard Plâtrage Inc.

Prenez avis que la compagnie « Dollard Plâtrage Inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

*Le procureur de la compagnie,*  
Me GEORGES A. ROY.

37981-o

2335-66

### Charters — Applications for Surrender of

## Dollard Plâtrage Inc.

Notice is given that "Dollard Plâtrage Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Me. GEORGES A. ROY,  
*Attorney for the company.*

37981

2335-66

**Clan Investment Inc.**

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Clan Investment Inc. », constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Donné à Montréal, le 13e jour de novembre 1970.

*Le secrétaire,*  
PAUL PINKUS.

37979

**Clan Investment Inc.**

Notice is hereby given that "Clan Investment Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 13th day of November 1970.

PAUL PINKUS,  
*Secretary.*

37979-o

**Le Coin du Chic Itée**

Avis est donné que la compagnie « Le Coin du Chic Itée », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la Province la permission d'abandonner sa charte.

Mont-Laurier, le 22e jour de décembre 1970.

*Le procureur de la compagnie,*  
Me RAYMOND HAMEL, *notaire.*

37980-o

**Le Coin du Chic Itée**

Notice is given that "Le Coin du Chic Itée", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province, for leave to surrender its charter.

Mont-Laurier, 22nd day of December 1970.

Me. RAYMOND HAMEL, *Notary.*

*Attorney for the company.*

37980-o

**English and Mould (Québec) Limited**

Avis est donné que « English and Mould (Québec) Limited », corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 18e jour de décembre, 1970.

(Sceau)  
37982-o

*Le secrétaire-trésorier,*  
LORNE H. MOULD.

**English and Mould (Québec) Limited**

Notice is hereby given that "English and Mould (Québec) Limited", a corporation incorporated under the Companies Act, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, Québec this 18th day of December, 1970.

(Seal)  
37982-o

LORNE H. MOULD,  
*Secretary-Treasurer.*

**Excelite (Québec) Ltd.**

Avis est par les présentes donné que « Excelite (Québec) Ltd. », constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, le 29e jour de décembre 1970.

37983-o

*La secrétaire,*  
MARGOT M. QUINN.

**Excelite (Québec) Ltd.**

Notice is hereby given that "Excelite (Québec) Ltd.", incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 29th day of December, 1970.

37983-o

MARGOT M. QUINN,  
*Secretary.*

**Bernec Floral Co. Ltd.**

Avis est donné par la présente que la « Bernec Floral Co. Ltd. », une entreprise constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal s'adressera au ministère des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour demander l'autorisation d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, Québec, ce 4e jour de janvier, 1971.

(Sceau)  
38017-o

*Le secrétaire,*  
GEORGE A. BEY.

**Bernec Floral Co. Ltd.**

Notice is hereby given that "Bernec Floral Co. Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, Québec, this 4th day of January, 1971.

(Seal)  
38017-o

GEORGE A. BEY,  
*Secretary.*

**Montreal Investment Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Montreal Investment Ltd. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

37984-o *Le procureur de la compagnie,*  
Me ANDRÉ BERGEVIN.

**Les Produits V. Dionne Itée**

Avis est par les présentes donné que « Les Produits V. Dionne Itée », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, P.Q., le 7 décembre, 1970.  
37985-o *Le secrétaire,*  
PIERRE P. SAVARIA.

**Tremblay Auto limitée**

Avis est par les présentes donné par « Tremblay Auto limitée », une compagnie incorporée sous la Loi des compagnies, ayant son siège social en la cité d'Alma, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

37986-o *Le procureur de la compagnie,*  
JEAN-CLAUDE DEMERS, notaire.

**Alice Vandal inc.**

Prenez avis que la compagnie « Alice Vandal inc. », constituée en corporation par lettres patentes sous l'empire de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 22 février 1956, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Jonquière, ce 4<sup>e</sup> jour de décembre, 1970.  
37987-o *La secrétaire,*  
ESTELLE VANDAL BRAAMS.

**Vitrierie F. Morissette Glass Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Vitrierie F. Morissette Glass Inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province la permission d'abandonner sa charte.

37988-o *Le procureur de la compagnie,*  
ANTOINE HAMEL, notaire.

**G.M.S. Investments Ltd.**

Avis est par les présentes donné que « G.M.S. Investments Ltd. », ayant son bureau-chef dans les cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 28<sup>e</sup> jour de décembre 1970.  
38018-o *Les procureurs de la requérante,*  
STEIN & STEIN.

**Montreal Investment Ltd.**

Notice is given that "Montreal Investment Ltd." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, December 16, 1970.  
37984 Me. ANDRÉ BERGEVIN,  
*Attorney for the company.*

**Les Produits V. Dionne Itée**

Notice is hereby given that "Les Produits V. Dionne Itée", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Montreal, P.Q., December 7, 1970.  
37985-o PIERRE P. SAVARIA,  
*Secretary.*

**Tremblay Auto limitée**

Notice is given that "Tremblay Auto limitée" incorporated under the Companies Act, having its head office in the city of Alma, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec, for leave to surrender its charter, pursuant to the provisions of the Companies Act.

37986 JEAN-CLAUDE DEMERS, *Notary,*  
*Attorney for the company.*

**Alice Vandal inc.**

Notice is hereby given that the company "Alice Vandal inc.", incorporated by letters patent under Part I of the Companies Act., on February 22, 1956, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec for leave to surrender its charter.

Jonquière, the 4th day of December, 1970.  
37987-o ESTELLE VANDAL BRAAMS,  
*Secretary.*

**Vitrierie F. Morissette Glass Inc.**

Notice is given that "Vitrierie F. Morissette Glass Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province, for leave to surrender its charter.

37988 ANTOINE HAMEL, *Notary,*  
*Attorney for the company.*

**G.M.S. Investments Ltd.**

Notice is hereby given that "G.M.S. Investments Ltd.", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 28th day of December, 1970.  
38018-o STEIN & STEIN,  
*Attorneys for the Petitioner.*

**Oakland Investments Ltd.**

Avis est par les présentes donné que « Oakland Investments Ltd. », ayant son bureau-chef dans les cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 28e jour de décembre 1970.  
*Les procureurs de la requérante,*  
 38019-o STEIN & STEIN.

**Oakland Investments Ltd.**

Notice is hereby given that "Oakland Investments Ltd.", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 28th day of December, 1970.  
 STEIN & STEIN,  
*Attorneys for the Petitioner.*  
 38019-o

**Divers  
 Compagnies**

**Cerebral Palsy Association of Québec, Inc.  
 L'Association de Paralysie Cérébrale  
 du Québec, inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 16 décembre 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Cerebral Palsy Association of Québec, Inc. — L'Association de Paralysie Cérébrale du Québec, inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le directeur du service des compagnies,*  
 ROCH RIOUX.  
 37989-o 3762-49

**Association des Collèges du Québec (ACQ)**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 11 décembre 1970, il a approuvé les règlements généraux de l'« Association des Collèges du Québec (ACQ) », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le directeur du service des compagnies,*  
 ROCH RIOUX.  
 37990-o 1744-68

**Association des Institutions d'Enseignement  
 Secondaire (AIES)**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 11 décembre 1970, il a approuvé les règlements généraux de l'« Association des Institutions d'Enseignement Secondaire (AIES) », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le directeur du service des compagnies,*  
 ROCH RIOUX.  
 37991-o 1746-68

**Import & Domestic Trading Co. Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Import & Domestic Trading Co. Ltd. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

*Le secrétaire,*  
 TOMI-TARO NISHIO.  
 37996 3891-48

**Miscellaneous  
 Companies**

**Cerebral Palsy Association of Québec, Inc.  
 L'Association de Paralysie Cérébrale  
 du Québec, inc.**

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on December 16, 1970, he approved the general by-laws of "Cerebral Palsy Association of Québec, Inc. — L'Association de Paralysie Cérébrale du Québec, inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,  
*Director of the Companies Branch.*  
 37989 3762-49

**Association des Collèges du Québec (ACQ)**

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on December 11, 1970, he approved the general by-laws of "Association des Collèges du Québec (ACQ)", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,  
*Director of the Companies Branch.*  
 37990 1744-68

**Association des Institutions d'Enseignement  
 Secondaire (AIES)**

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on December 11, 1970, he approved the general by-laws of "Association des Institutions d'Enseignement Secondaire (AIES)", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,  
*Director of the Companies Branch.*  
 37991 1746-68

**Import & Domestic Trading Co. Ltd.**

Notice is given that "Import & Domestic Trading Co. Ltd.", changed the number of its directors from 3 to 4.

TOMI-TARO NISHIO,  
*Secretary.*  
 37996-o 3891-48

**Centre d'Animation, de Développement  
et de Recherche en Éducation (Cadre)**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 11 décembre 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Centre d'Animation, de Développement et de Recherche en Éducation (Cadre) », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le directeur du service des compagnies,*

**ROCH RIOUX.**

37992-o

1745-68

**Centre d'Animation, de Développement  
et de Recherche en Éducation (Cadre)**

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on December 11, 1970, he approved the general by-laws of "Centre d'Animation, de Développement et de Recherche en Éducation (Cadre)", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

**ROCH RIOUX,**

*Director of the Companies Branch.*

37992

1745-68

**Mother Martin's Montreal Limited  
Chez la Mère Martin Montréal limitée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 17, de la compagnie « Bamila Inc. », constituée par lettres patentes en date du 21<sup>e</sup> jour de février 1969, changeant son nom en celui de « Mother Martin's Montreal Limited — Chez la Mère Martin Montréal limitée ».

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

**LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

37993-o

573-69

**Mother Martin's Montreal Limited  
Chez la Mère Martin Montréal limitée**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 17, of the company "Bamila Inc.", incorporated by letters patent dated the 21st day of February 1969, changing its name into that of "Mother Martin's Montreal Limited — Chez la Mère Martin Montréal limitée".

**LS-PHILIPPE BOUCHARD,**

*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37993-o

573-69

**Club Social la Brunante inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 4 décembre 1970, il a approuvé un amendement aux règlements généraux de la corporation « Club Social la Brunante inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

**LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

37994-o

4404-68

**Club Social la Brunante inc.**

Notice is hereby given by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives that on December 4, 1970, he approved an amendment to the general by-laws of the corporation "Club Social la Brunante inc.", and such, in accordance with section 226 of the Companies Act.

**LS-PHILIPPE BOUCHARD,**

*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37994

4404-68

**Matériaux Gatineau inc.  
Gatineau Materials Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial « A », de la compagnie « Gatineau Lumber & Builders Supply Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 26<sup>e</sup> jour de mai 1947, changeant son nom en celui de « Matériaux Gatineau inc. — Gatineau Materials Inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

**LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

37995-o

3811-47

**Matériaux Gatineau inc.  
Gatineau Materials Inc.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the special by-law "A", of the company "Gatineau Lumber & Builders Supply Ltd.", incorporated by letters patent dated the 26th day of May, 1947, changing its name into that of "Matériaux Gatineau inc. — Gatineau Materials Inc.".

**LS-PHILIPPE BOUCHARD,**

*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

37995-o

3811-47

**Lucerne Motel Cie Itée**

La compagnie « Lucerne Motel Cie Itée », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

*Le secrétaire,*  
**HARRY ICKOWICZ.**

37998

18183-53

**Lucerne Motel Cie Itée**

Notice is given that "Lucerne Motel Cie Itée", has changed the number of its directors from 4 to 3.

**HARRY ICKOWICZ,**  
*Secretary.*

37998-o

18183-53

**Junior B de Thetford inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 2 octobre 1970, il a approuvé les règlements généraux (numéro 1) de la corporation « Junior B de Thetford inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

37997-o

4333-66

**Junior B de Thetford inc.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on October 2, 1970, approved general by-laws (number 1) of "Junior B de Thetford inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

J.-ALBERT GAGNON,  
*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

37997

4333-66

**Multi Investissements Itée  
Multi Investments Ltd.**

La compagnie « Multi Investissements Itée — Multi Investments Ltd. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

*Le secrétaire-trésorier,*

KENNETH DONE.

37999-o

5205-64

**Multi Investissements Itée  
Multi Investments Ltd.**

Notice is hereby given by the "Multi Investissements Itée — Multi Investments Ltd.", that it has changed the number of its directors from 4 to 3.

KENNETH DONE,  
*Secretary-Treasurer.*

37999

5205-64

**Multi Investissements Itée  
Multi Investments Ltd.**

La compagnie « Multi Investissements Itée — Multi Investments Ltd. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

*Le secrétaire-trésorier adjoint,*

STEWART C. KNOX.

37999-o

5205-64

**Multi Investissements Itée  
Multi Investments Ltd.**

Notice is hereby given by the "Multi Investissements Itée — Multi Investments Ltd.", that it has changed the number of its directors from 3 to 4.

STEWART C. KNOX,  
*Assistant Secretary-Treasurer.*

37999

5205-64

**Restaurant la Baraka inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 41, de la compagnie « El Djerba restaurant inc. », constituée par lettres patentes en date du 20e jour de décembre 1967, changeant son nom en celui de « Restaurant la Baraka inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38000-o

5389-67

**Restaurant la Baraka inc.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 41, of the company "El Djerba restaurant inc.", incorporated by letters patent dated the 20th day of December, 1967, changing its name into that of "Restaurant la Baraka inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

38000-o

5389-67

**The Visual Arts Centre  
Le Centre des Arts Visuels**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 38, de la corporation « The Potters' Inc. », constituée par lettres patentes en date du 15e jour de mars 1951, changeant son nom en celui de « The Visual Arts Centre — Le Centre des Arts Visuels ».

*Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38020-o

2183-51

**The Visual Arts Centre  
Le Centre des Arts Visuels**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 38, of the corporation "The Potters' Inc.", incorporated by letters patent dated the 15th day of March 1951, changing its name into that of "The Visual Arts Centre — Le Centre des Arts Visuels".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

38020-o

2183-51

**Tapis Beau-Carré Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 4, de la compagnie « Durand et Beauregard Itée », constituée par lettres patentes en date du 3<sup>e</sup> jour de septembre 1970, changeant son nom en celui de « Tapis Beau-Carré Itée ».

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38001-o

2907-70

**Tapis Beau-Carré Itée**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 4, of the company "Durand et Beauregard Itée", incorporated by letters patent dated the 3rd day of September, 1970, changing its name into that of "Tapis Beau-Carré Itée".

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38001-o

2907-70

**Sièges sociaux****Daubert inc.**

La compagnie « Daubert inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 29, rue Sainte-Ursule, Québec, au numéro 1345, rue Lemoine, Sillery, Québec 6.

*Le président,  
PAUL E. BERNIER, J.C.P.*

38002-o

5180-64

**Head Offices****Daubert inc.**

Notice is hereby given by the company "Daubert inc.", that it has moved its head office from No. 29 St. Ursule Street, Québec, to No. 1345 Lemoine Street, Sillery, Québec 6.

*PAUL E. BERNIER, J.C.P.,  
President.*

38002

5180-64

**Salaison Bellerose inc.**

Avis est donné que la compagnie « Salaison Bellerose inc. », constituée en corporation dans la province de Québec en vertu de la partie I de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 10 novembre 1970, et ayant son siège social dans la cité de Laval, district de Montréal, a établi son bureau au numéro civique 26, boulevard Bellerose, Vimont, ville de Laval.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, ce 10<sup>e</sup> jour de novembre 1970.

(Secau)

*Le président,  
CLAUDE MÉNAGER.*

38003-o

4841-70

**Salaison Bellerose inc.**

Notice is hereby given that "Salaison Bellerose inc.", incorporated under Part I of the Québec Companies Act, by letters patent dated November 10th, 1970, and having its head office in the city of Laval, judicial district of Montreal, has established its office at civic number 26 Bellerose Boulevard, Vimont, city of Laval.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 10th day of November, 1970.

(Seal)

*CLAUDE MÉNAGER,  
President.*

38003-o

4841-70

**Time Data Control Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Time Data Control Inc. », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du 30 avril 1968 et ayant son siège social dans la ville de Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui au numéro 7400, rue Sherbrooke Ouest, l'a transporté au numéro 6630, de la rue Sherbrooke Ouest.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Laval, ce 1<sup>er</sup> jour d'octobre 1970.

*Le secrétaire-trésorier,  
RUTH ROY.*

38004-o

1872-68

**Time Data Control Inc.**

Notice is hereby given that "Time Data Control Inc.", incorporated by letters patent on April 30th, 1970 and having its head office in the city of Montreal where it had been located till today at number 7400 Sherbrooke West, has transferred its office at 6630 Sherbrooke West, Montreal, from and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being his head office.

Given at Laval, this 1st day of October, 1970.

*RUTH ROY,  
Secretary-Treasurer,*

38004-o

1872-68

**Les cahiers de l'élégance inc.**

Avis est donné que la compagnie « Les cahiers de l'élégance inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 3 février 1970 et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau à 110, Place Crémazie ouest, suite 27, district judiciaire de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 15 décembre 1970.

*Le président,*  
GILLES POUPART.  
422-70

38021-o

**Les cahiers de l'élégance inc.**

Notice is given that "Les cahiers de l'élégance inc.", incorporated by letters patent on February 3, 1970, and having its head office in Montreal, has established its office at 110 Crémazie Place West, suite 27, judicial district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office is considered as being the head office of the company.

Given at Montreal, December 15, 1970.

GILLES POUPART,  
*President.*  
422-70

38021

**Frangec Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Frangec Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 juin 1970, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, a établi son bureau au numéro 963 est, rue Rachel.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 14e jour de septembre 1970.

*L'officier autorisé,*  
GUY ALLARD.  
2408-70

38022-o

**Frangec Inc.**

Notice is hereby given that the "Frangec Inc.", company incorporated by letters patent on the June 23, 1970, and having its head office in Montreal, has established its office at number 963 Rachel Street East.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 14th day of September, 1970.

GUY ALLARD,  
*Authorized Officer.*  
2408-70

38022-o

**Saturn Film Services Inc.  
Service de film Saturn inc.**

Avis est donné par les présentes que « Saturn Film Services Inc.— Service de film Saturn inc. », constituée en corporation selon la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 8 juillet 1968, et ayant son siège social à Montréal, a changé son bureau de 48, rue Amos à 15, rue Brôme, Étage B, Place Bonaventure.

Montréal, le 9 novembre 1970.

*Le président,*  
JEAN-LOUIS LIRETTE.  
3179-68

38024-o

**Saturn Film Services Inc.  
Service de film Saturn inc.**

Notice is given that "Saturn Film Services Inc.— Service de film Saturn inc.", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated July 8, 1968, and having its head office in Montreal, has changed its office from 48 Amos Street to 15 Brôme Street, B Floor, Bonaventure Place.

Montreal, November 9, 1970.

JEAN-LOUIS LIRETTE,  
*President.*  
3179-68

38024

**Khanlon Hosiery Mills Limited**

La compagnie « Khanlon Hosiery Mills Limited », constituée en corporation par lettres patentes datée du 1er jour d'octobre 1970, et ayant son siège social à Saint-Jean, Québec, donne avis qu'elle a établi son bureau à 144, Laurier.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Saint-Jean, Québec, ce 22e jour de décembre 1970.

*Le président,*  
ANAND KHANNA.  
4217-70

38023

**Khanlon Hosiery Mills Limited**

Notice is hereby given that "Khanlon Hosiery Mills Limited" incorporated by letters patent on the 1st day of October 1970 and having its head office in Saint-Jean, Québec has established its office at 144 Laurier.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Saint-Jean, Québec, this 22nd day of December 1970.

ANAND KHANNA,  
*President.*  
4217-70

38023-o

**Yamaha Sports Corp.**

La compagnie « Yamaha Sports Corp. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes datées du 14 avril 1966, et ayant son siège social à Laval, donne avis qu'elle a transporté son siège social de 3932, boulevard St-Martin à 31, Les Bouleaux.

Montréal, 4 septembre 1969.

38025

*Le secrétaire,*  
ROBERT LAWS.  
1563-66

**Yamaha Sports Corp.**

Notice is hereby given that "Yamaha Sports Corp.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated April 14, 1966, and having its head office in Laval, has moved its office from 3932 St. Martin Boulevard, to 31 Les Bouleaux.

Montreal, September 4, 1969.

38025-0

ROBERT LAWS,  
*Secretary.*  
1563-66

**Demande à la Législature****Cité de Drummondville**

Avis est par les présentes donné que la Cité de Drummondville, corporation municipale constituée en vertu de la Loi des cités et villes et dont le siège social est à Drummondville dans le comté et district de Drummond s'adressera à l'honorable Assemblée nationale de la province de Québec et à l'honorable lieutenant-gouverneur de la Province de Québec à la prochaine session aux fins d'obtenir une loi autorisant la Cité de Drummondville à détenir et par résolution à utiliser ou céder aux conditions qu'elle détermine, en tout ou en partie, à toutes fins quelconques, certains terrains acquis pour fins industrielles et sis dans les limites du canton de Grantham, comté de Drummond, soustrayant ainsi lesdits immeubles à l'application des dispositions de la Loi des Fonds Industriels (Statuts Refondus 1964, chapitre 175) lesdites utilisations ou cessions devant cependant être autorisées par le ministre des Affaires municipales et du ministre de l'Industrie et du Commerce ainsi que pour toutes autres fins.

Fait à Drummondville, ce 18<sup>e</sup> jour de décembre 1970.

37835-52-4-0

*Les procureurs de la requérante,*  
BIRON, BIRON, BARIL & BIRON.

**Application to Legislature****City of Drummondville**

Notice is hereby given that the City of Drummondville, a municipal corporation incorporated under the Cities and Towns Act, having its head office at Drummondville in the county and district of Drummond will apply to the Honourable National Assembly of the Province of Québec and to the Honourable Lieutenant-Governor of the Province of Québec, at the next session in order to obtain the adoption of an act authorizing the City of Drummondville to hold and by resolution to use, or cede under such conditions as it determines, in whole or in part, for any purpose, immovables acquired for industrial purposes and situated within the limits of the township of Grantham, Drummond county, withdrawing by so doing said immovables from the application of the Industrial Funds Act (Revised Statutes, 1964, chapter 175), said use or transfer hereinabove contemplated being subject to the authorization of the Minister of Municipal Affairs and of the Minister of Industry and Commerce, and for any other purpose.

Made in Drummondville, this 18th day of December 1970.

37835-52-4-0

BIRON, BIRON, BARIL & BIRON,  
*Attorneys for petitioner.*

**Nominations**

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, la nomination suivante:

Québec, le 18 novembre 1970.

M. Paul-Henri Lacasse, docteur en médecine, de St-Georges-Ouest, comté de Beauce: coroner pour le district judiciaire de Beauce, avec juridiction plus spécialement sur le district électoral de Beauce, et ce, à compter de la date de son assermentation.

Québec, le 4 janvier 1971.

37974-0

LUCIEN DARVEAU, C.R.,  
*Sous-procureur général adjoint.*

**Appointments**

Notice is given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make, by Commission under the Great Seal of the Province, the following appointment:

Québec, November 18, 1970.

Mr. Paul-Henri Lacasse, physician of St-Georges West, county of Beauce: Coroner for the judicial district of Beauce, with jurisdiction especially in the electoral district of Beauce, and such, from and after the date of his swearing in.

Québec, January 4, 1971.

37974

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,  
*Assistant Deputy Attorney General.*

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commissions sous le grand sceau de la province, les nominations suivantes:

Québec, le 11 novembre 1970.

M. J.-Arthur Lépine, avocat, membre du Barreau de la province, conseil en loi de la Reine et substitut en chef du Procureur général, nommé, en vertu de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 20, article 72), juge des Sessions, avec juridiction dans toute la province, mais tout particulièrement et sans restriction, dans le district judiciaire de Montréal, avec résidence à Montréal ou le voisinage immédiat, ledit M. J.-Arthur Lépine, vu sa nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge des Sessions, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe b) de l'article 466 du Code criminel, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI (16) de ce Code criminel, le tout à compter du 11 novembre 1970.

M. André Chaloux, avocat, membre du Barreau de la province, conseil en loi de la Reine et substitut en chef adjoint du Procureur général, nommé, en vertu de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 20, article 72), juge des Sessions avec juridiction dans toute la province, mais tout particulièrement et sans restriction dans le district judiciaire de Montréal, avec résidence à Montréal ou le voisinage immédiat, ledit M. André Chaloux, vu sa nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge des Sessions, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe b) de l'article 466 du Code criminel, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI (16) de ce Code criminel, le tout à compter du 11 novembre 1970.

Québec, le 4 janvier 1971.

37974-0

LUCIEN DARVEAU, C.R.,  
Sous-procureur général adjoint.

Notice is given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make, by Commissions under the Great Seal of the Province, the following appointments:

Québec, November 11, 1970.

Mr. J.-Arthur Lépine, advocate, member of the Bar of the Province, Queen's Counsel learned in the law and chief substitute for the Attorney General, appointed, pursuant to the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Québec, 1964, Chapter 20, Section 72), Judge of the Sessions, with jurisdiction in the entire Province, but particularly and without restriction in the judicial district of Montreal, with residence in Montreal or the immediate vicinity, the said Mr. J.-Arthur Lépine, in view of his appointment by the Lieutenant-Governor in Council as Judge of the Sessions, authorized to exercise, under Paragraph b) of Section 466 of the Criminal Code, the jurisdiction of a magistrate under Part XVI (16) of this Criminal Code, the whole from and after November 11, 1970.

Mr. André Chaloux, advocate, member of the Bar of the Province, Queen's Counsel learned in the law and assistant chief substitute for the Attorney General, appointed, pursuant to the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Québec, 1964, Chapter 20, Section 72), Judge of the Sessions with jurisdiction in the entire Province, but particularly and without restriction in the judicial district of Montreal, with residence in Montreal or the immediate vicinity, the said Mr. André Chaloux, in view of his appointment by the Lieutenant-Governor in Council as Judge of the Sessions, authorized to exercise, under Paragraph b) of Section 466 of the Criminal Code, the jurisdiction of a magistrate under Part XVI (16) of this Criminal Code, the whole from and after November 11, 1970.

Québec, January 4, 1971.

37974

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,  
Assistant Deputy Attorney General.

**Proclamation**

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L. S.]

ANDRÉ TASCHEREAU

ÉLIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

**Proclamation**

ATTENDU QUE la Loi du Ministère des affaires sociales (bill 42, session 1970) a été sanctionnée le 8 décembre 1970;

ATTENDU QU'en vertu des dispositions de l'article 18 de cette même loi, la Loi du ministère des affaires

**Proclamation**

Canada,  
Province of  
Québec.  
[L. S.]

ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

**Proclamation**

WHEREAS the Social Affairs Department Act (Bill 42, 1970 Session) was assented to on December 8, 1970;

WHEREAS pursuant to the provisions of section 18 of the same act, the Social Affairs Department Act

sociales entre en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU qu'il y a lieu de fixer une date pour l'entrée en vigueur des dispositions de ladite loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 4722, en date du 22 décembre 1970, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que la Loi du Ministère des affaires sociales (bill 42, session 1970) entre en vigueur à compter du 22 décembre 1970.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., administrateur du gouvernement de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-deuxième jour de décembre en l'année mil neuf cent soixante-dix de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-neuvième année.

Par ordre,

37974-o LUCIEN DARVEAU,  
Sous-procureur général adjoint.

comes into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient to fix a date for the coming into force of the provisions of the said act.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 4722, dated December 22, 1970, We have decreed and ordered and, hereby, decree and order that the Social Affairs Department Act (Bill 42, 1970 Session) come into force from and after December 22, 1970.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., Administrator of the Government of the Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-second day of December in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy and in the nineteenth year of Our Reign.

By command,

37974 LUCIEN DARVEAU,  
Assistant Deputy Attorney General.

### Changement de nom — Loi du Demande

Stuart Gordon Naas

Avis est donné que Stuart Gordon Naas, mécanicien, domicilié à 419, 12<sup>e</sup> Rue, Val d'Or, district d'Abitibi, a présenté au ministre de la Justice de la province de Québec une requête pour changer son nom pour Stuart Gordon Naass étant donné qu'il a toujours été connu sous ce dernier nom.

Val d'Or, ce 18 décembre 1970.

37966-1-2-o Les procureurs,  
CLICHE & CLICHE.

### Change of name — Act Application

Stuart Gordon Naas

Notice is given that Stuart Gordon Naas, mechanic, domiciled at 419, 12th Street, Val d'Or, district of Abitibi, presented to the Minister of Justice of the Province of Québec with a petition to change his name for that of Stuart Gordon Naass seen that he has always been known under the latter name.

Val d'Or, December 18, 1970.

37966-1-2 CLICHE & CLICHE,  
Attorneys.

### Syndicat professionnel

Le Syndicat des Émondeurs du Québec inc.

(Loi des syndicats professionnels)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 20 novembre 1970, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat des Émondeurs du Québec inc. », avec siège social situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.

38005-o 62-70

### Professional Syndicate

Le Syndicat des Émondeurs du Québec inc.

(Professional Syndicates Act)

Notice is given that, on November 20, 1970, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives authorized the formation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat des Émondeurs du Québec inc.", with head office in Montréal, judicial district of Montréal.

Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.

38005 62-70

## Société d'habitation du Québec

## Québec Housing Corporation

Avis est donné que la Société d'habitation du Québec a, le 21 décembre 1970, conclu avec la Société centrale d'hypothèques et de logement un accord pour emprunter \$150,000,000 pour financer ses projets d'habitation au cours de la période allant du 1er avril 1970 au 31 décembre 1971.

Tel qu'exigé par l'article 71 de la loi de la Société d'habitation du Québec (chapitre 55, des lois de 1966-67), le texte de cet accord est reproduit ci-dessus:

Convention passée en quatre copies ce 21e jour de décembre 1970.

Entre:

La société centrale d'hypothèques et de logement, (ci-après appelée « la Société »),

D'UNE PART:

Et la Société d'habitation du Québec, (ci-après appelée « la Société du Québec »),

D'AUTRE PART:

ATTENDU QUE la Société peut, en vertu des dispositions de la Loi nationale de 1954 sur l'habitation, telle que modifiée, (ci-après appelée « la Loi »),

a) consentir des prêts selon les dispositions de l'article 16 de la Loi, à toute corporation, propriété exclusive du gouvernement d'une province, en vue d'aider à la construction, l'achat ou l'amélioration de projets d'habitation à loyer modique, à l'achat d'immeubles existants avec le terrain sur lequel ils sont situés et à leur transformation en projets d'habitation à loyer modique ou à la transformation d'immeubles existants en projets d'habitation à loyer modique;

b) consentir des prêts selon les dispositions de l'article 35D de la Loi à une province pour la construction ou l'acquisition et la transformation de projets de logement public;

ET ATTENDU QUE la Société du Québec, en vertu des dispositions de la Loi de la Société d'habitation du Québec est une corporation qui est la propriété exclusive du gouvernement de la province de Québec et un agent de la Couronne du chef de la province de Québec et peut conclure tout accord avec le gouvernement du Canada ou tout organisme de celui-ci afin de faciliter l'exécution de cette loi;

ET ATTENDU QUE la Société du Québec, autorisée par l'arrêté en conseil numéro 4393 en date du 25e jour de novembre 1970, modifié par l'arrêté en conseil numéro 4688 en date du 16e jour de décembre 1970, a décidé par sa résolution numéro 3286 en date du 17 septembre 1970, modifiée par sa résolution numéro 3608 en date du 14 décembre 1970, (copies de ces documents sont jointes à la présente convention) de conclure avec la Société la présente convention;

ET ATTENDU QUE la Société, en conformité des dispositions de la Loi et d'une résolution de son comité de direction, adoptée le 21e jour de décembre 1970, dont copie est jointe à la présente convention, est autorisée à conclure la présente convention en vue de prêter à compter de la date de la signature de la présente con-

Notice is given that the Québec Housing Corporation, on December 21, 1970, agreed with the Central Mortgage and Housing Corporation to borrow \$150,000,000 to finance its housing plans for the period from April 1, 1970 to December 31, 1971.

As required by Section 71 of the Québec Housing Corporation (chapter 55 of the statutes of 1966-67), the text of this agreement is hereunder reproduced:

This agreement made in four copies the 21st day of December 1970.

Between:

Centre Mortgage and Housing Corporation, (hereinafter called "the Corporation"),

OF THE FIRST PART:

And The Québec Housing Corporation, (hereinafter called "the Québec Corporation"),

OF THE SECOND PART:

WHEREAS the Corporation may pursuant to the National Housing Act, 1954, as amended (hereinafter referred to as "the Act"),

(a) make loans under Section 16 of the Act to a Corporation wholly owned by the government of a province for the purpose of assisting in the construction, purchase or improvement of existing buildings and the land upon which they are situated and their conversion into low rental housing projects, or the conversion of existing buildings into low rental housing projects;

(b) make loans under Section 35D of the Act to a province for the construction or acquisition and conversion of public housing projects;

AND WHEREAS the Québec Corporation, pursuant to the Québec Housing Corporation Act, is a Corporation wholly owned by the Government of the Province of Québec, is an agent of the Crown in Right of the Province of Québec and may make any agreement with the Government of Canada or any body thereof to facilitate the carrying out of that Act;

AND WHEREAS the Québec Corporation, authorized by Order in Council number 4393, dated November 25th, 1970, modified by Order in Council number 4688 dated December 16, 1970, has decided by its resolution number 3286 dated September 17th, 1970, modified by its resolution number 3608 dated December 14, 1970, (copies of these documents are attached to this agreement) to enter into this agreement with the Corporation;

AND WHEREAS the Corporation, pursuant to the provisions of the Act and to a resolution of its Executive Committee passed on the 21st day of December 1970, copy of which is attached hereto, is authorized to enter into this agreement to lend during the period from the date hereof to December 31, 1971 a total amount not

vention, jusqu'au 31 décembre 1971, une somme totale n'excédant pas \$150,000,000 aux fins de permettre à la Société du Québec d'entreprendre

a) selon les dispositions de l'article 16 de la Loi, des projets d'habitation à loyer modique, et

b) selon les dispositions de l'article 35D de la Loi, des projets de logement public,

EN CONSÉQUENCE, la présente convention fait foi des ententes suivantes intervenues entre les parties:

1. *Définitions:*

1. L'expression « projet d'habitation à loyer modique » signifie dans la présente convention un projet d'habitation à loyer modique entrepris par une corporation sans but lucratif, conformément aux dispositions de l'article 16 de la Loi.

2. L'expression « projet de logement public » signifie dans la présente convention un projet de logement public entrepris conformément aux dispositions de l'article 35D de la Loi.

3. L'expression « projet » dans la présente convention signifie un projet d'habitation à loyer modique ou un projet de logement public, selon que le contexte le requiert.

2. *Prêt:*

1. Pourvu que la Société ait reconnu selon la Loi et cette convention, l'admissibilité au financement de chaque projet convenu entre les parties pour lequel la Société du Québec soumet une demande d'emprunt, la Société convient ici d'avancer à la Société du Québec en tenant compte de la limite imposée par le paragraphe 2 (8) de cette convention une somme totale n'excédant pas \$150,000,000 sujette à révision avant le 1er avril 1971, à être répartie pour des projets d'habitation à loyer modique et des projets de logement public au cours des années civiles 1970 et 1971 en des sommes qui devront faire l'objet d'un accord mutuel des parties, la Société s'engage à déboursier lesdites sommes pourvu que les conditions de la présente convention aient été respectées.

2. Les parties doivent convenir de programmes distincts, identifiant en premier lieu, les projets d'habitation à loyer modique et en second lieu les projets de logement public que la Société du Québec se propose d'entreprendre au cours de la présente convention pourvu que, de consentement mutuel, des substitutions soient permises.

3. La Société du Québec soumettra à la Société, à son bureau régional du Québec, 2350 chemin Manella, Ville Mont-Royal, en une forme acceptable aux deux parties, une demande de déclaration d'admissibilité et d'estimation du montant du prêt pour chaque projet.

4. La demande de déclaration d'admissibilité, et d'estimation du montant du prêt pour chaque projet doit être accompagnée de plans, de devis descriptifs et de devis estimatifs des coûts du projet tel que requis par la loi de la Société d'habitation du Québec.

5. La Société, dans les vingt et un jours (21) suivant la réception de la demande, émettra à la Société du Québec à 1995 ouest, boulevard Charest, Ste-Foy, Québec 10, une déclaration d'admissibilité et une estimation du montant du prêt ou, au cas contraire, en informera par écrit la Société du Québec.

exceeding \$150,000,000 for the purpose of enabling the Québec Corporation to undertake

(a) under Section 16 of the Act, low rental housing projects, and

(b) under Section 35D of the Act, public housing projects;

NOW THEREFORE this agreement witnesseth that the parties hereto agree as follows:

1. *Definitions:*

1. Whenever the term "low rental housing project" is used in this agreement, it shall mean a low rental housing project undertaken by a non-profit corporation pursuant to the provisions of section 16 of the Act.

2. Whenever the term "public housing project" is used in this agreement, it shall mean a public housing project undertaken pursuant to the provisions of section 35D of the Act.

3. Whenever the word "project" is used in this agreement, it shall mean a low rental housing project or a public housing project where the context so applies.

2. *Loan:*

1. Provided the Corporation has recognized pursuant to the Act and this agreement, the eligibility for the financing of each project as agreed by both parties for which financing is sought by the Québec Corporation, the Corporation hereby agrees to advance to the Québec Corporation, subject to the limitation imposed by section 2 (8) of this agreement, a total sum not exceeding \$150,000,000 subject to review before April 1st 1971, to be apportioned for low rental housing projects and public housing projects for the 1970 and 1971 calendar years in such amounts as shall be determined by mutual agreement between the parties, and undertakes to disburse the said sum provided the terms and conditions of this agreement have been complied with.

2. Separate programs identifying firstly the low rental housing projects and, secondly, the public housing projects which the Québec Corporation wishes to undertake during the currency of this agreement shall be agreed upon by the parties, provided substitution may be allowed by mutual agreement.

3. The Québec Corporation will submit to the Corporation at its Québec Regional Office, 2350 Manella Road, town of Mount Royal, an application in a form acceptable to both parties for a declaration of eligibility and for an estimate of the loan amount for each project.

4. The application for a declaration of eligibility and for an estimate of the loan amount for each project shall be accompanied by plans, specifications and a detailed estimate of costs for the project as required by the Québec Housing Corporation Act.

5. The Corporation will, within twenty-one (21) days from the receipt of the application, issue to the Québec Corporation, at 1995 West, Charest Boulevard, Ste-Foy, Québec 10, a declaration of eligibility and an estimate of the loan amount or, if otherwise, inform in writing the Québec Corporation.

6. Il est convenu entre les parties que la déclaration d'admissibilité a pour seul but de déterminer que le projet peut faire l'objet d'un prêt en vertu de la Loi et de fixer le montant du prêt; la Société du Québec est seule responsable de l'évaluation du besoin, de l'acceptation de l'emplacement et du nombre ainsi que de la grandeur des logements, de l'approbation de la planification, de l'architecture, des plans et devis, des normes et conditions d'occupation et aucun certificat d'admissibilité ne sera refusé ou retenu pour des considérations basées sur ces sujets ou sur d'autres de même nature.

7. Le montant du prêt pour chaque projet ne doit pas excéder:

a) s'il est consenti pour un projet d'habitation à loyer modique, 95 p. 100 du moindre de la valeur d'emprunt ou du coût réel du projet tel qu'accepté par les deux parties,

b) s'il est consenti pour un projet de logement public, 90 p. 100 du coût réel du projet tel qu'accepté par les deux parties.

8. La Société du Québec peut, à même les sommes qui lui sont avancées pour un projet,

a) consentir un prêt à toute corporation sans but lucratif reconnue par la Société du Québec aux fins d'aider à la construction, à l'achat ou à l'amélioration d'un projet d'habitation à loyer modique, à l'achat d'immeubles existants ainsi que du terrain sur lequel ils sont situés et à leur transformation en un projet d'habitation à loyer modique, pourvu qu'aucune portion du revenu de telle corporation sans but lucratif ne soit payable ou autrement mise à la disposition d'un propriétaire, actionnaire ou membre d'une telle corporation pour son bénéfice personnel,

b) consentir un prêt à une municipalité ou à un office municipal d'habitation pour la construction ou l'acquisition et la transformation d'un projet de logement public.

### 3. Coût du projet:

La Société, aux fins d'établir le montant du prêt pour chaque projet, inclura comme partie du coût réel du projet ce qui suit:

a) (i) les sommes réellement et effectivement payées par la Société du Québec ou par une corporation sans but lucratif pour la construction, l'acquisition ou l'amélioration du projet d'habitation à loyer modique, pour l'acquisition d'immeubles existants et du terrain sur lequel ils sont situés et leur transformation en un projet d'habitation à loyer modique ou la transformation d'immeubles existants en un projet d'habitation à loyer modique,

(ii) les sommes réellement et effectivement payées par la Société du Québec, une municipalité ou un office municipal d'habitation pour l'acquisition de terrains, la construction ou l'acquisition et la transformation du projet de logement public et l'exécution des travaux requis pour transformer chaque unité de logement du projet,

b) les sommes réellement et effectivement payées pour les matériaux utilisés lors de la construction, de

6. It is agreed between the parties that the declaration of eligibility is for the sole purpose of recognizing that the project is eligible for a loan under the act and determining the amount of each loan; the Québec Corporation has the exclusive responsibility of assessing the need for the project, of accepting the site, the number and size of units, of approving the planning, the architecture, the plans, the specifications, of determining the norms and conditions of occupancy and the Corporation agrees that a declaration of eligibility shall not be refused nor withheld for any consideration related to these or other matters of the same nature.

7. The amount of the loan with respect to each project shall not exceed:

(a) where the loan is made for a low rental housing project, 95% of the lending value or of the actual cost of the project as accepted by both parties, whichever is the lesser;

(b) where the loan is made for a public housing project, 90% of the actual cost of the project as accepted by both parties.

8. The Québec Corporation may, out of the monies advanced to it for a project,

(a) make a loan to any non-profit corporation acceptable to the Québec Corporation for the purpose of assisting in the construction, purchase or improvement of a low rental housing project, the purchase of existing buildings and the land upon which they are situated and their conversion into a low rental housing project or the conversion of existing buildings into a low rental housing project provided that no part of the income of any such non-profit corporation shall be payable or otherwise available for the personal benefit of any proprietor, member or shareholder of such non-profit corporation;

(b) make a loan to a municipality or a municipal housing bureau for the construction or acquisition and conversion of a public housing project.

### 3. Cost of the project:

The Corporation will for the purpose of determining the amount of loan for each project, include as part of the actual cost of the project the following:

(a) (i) amounts actually and properly paid by the Québec Corporation or by a non-profit corporation for the construction, purchase or improvement of a low rental housing project, for the purchase of existing buildings and the land upon which they are situated and their conversion into a low rental housing project or the conversion of existing buildings into a low rental housing project;

(ii) amounts actually and properly paid by the Québec Corporation, a municipality or a municipal housing bureau for the acquisition of land, the construction or the acquisition and conversion of a public housing project and the performance of work required to convert each housing unit in a public housing project;

(b) amounts actually and properly paid for materials used in the construction, improvement or conversion

l'amélioration ou de la transformation du projet lorsque ces sommes ne sont pas comprises dans le paragraphe a) ci-dessus,

c) les sommes réellement et effectivement payées pour l'aménagement du terrain, les travaux paysagers et pour l'installation ou la réparation d'aqueducs, égouts et autres services,

d) les sommes réellement et effectivement payées pour services juridiques, taxes, permis de construction, honoraires et déboursés d'architectes, d'arpenteurs-géomètres, d'ingénieurs ou autres,

e) l'intérêt payable jusqu'à la date d'ajustement des intérêts,

f) d'après entente entre les parties, les frais administratifs encourus par la Société du Québec en consentant le prêt,

(i) pour un projet d'habitation à loyer modique, à une corporation sans but lucratif,

(ii) pour un projet de logement public, à une municipalité ou à un office municipal d'habitation,

(g) les primes payées par la Société du Québec, les entrepreneurs ou les emprunteurs pour de l'assurance contre les pertes occasionnées par l'incendie ou d'autres risques, relativement au projet jusqu'à la date d'ajustement des intérêts,

h) les coûts d'exploitation du projet moins les revenus bruts jusqu'à la date d'ajustement des intérêts, et

(i) tels autres coûts dont les parties peuvent convenir entre elles.

#### 4. *Debours:*

1. Lorsqu'une déclaration d'admissibilité et une estimation du montant du prêt, relativement à un projet, ont été émises à la Société du Québec, celle-ci peut, à l'occasion, pendant la période de construction, d'amélioration ou de transformation du projet, demander à la Société un débours au compte du prêt pour toute partie du projet qui a été achevée.

2. Une demande de débours relativement à un prêt doit être accompagnée d'un certificat d'un officier autorisé de la Société du Québec établissant:

a) la partie du projet qui a été achevée, et

b) l'estimation du coût de la partie du projet qui a été achevée.

3. Sur réception d'une demande de débours au compte d'un prêt, la Société effectuera aussitôt que possible le débours à la Société du Québec d'une somme n'excédant pas

(i) pour un projet d'habitation à loyer modique, 95 p. 100 du moindre de la valeur d'emprunt ou du coût réel encouru à la date du débours, tel qu'accepté par les deux parties, moins le montant égal aux débours déjà effectués à la Société du Québec pour ce projet,

(ii) pour un projet de logement public, 90 p. 100 du coût réel encouru à la date du débours tel qu'accepté par les deux parties, moins le montant égal aux débours déjà effectués à la Société du Québec relativement à ce projet.

of the project where such amounts are not included in (a) above;

(c) amounts actually and properly paid for landscaping, site improvement and for installing or repairing water, sewer and other services;

(d) amounts actually and properly paid for legal services, taxes, buildings permits and fees and costs for the services of architects, land surveyors, engineers and others;

(e) interest payable to the interest adjustment date;

(f) as agreed upon between the parties, the administration costs incurred by the Québec Corporation in making the loan;

(i) in the case of a low rental housing project, to a non-profit corporation;

(ii) in the case of a public housing project, to a municipality or municipal housing bureau;

(g) premiums paid by the Québec Corporation, the contractors or the borrowers for insurance against loss by fire or other perils in respect of the project, to the interest adjustment date;

(h) the costs of operating the project less gross revenues up to the interest adjustment date, and

(i) such other costs and amounts as may be agreed upon between both parties.

#### 4. *Disbursements:*

1. Where a declaration of eligibility and an estimate of the loan amount in respect of a project have been issued to the Québec Corporation, the Québec Corporation may, from time to time, during the period of construction, improvement or conversion of the project apply to the Corporation for a disbursement on the loan with respect to any part of the project that has been completed.

2. An application for a disbursement on a loan shall be accompanied by a certificate of an authorized officer of the Québec Corporation setting out:

(a) the part of the project that has been completed and

(b) the estimated cost of the part of the project that has been completed.

3. On receipt of an application for a disbursement on a loan, the Corporation will make the disbursement to the Québec Corporation as soon as possible, in an amount not exceeding

(i) in the case of a low rental housing project, 95% of the lesser of the lending value or the actual cost incurred to the date of the disbursement, as accepted by both parties less the amount equal to disbursements previously made to the Québec Corporation in respect of that project;

(ii) in the case of a public housing project, 90% of the actual cost incurred to the date of the disbursement as accepted by both parties, less the amount equal to disbursements previously made to the Québec Corporation in respect thereof.

**5. Remboursement:**

1. Le montant du principal de chaque prêt doit être le montant du prêt avancé à la Société du Québec pour le projet; le taux d'intérêt sur chaque prêt doit être le taux d'intérêt prescrit par le gouverneur en conseil et en vigueur à la date à laquelle la demande de déclaration d'admissibilité aura été reçue par la Société.

2. Chaque prêt consenti par la Société du Québec à même les sommes qui lui sont avancées aux termes de la présente convention

(i) à une corporation sans but lucratif pour la construction, l'achat, l'amélioration ou la transformation d'un projet d'habitation à loyer modique,

(ii) à une municipalité ou à un office municipal d'habitation pour la construction ou l'acquisition et la transformation d'un projet de logement public, doit porter intérêt au même taux que celui qui est stipulé dans la déclaration d'admissibilité pour ce projet.

3. L'intérêt sur chaque prêt doit être calculé semestriellement, non à l'avance, aussi bien après qu'avant l'échéance, jusqu'au remboursement du prêt; l'intérêt doit être imputé sur les sommes avancées à l'occasion, et calculé à compter des dates respectives de ces avances jusqu'au premier jour de juillet suivant la date de parachèvement du projet (appelé dans la présente convention « la date d'ajustement des intérêts »); ledit intérêt deviendra alors dû et devra être payé comptant ou par chèque et par la suite le montant du capital de chaque prêt ainsi que l'intérêt sur icelui au taux susdit, deviendra dû et devra être payé annuellement en versements combinés égaux le premier jour de juillet de toutes et chacune des années pendant une période n'excédant pas 50 années. À l'expiration de cette période, le solde entier du capital et de l'intérêt deviendra alors dû et devra être payé.

4. La Société du Québec aura en tout temps avant la date d'expiration de ladite période, le privilège de payer sans préavis ni boni la totalité ou toute partie de tout prêt impayé.

**6. Garantie:**

Le 1er juillet de chaque année, la Société du Québec s'engage à remettre à la Société, des obligations, en une forme acceptable aux deux parties, dont le montant en capital doit être égal à la somme de capital avancée sur chaque prêt complètement déboursé. L'obligation de la Société du Québec de rembourser chaque prêt ainsi que l'intérêt qu'il produit, doit, sur remise de chacune des obligations, être censée avoir été remplacée par l'engagement de les rembourser en conformité des conditions y stipulées.

**7. Inspection:**

1. Les travaux de construction, d'amélioration ou de transformation de chaque projet seront effectués en conformité de normes minimales d'habitation acceptables aux deux parties.

2. La Société du Québec assurera les services d'inspection de la construction, de l'amélioration ou de la transformation des projets.

3. La Société peut, en vertu d'ententes établies entre les deux parties, examiner les projets afin de

**5. Repayment:**

1. The amount of principal money for each loan shall be the amount of the loan advanced to the Québec Corporation for the project; and the rate of interest for each loan shall be the interest rate prescribed by the Governor-in-Council and in effect at the time the application for a declaration of eligibility is received by the Corporation.

2. Each loan that the Québec Corporation makes out of the monies advanced to it under this agreement

(i) to a non-profit corporation for the construction, purchase, improvement or conversion of a low rental housing project, and

(ii) to a municipality or a municipal housing bureau for the construction or acquisition and conversion of a public housing project shall be at the same rate of interest stated in the declaration of eligibility for that project.

3. Interest on each loan shall be calculated half yearly not in advance, as well after as before maturity, until the loan is paid, and the interest shall be chargeable on the amounts from time to time advanced, computed from the respective dates of such advances to the first day of July following the completion of the project (referred to in this agreement as the "interest adjustment date") at which time the said interest shall become due and be paid by cash or cheque, and thereafter the principal sum on each loan together with interest thereon, at the aforesaid rate shall become due and be paid annually inequal blended payments on the 1st day of July in each and every year for a period not exceeding 50 years; upon expiry of the said period, the full balance of principal and interest shall become due and be paid.

4. The Québec Corporation shall have the privilege at any time before the expiry date of the said period of paying the whole or any part of any loan outstanding without notice or bonus.

**6. Security:**

On July 1st each year, the Québec Corporation agrees to deliver to the Corporation debentures in a form acceptable to both parties, equal in principal amount to the principal advanced on each loan fully disbursed. The Québec Corporation's obligation pursuant to this agreement to repay each loan together with interest thereon shall, upon delivery of each debenture, be deemed to be replaced by the obligation to repay each debenture in accordance with the terms thereof.

**7. Inspections:**

1. Construction, improvement or the work of converting each project will conform with minimum housing standards acceptable to both parties.

2. The Québec Corporation will provide inspections of construction, improvement or conversion of the projects.

3. The Corporation may under arrangements agreed upon by both parties inspect the projects to ensure

s'assurer que le travail de construction, d'amélioration ou de transformation a été effectué d'une façon raisonnablement conforme aux plans approuvés, au cahier des charges et aux normes de construction.

#### 8. *Vérification:*

1. Dès après le parachèvement d'un projet, la Société du Québec doit soumettre à la Société un état dûment certifié indiquant le coût de la construction, de l'amélioration ou de l'acquisition et de la transformation du projet.

2. La Société du Québec s'entendra avec la Société afin de permettre l'examen de tous les livres, dossiers et comptes se rapportant au projet, aux fins d'en vérifier le coût.

#### 9. *Défaut:*

1. Dans l'éventualité d'un défaut de payer tout versement d'argent exigible en vertu de la présente convention, ou sur infraction à toute stipulation ou entente qui y est contenue après que la totalité ou une partie de tout prêt aura été avancée en vertu de la présente convention, sous réserve cependant d'un avis à être donné par la Société à la Société du Québec d'avoir à remédier au défaut ou à l'infraction dans un délai de trente (30) jours, le solde entier du capital de ce prêt ainsi que l'intérêt sur icelui alors impayés deviendront, au choix de la Société, immédiatement dus et exigibles.

2. Dans l'éventualité où le projet cesserait d'être  
(i) un projet d'habitation à loyer modique selon les dispositions de l'article 16 de la Loi, lorsque le prêt a été consenti pour un projet d'habitation à loyer modique,

(ii) un projet de logement public selon la définition de l'article 35B (b) de la Loi, lorsque le prêt a été consenti pour un projet de logement public, le solde entier du capital de ce prêt ainsi que l'intérêt sur icelui alors impayés deviendront, au choix de la Société, immédiatement dus et exigibles.

#### 10. *Contrat d'exploitation:*

La Société du Québec convient, avant que lui soient faits les débours finaux au compte des prêts pour les projets d'habitation à loyer modique pour lesquels une déclaration d'admissibilité a été émise, de remettre à la Société une copie dûment certifiée du contrat d'exploitation exigé aux termes de la clause 27 du règlement numéro 2 de la Société du Québec, sanctionné par l'arrêté en conseil numéro 3182 du 22 novembre 1967.

#### 11. *Prescription de la convention:*

Si une demande de déclaration d'admissibilité relativement à un projet n'a pas été reçue le 31 décembre 1971, ce projet ne sera pas admissible à un prêt aux termes de la présente convention.

#### 12. *Publicité:*

Les parties conviennent que:

1. Lorsque la Société a émis à la Société du Québec une déclaration d'admissibilité relativement à un projet et que la Société du Québec a consenti un prêt

that the work of construction, improvement or conversion has been carried out in reasonable conformity with the approved plans, specifications and standards of construction.

#### 8. *Audit:*

1. The Québec Corporation must as soon as the project is completed, submit a duly certified statement of cost of construction, improvement, or acquisition and conversion of the project.

2. The Québec Corporation will make arrangements with the Corporation to permit examination of all books, records, and accounts maintained in respect of the project for the purpose of verifying the cost thereof.

#### 9. *Default:*

1. In the event of default in the payment of any instalment of any monies payable hereunder, or upon breach of any covenant or agreement herein contained after all or part of any loan hereunder has been advanced, subject however to notice by the Corporation to the Québec Corporation to remedy the default or breach within thirty (30) days, the whole of the principal together with the interest thereon remaining unpaid on that loan, shall at the option of the Corporation forthwith become due and payable;

2. In the event the project is not maintained

(i) where it is a law rental housing project, as a low rental housing project within the terms of section 16 of the Act;

(ii) where it is a public housing project, as a public housing project as defined in section 35B (b) of the Act,

the whole of the principal together with the interest thereon remaining unpaid on that loan shall at the option of the Corporation forthwith become due and payable.

#### 10. *Operating agreement:*

The Québec Corporation undertakes, prior to the final advance on low rental housing projects for which a declaration of eligibility has been issued, to supply the Corporation with a certified copy of the operating agreement required under clause 27 of by-law number 2 of the Québec Corporation and approved by Order in Council number 3182 date November 22nd 1967.

#### 11. *Limitation of agreement:*

If an application for a declaration of eligibility on a project is not received by December 31, 1971, the project will not be eligible for a loan under this agreement.

#### 12. *Publicity:*

The parties hereto agree that:

1. Where the Corporation has issued to the Québec Corporation a declaration of eligibility in respect of a project and where the Québec Corporation has granted

pour la réalisation dudit projet, un communiqué de presse préparé à la fois au nom du ministre provincial de qui relève la Société du Québec et du ministre fédéral responsable de la Société, doit être publié. La Société du Québec doit donner à la Société un préavis d'au moins 48 heures de son intention de publier le communiqué de presse.

2. Chaque communiqué de presse sera publié simultanément à Québec et à Ottawa.

3. Chaque communiqué de presse doit contenir toute l'information de base relativement au projet et inclure, sans limiter la portée générale de ce qui précède :

a) un énoncé de l'étendue de la participation financière des gouvernements du Canada et du Québec respectivement;

b) un énoncé de la participation de la municipalité ou de la corporation sans but lucratif qui est intéressée au projet, et

c) l'identification de la Société et de la Société du Québec en rapport au projet de même que l'identification des législations fédérales et provinciales en vertu desquelles le projet a été approuvé.

4. La Société du Québec verra à ce que l'emprunteur installe sur l'emplacement de chaque projet une enseigne dans les deux langues dont la conception et les caractéristiques seront acceptables aux deux parties.

5. Chaque enseigne qui sera érigée sur l'emplacement d'un projet devra :

a) spécifier la nature du projet;

b) signaler la participation des gouvernements du Canada et du Québec respectivement;

c) signaler la participation de la municipalité ou de la corporation sans but lucratif intéressée au projet;

d) identifier la Société et la Société du Québec en rapport au projet.

6. La Société du Québec verra à ce que soit installée dans un projet, de manière permanente, une plaque commémorative de bronze, dont la conception et les caractéristiques seront acceptables aux deux parties.

7. Chaque plaque commémorative doit :

a) porter, gravé à sa face, un énoncé établissant que l'édifice a été construit grâce à la collaboration des gouvernements du Canada et du Québec, respectivement, et

b) être apposée à l'intérieur d'un bâtiment.

8. Au cours de la construction d'un projet, au moment que la Société du Québec jugera approprié, une cérémonie officielle d'inauguration par les deux parties aura lieu, le ministre provincial responsable de la Société du Québec et le ministre fédéral de qui relève la Société devront respectivement être invités à participer à chaque cérémonie.

9. Les voies et moyens d'effectuer la publicité et les communiqués destinés au public devront être revus à intervalles réguliers.

10. Les coûts de toute publicité conjointe faite par la Société du Québec et la Société ou pour elles, relativement à chaque projet, seront partagés également entre les parties.

a loan for the carrying out of said project a news release, made jointly in the names of the provincial and federal Ministers responsible for the activities of the Québec Corporation and the Corporation respectively, shall be issued. The Québec Corporation shall provide the Corporation with notice not later than 48 hour prior to the date of the intended news release.

2. Each news release shall be made simultaneously in the Cities of Québec and Ottawa.

3. Each news release shall contain all basic information in respect of the project including, without limiting the generality of the foregoing:

(a) reference to the extent of the financial participation of the Governments of Canada and Québec respectively;

(b) reference to the participation of the municipality or non-profit corporation involved in the project, and

(c) identification of the Corporation and the Québec Corporation with the project and the federal and provincial legislation under which the project has been approved.

4. The Québec Corporation will cause the borrower to erect on the site of each project a bilingual sign in accordance with a design and specifications acceptable to both parties.

5. Each sign to be erected on the site of a project shall:

(a) identify the nature of the project;

(b) make reference to the participation of the Governments of Canada and Québec respectively;

(c) make reference to the participation of the municipality or non-profit corporation involved in the project;

(d) identify the Québec Corporation and the Corporation with the project.

6. The Québec Corporation will cause to be erected on the site of a project a permanent bronze plaque in accordance with a design and specifications acceptable to both parties.

7. Each bronze plaque shall:

(a) be engraved with a statement that the building has been erected through the cooperation of the Governments of Canada and Québec, and

(b) be installed in the interior of a building.

8. At such time during the course of construction of the project as may be deemed by the Québec Corporation to be deemed by the Québec Corporation to be appropriate, a formal ceremonial event shall be held and involve both parties; the provincial and federal Ministers responsible for the activities of the Québec Corporation and the Corporation, respectively, shall be invited to participate in each ceremonial event.

9. The means and methods of public announcements shall be reviewed by the parties at regular intervals.

10. The costs relating to any point publicity made or caused to be made by the Québec Corporation and the Corporation in respect to each project shall be shared equally between the parties.

13. *Conservation des documents:*

Tous les documents, pièces justificatives, dossiers et comptes se rapportant au coût de la construction, de l'acquisition, de l'amélioration ou de la transformation d'un projet devront être conservés pendant au moins sept ans à compter de la date de parachèvement de ce projet.

14. Les parties à la présente convention ont pris acte d'une décision des premiers ministres du Canada et du Québec de mettre sur pied un comité composé de représentants des deux gouvernements afin d'entreprendre un examen des mécanismes et procédures pour améliorer leur collaboration relativement à un ensemble d'activités dans le domaine de l'habitation et des questions urbaines connexes, y compris un examen de la présente convention effectué, entre autres objectifs, dans le but de préciser davantage les modes de coopération entre la Société et la Société du Québec sous l'empire de ladite convention.

Les parties ont aussi pris note que l'examen de la présente convention, qui doit être complété avant son renouvellement ou avant la signature de toute convention similaire subséquente, sera sans préjudice à la présente convention.

Signé à Montréal, ce 21<sup>e</sup> jour de décembre 1970.  
Société centrale d'hypothèques et de logement.

H. W. HIGNETT,  
*Président.*  
ALAIN DE C NANTEL,  
*Témoin.*  
J. G. VERMETTE,  
*Témoin.*  
J. LUPIEN.

Société d'habitation du Québec.

HENRI DION,  
*Président.*  
JACQUES BERNIER,  
*Témoin.*  
W. E. SCOTT,  
*Témoin.*

38012-0

RICHARD VALOIS.

13. *Retention of documents:*

All documents, vouchers, records and accounts pertaining to the cost of construction, purchase, improvement or conversion of a project will be retained for not less than seven years from the date of completion of that project.

14. The parties to this agreement noted the decision by the Prime Minister of Canada and the Prime Minister of Québec to establish a committee of representatives of both governments for the purpose of carrying out a review of the machinery and procedures to improve their cooperation in respect of a broad range of activities in the field of housing and related urban matters, including a review of this agreement, with a view, *inter alia*, to clarifying further the methods of cooperation between the Corporation and the Québec Corporation thereunder.

The parties hereto also noted that the review of this agreement which is to be completed before it is renewed or before the signing of any subsequent similar agreement, will be without prejudice to this agreement.

Signed at Montreal, this 21st day of December, 1970.  
Central Mortgage and Housing Corporation.

H. W. HIGNETT,  
*President.*  
ALAIN DE C NANTEL,  
*Witness.*  
J. G. VERMETTE,  
*Witness.*  
J. LUPIEN.

Québec Housing Corporation.

HENRI DION,  
*President.*  
JACQUES BERNIER,  
*Witness.*  
W. E. SCOTT,  
*Witness.*

RICHARD VALOIS.

38012-0

## Régie des Marchés Agricoles du Québec

### Plan conjoint des producteurs de lait fournisseurs à la Crémierie Révélation Inc.

Prenez avis que suite à une demande de l'Office des producteurs de lait fournisseurs à la Crémierie Révélation Inc. en vue de modifier le texte du plan conjoint qu'il est chargé d'appliquer, la Régie a ordonné la tenue d'un référendum auprès de tous les producteurs intéressés.

Ce référendum aura lieu du 14 janvier au 16 février 1971 et la Régie fera parvenir aux producteurs dans les délais requis le texte des modifications proposées et un bulletin de vote.

Montréal, le 23 décembre 1970.

Régie des marchés agricoles du Québec.  
*Le secrétaire,*

38036-0

(Me) GILLES LE BLANC.

## Québec Agricultural Marketing Board

### The Crémierie Révélation Inc. Milk Producers-Suppliers Joint Plan

Take note that following an application made by the Milk Producers Suppliers' Board to the Crémierie Révélation Inc. in view of modifying the text of the joint plan which it has the responsibility of administering, the Board has called for a reference to be held for all producers concerned.

The referendum will be held from January 14 to February 16, 1971 and the Board will submit to the producers within the required time the text of the proposed amendments and a voting paper.

Montreal, December 23, 1970.

Québec Agricultural Marketing Board.  
*(Me) GILLES LE BLANC,*

*Secretary.*

38036

**Plan conjoint des producteurs-fournisseurs de lait de J. J. Joubert ltée de Nicolet**

Prenez avis que suite à une demande du Syndicat des producteurs-fournisseurs de lait de J. J. Joubert Ltée de Nicolet en vue de modifier le texte du plan conjoint qu'il est chargé d'appliquer, la Régie a ordonné la tenue d'un référendum auprès de tous les producteurs intéressés.

Ce référendum aura lieu du 14 janvier au 16 février 1971 et la Régie fera parvenir aux producteurs dans les délais requis le texte des modifications proposées et un bulletin de vote.

Montréal, le 23 décembre 1970.

Régie des marchés agricoles du Québec.

*Le secrétaire,*

38036-o

(Mc) GILLES LE BLANC.

**The J. J. Joubert Ltd., Nicolet, Milk Producers' Joint Plan**

Take note that following an application made by the Milk Producers Suppliers' Syndicate of J. J. Joubert Ltée de Nicolet in view of modifying the text of the joint plan which it has the responsibility of administering, the Board has called for a referendum to be held for all producers concerned.

This referendum will be held from January 14 to February 16, 1971 and the Board will submit to the producers within the required time the text of the proposed amendments and a voting paper.

Montreal, December 23, 1970.

Québec Agricultural Marketing Board.

(Mc) GILLES LE BLANC,

38036

*Secretary.*

**Soumissions — Demandes de**

**Tenders — Requests for**

**Cité de Jonquière  
Comté de Jonquière**

**City of Jonquière  
County of Jonquière**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le sous-signé Lionel Harvey, greffier, Hôtel de ville, 320, rue St-Dominique, Jonquière, comté de Jonquière, P.Q., jusqu'à 4 heures de l'après-midi, lundi, le 25 janvier 1971, pour l'achat de \$1,049,000 d'obligations de la cité de Jonquière, comté de Jonquière, datées du 1er février 1971 et remboursables en série du 1er février 1972 au 1er février 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er février 1971.

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mr. Lionel Harvey, clerk, City Hall, 320 St-Dominique Street, Jonquière, county of Jonquière, P.Q., up to 4:00 p.m., Monday, January 25, 1971, for the purchase of \$1,049,000 worth of bonds for the city of Jonquière, county of Jonquière, dated February 1, 1971 and redeemable serially from February 1, 1972 to February 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not inferior to 8½%, nor superior to 9½%, payable semi-annually on February 1 and August 1 of each year. The interest rate may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from February 1, 1971.

**Tableau d'amortissement — \$1,049,000 — 10 ans**

Année	Capital
1er février 1972	\$ 81,000
1er février 1973	85,000
1er février 1974	91,000
1er février 1975	95,000
1er février 1976	100,000
1er février 1977	106,000
1er février 1978	113,000
1er février 1979	119,000
1er février 1980	126,000
1er février 1981	133,000

**Table of redemption — \$1,049,000 — 10 years**

Year	Capital
February 1, 1972	\$ 81,000
February 1, 1973	85,000
February 1, 1974	91,000
February 1, 1975	95,000
February 1, 1976	100,000
February 1, 1977	106,000
February 1, 1978	113,000
February 1, 1979	119,000
February 1, 1980	126,000
February 1, 1981	133,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront

Please note that tenders are requested for redeemable bonds in accordance with the above table only, and that offers made for short-term bonds will not taken

faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Jonquière.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 474 — \$20,500 — renouvellement d'emprunt; 476 — \$968,500 — renouvellement d'emprunt; 760 — \$60,000 — frais de refinancement des règlements Nos 474 et 476.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 25 janvier 1971, à 4 heures de l'après-midi, Hôtel de ville, 320, rue St-Dominique, Jonquière, comté de Jonquière, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Jonquière (Comté de Jonquière), ce 28 décembre 1970.

*Le greffier,*  
LIONEL HARVEY.

Hôtel de ville, 320, rue St-Dominique,  
Jonquière (Jonquière), P.Q.

Téléphone: 542-4127, code 418.

38006-0

### Sainte-Thérèse-de-Lisieux

Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le sous-signé Camille Drapeau, secrétaire-trésorier, Bureau de la corporation, 111A, avenue Sainte-Thérèse, Sainte-Thérèse-de-Lisieux, comté de Québec, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 27 janvier 1971, pour l'achat de \$112,500 d'obligations de Sainte-Thérèse-de-Lisieux, comté de Québec, datées du 1<sup>er</sup> février 1971 et remboursable par série du 1<sup>er</sup> février 1972 au 1<sup>er</sup> février 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1<sup>er</sup> février et 1<sup>er</sup> août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1<sup>er</sup> février 1971.

into consideration. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Jonquière.

Capital and accrued interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued in accordance with the following by-laws: 474 — \$20,500 — loan renewal; 476 — \$968,500 — loan renewal; 760 — \$60,000 — refinancing of by-laws Nos. 474 and 476.

The tenders shall be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, January 25, 1971, at 4:00 p.m., City Hall, 320 St-Dominique Street, Jonquière, Jonquière County, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Jonquière (County of Jonquière), December 28, 1970.

LIONEL HARVEY,  
Clerk.

City Hall, 320 St-Dominique Street,  
Jonquière (Jonquière), P.Q.

Telephone: 542-4127, code 418.

38006

### Sainte-Thérèse-de-Lisieux

County of Québec

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Mr. Camille Drapeau, Secretary-Treasurer, Office of the Corporation, 111A Sainte-Thérèse Avenue, Sainte-Thérèse-de-Lisieux, county of Québec, P.Q., until 8:00 p.m., Wednesday, January 27, 1971, for the purchase of a bond issue of \$112,500, bonds of Sainte-Thérèse-de-Lisieux, county of Québec, dated February 1, 1971, and redeemable serially from February 1, 1972 to February 1, 1991 inclusively, with interest at a rate of not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on February 1st and August 1st each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from February 1, 1971.

Tableau d'amortissement — \$112,500 — 20 ans

Année	Capital
1er février 1972.....	\$ 1,500
1er février 1973.....	1,500
1er février 1974.....	1,500
1er février 1975.....	1,500
1er février 1976.....	1,500
1er février 1977.....	2,000
1er février 1978.....	2,000
1er février 1979.....	2,000
1er février 1980.....	2,000
1er février 1981.....	3,000
1er février 1982.....	3,000
1er février 1983.....	4,000
1er février 1984.....	4,000
1er février 1985.....	4,000
1er février 1986.....	4,500
1er février 1987.....	5,000
1er février 1988.....	5,500
1er février 1989.....	6,000
1er février 1990.....	6,500
1er février 1991.....	51,500

Table of redemption — \$112,500 — 20 years

Year	Capital
February 1, 1972.....	\$ 1,500
February 1, 1973.....	1,500
February 1, 1974.....	1,500
February 1, 1975.....	1,500
February 1, 1976.....	1,500
February 1, 1977.....	2,000
February 1, 1978.....	2,000
February 1, 1979.....	2,000
February 1, 1980.....	2,000
February 1, 1981.....	3,000
February 1, 1982.....	3,000
February 1, 1983.....	4,000
February 1, 1984.....	4,000
February 1, 1985.....	4,000
February 1, 1986.....	4,500
February 1, 1987.....	5,000
February 1, 1988.....	5,500
February 1, 1989.....	6,000
February 1, 1990.....	6,500
February 1, 1991.....	51,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

- 1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.
- 2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.
- 3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.
- 4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$3,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant les échéances du 1er février 2002 au 1er février 2011 de la partie renouvelable ci-après mentionnée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er février 1991 au montant de \$51,500 comprend un solde de \$44,500 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	Capital
1er février 1992.....	\$2,500
1er février 1993.....	3,000
1er février 1994.....	3,500
1er février 1995.....	3,500
1er février 1996.....	4,000
1er février 1997.....	4,000
1er février 1998.....	4,500
1er février 1999.....	5,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.
2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.
3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.
4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for one part and as 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$3,000, and if greater than the latter amount, said part must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of maturities, the maturities from February 1, 2002 to February 1, 2011 of the renewable part hereinafter mentioned being excluded.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The February 1, 1991 maturity, in the amount of \$51,500, covers a balance of \$44,500 renewable for an additional 20-year period and maturing as follows:

Year	Capital
February 1, 1992.....	\$2,500
February 1, 1993.....	3,000
February 1, 1994.....	3,500
February 1, 1995.....	3,500
February 1, 1996.....	4,000
February 1, 1997.....	4,000
February 1, 1998.....	4,500
February 1, 1999.....	5,000

1er février 2000.....	\$5,500
1er février 2001.....	6,000
1er février 2002.....	200
1er février 2003.....	200
1er février 2004.....	200
1er février 2005.....	300
1er février 2006.....	300
1er février 2007.....	300
1er février 2008.....	300
1er février 2009.....	400
1er février 2010.....	400
1er février 2011.....	400

February 1, 2000.....	\$5,500
February 1, 2001.....	6,000
February 1, 2002.....	200
February 1, 2003.....	200
February 1, 2004.....	200
February 1, 2005.....	300
February 1, 2006.....	300
February 1, 2007.....	300
February 1, 2008.....	300
February 1, 2009.....	400
February 1, 2010.....	400
February 1, 2011.....	400

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beauport.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$51,500 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er février de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 212 — \$12,000 — aqueduc, égouts; 220 — \$5,500 — aqueduc, égouts; 232 — \$50,000 — aqueduc, égouts; 244 — \$45,000 — aqueduc, égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mercredi, le 27 janvier 1971, à 8 heures du soir, Bureau de la corporation, 111A, avenue Ste-Thérèse, Ste-Thérèse-de-Lisieux, comté de Québec, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Thérèse-de-Lisieux (Comté de Québec), ce 28 décembre 1970.

*Le secrétaire-trésorier,*  
CAMILLE DRAPEAU.

Bureau de la corporation, 111A, avenue Ste-Thérèse,  
Ste-Thérèse-de-Lisieux (Comté de Québec), P.Q.  
Téléphone: 661-6119, code 418. 38008-0

**Ville de Saint-Georges-Ouest**  
Comté de Beauce

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le sous-signé Gustave Bourque, greffier, Hôtel de Ville, 1500, boulevard Dionne, Saint-Georges-Ouest, comté de Beauce, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, mardi, le

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par in Beauport.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation, except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$51,500, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on February 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued under the following by-laws: 212 — \$12,000 — aqueduct, sewers; 220 — \$5,500 — aqueduct, sewers; 232 — \$50,000 — aqueduct, sewers; 244 — \$45,000 — aqueduct, sewers.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Wednesday, January 27, 1971, at 8:00 p.m., at the Office of the Corporation, 111A Ste-Thérèse Avenue, Ste-Thérèse-de-Lisieux, county of Québec, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Thérèse-de-Lisieux (County of Québec), December 28, 1970.

CAMILLE DRAPEAU,  
*Secretary-Treasurer.*

Office of the Corporation, 111A Ste-Thérèse Avenue,  
Ste-Thérèse-de-Lisieux (County of Québec), P.Q.  
Telephone: 661-6119, code 418. 38008

**Town of Saint-Georges-West**  
County of Beauce

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for "Bonds" will be received by the undersigned Gustave Bourque, Town Clerk, Town Hall, 1500 Dionne Boulevard, Saint-Georges-West, county of Beauce, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., Monday, January 26, 1971, for the

26 janvier 1971, pour l'achat de \$67,000 d'obligations de la ville de Saint-Georges-Ouest, comté de Beauce, datées du 1er février 1971 et remboursables par série du 1er février 1972 au 1er février 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er février 1971.

Tableau d'amortissement — \$67,000 — 20 ans

Année	Capital
1er février 1972	\$1,000
1er février 1973	1,500
1er février 1974	1,500
1er février 1975	1,500
1er février 1976	1,500
1er février 1977	2,000
1er février 1978	2,000
1er février 1979	2,500
1er février 1980	2,500
1er février 1981	3,000
1er février 1982	3,000
1er février 1983	3,500
1er février 1984	3,500
1er février 1985	4,000
1er février 1986	4,500
1er février 1987	5,000
1er février 1988	5,000
1er février 1989	6,000
1er février 1990	6,500
1er février 1991	7,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

- 1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.
- 2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.
- 3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.
- 4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$7,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er février 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

purchase of an issue of \$67,000 of bonds for the town of Saint-Georges-West, county of Beauce, dated February 1, 1971 and redeemable serially from February 1, 1972 to February 1, 1991 inclusively with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more complete annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from February 1, 1971.

Table of redemption — \$67,000 — 20 years

Year	Capital
February 1, 1972	\$1,000
February 1, 1973	1,500
February 1, 1974	1,500
February 1, 1975	1,500
February 1, 1976	1,500
February 1, 1977	2,000
February 1, 1978	2,000
February 1, 1979	2,500
February 1, 1980	2,500
February 1, 1981	3,000
February 1, 1982	3,000
February 1, 1983	3,500
February 1, 1984	3,500
February 1, 1985	4,000
February 1, 1986	4,500
February 1, 1987	5,000
February 1, 1988	5,000
February 1, 1989	6,000
February 1, 1990	6,500
February 1, 1991	7,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.
2. One to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.
3. One to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.
4. One to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten-year for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, in the case of the last modality, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$7,000, and if higher than the latter amount, the said part must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of maturities excluding the maturity of February 1, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Georges.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$7,000 et seul cet excédant sera rachetable par anticipation au pair le 1<sup>er</sup> février de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement suivant: 249 — \$67,000 — construction d'une piscine et un chalet.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 26 janvier 1971, à 7.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 1500, boulevard Dionne, St-Georges-Ouest, comté de Beauce, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Georges-Ouest (Comté de Beauce), ce 22 décembre 1970.

*Le greffier,*  
GUSTAVE BOURQUE.

Hôtel de Ville, 1500, boulevard Dionne,  
St-Georges-Ouest, (Beauce), P.Q.  
Téléphone: 228-2370, code 418.

38007-0

**Paroisse de Sainte-Julie**  
Comté de Verchères

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Philippe Huard, secrétaire-trésorier, Bureau de la corporation, 649, rue St-Joseph, Ste-Julie, comté de Verchères, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, mardi, le 26 janvier 1971, pour l'achat de \$646,000 d'obligations de la paroisse de Sainte-Julie, comté de Verchères, datées du 15 février 1971 et remboursables par série du 15 février 1972 au 15 février 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 15 février et 15 août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 février 1971.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Saint-Georges.

Capital and accrued interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation save if they were issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount higher than \$7,000 and only this surplus will be redeemable by anticipation, at par, on February 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue in accordance with the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-law: 249 — \$67,000 — construction of a swimming-pool and a cottage.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, January 26, 1971, at 7:30 o'clock p.m., Town Hall, 1500 Dionne Boulevard, Saint-Georges-West, county of Beauce, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Georges-West (County of Beauce), December 22, 1970.

GUSTAVE BOURQUE,  
*Town Clerk.*

Town Hall, 1500 Dionne Boulevard,  
St-Georges-West, (Beauce), P.Q.  
Telephone: 228-2370, code 418.

38007

**Parish of Sainte-Julie**  
County of Verchères

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Philippe Huard, Secretary-Treasurer, Office of the Corporation, 649 St. Joseph Street, Ste-Julie, county of Verchères, P.Q., until 8.30 p.m., on Tuesday, January 26, 1971, for the purchase of an issue of \$646,000 of bonds for the parish of Sainte-Julie, county of Verchères, dated February 15, 1971 and redeemable serially from February 15, 1972 to February 15, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on February 15, and August 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from February 15, 1971.

Tableau d'amortissement — \$646,000 — 20 ans

Année	Capital
15 février 1972.....	\$ 11,000
15 février 1973.....	12,000
15 février 1974.....	13,000
15 février 1975.....	15,000
15 février 1976.....	16,000
15 février 1977.....	18,000
15 février 1978.....	19,000
15 février 1979.....	21,000
15 février 1980.....	21,000
15 février 1981.....	22,000
15 février 1982.....	22,000
15 février 1983.....	22,000
15 février 1984.....	24,000
15 février 1985.....	25,000
15 février 1986.....	27,000
15 février 1987.....	30,000
15 février 1988.....	31,000
15 février 1989.....	32,000
15 février 1990.....	33,000
15 février 1991.....	232,000

Table of redemption — \$646,000 — 20 years

Year	Capital
February 15, 1972.....	\$ 11,000
February 15, 1973.....	12,000
February 15, 1974.....	13,000
February 15, 1975.....	15,000
February 15, 1976.....	16,000
February 15, 1977.....	18,000
February 15, 1978.....	19,000
February 15, 1979.....	21,000
February 15, 1980.....	21,000
February 15, 1981.....	22,000
February 15, 1982.....	22,000
February 15, 1983.....	22,000
February 15, 1984.....	24,000
February 15, 1985.....	25,000
February 15, 1986.....	27,000
February 15, 1987.....	30,000
February 15, 1988.....	31,000
February 15, 1989.....	32,000
February 15, 1990.....	33,000
February 15, 1991.....	232,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

- 1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.
- 2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.
- 3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.
- 4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$23,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 février 2001 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et en devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 février 1991 au montant de \$232,000 comprend un solde de \$197,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	Capital
15 février 1992.....	\$17,000
15 février 1993.....	17,000
15 février 1994.....	17,000
15 février 1995.....	18,000
15 février 1996.....	19,000
15 février 1997.....	21,000
15 février 1998.....	21,000
15 février 1999.....	21,000
15 février 2000.....	23,000
15 février 2001.....	23,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One to 10-year serial bonds with the balance carried over to the tenth year.
2. One to 15-year serial bonds with the balance carried over to the fifteenth year.
3. One to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.
4. One to 10-year serial bonds with the balance carried over 10-year for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, for the latter terms and conditions, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$23,000 and if higher than this latter amount, the said part must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of maturities excluding the maturity of February 15, 2001 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of February 15, 1991 in the amount of \$232,000 includes a balance of \$197,000 renewable for an additional 10-year period, and maturing as follows:

Year	Capital
February 15, 1992.....	\$17,000
February 15, 1993.....	17,000
February 15, 1994.....	17,000
February 15, 1995.....	18,000
February 15, 1996.....	19,000
February 15, 1997.....	21,000
February 15, 1998.....	21,000
February 15, 1999.....	21,000
February 15, 2000.....	23,000
February 15, 2001.....	23,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Boucherville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$232,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 février de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 210 — \$50,000 — aqueduc, égouts, voirie; 218 — \$25,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 225 — \$52,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 226 — \$112,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 227 — \$14,000 — frais de refinancement; 228 — \$238,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 232 — \$35,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 237 — \$120,000 — aqueduc, égouts, voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 26 janvier 1971, à 8.30 heures du soir, Bureau de la corporation, 649, rue St-Joseph, Ste-Julie, comté de Verchères, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Julie (Comté de Verchères), ce 4 janvier 1971.

*Le secrétaire-trésorier,*

PHILIPPE HUARD,

Bureau de la corporation, 649, rue St-Joseph,  
Ste-Julie, (Verchères), P.Q.,

Téléphone: 649-1633, 649-1112, code 514 38037-0

### Ville de Dollard-des-Ormeaux

Comté de Robert Baldwin

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par la sous-signée Madame Lillian L. Lamarche, greffier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, Hôtel de Ville, 4139, boulevard des Sources, Dollard-des-Ormeaux, comté de Robert Baldwin, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Poste de police, 10, rue Sunnysdale, Dollard-des-Ormeaux, comté de Robert Baldwin, P.Q., lundi, le 25 janvier 1970, pour l'achat de \$939,000 d'obligations de la ville de Dollard-des-Ormeaux, comté de Robert Baldwin, datées du 1er février 1971 et remboursables par série du 1er février 1972 au 1er février 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Boucherville.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation save if they were issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount higher than \$232,000, and only this surplus will be redeemable by anticipation, at par, on February 15th of each year for the annual amount repaid to amortize the issue in accordance with the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tenders.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 210 — \$50,000 — aqueduct, sewers, roads; 218 — \$25,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 225 — \$52,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 226 — \$112,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 227 — \$14,000 — refinancing costs; 228 — \$238,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 232 — \$35,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 237 — \$120,000 — aqueduct, sewers, roads.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, January 26, 1971, at 8.30 p.m., at the Office of the Corporation, 649 St. Joseph Street, Ste-Julie, county of Verchères, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Julie (County of Verchères), January 4, 1971.

PHILIPPE HUARD,

*Secretary-Treasurer.*

Office of the Corporation, 649 St. Joseph Street,  
Ste-Julie, (Verchères), P.Q.,

Telephone: 649-1633, 649-1112, code 514. 38037

### Town of Dollard-des-Ormeaux

County of Robert Baldwin

Notice is given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Mrs. Lillian L. Lamarche, Town Clerk, until 5:00 o'clock p.m., Town Hall, 4139 des Sources Boulevard, Dollard-des-Ormeaux, county of Robert Baldwin, P.Q., and afterwards until 8:00 o'clock p.m., Police Station, 10 Sunnysdale St., Dollard-des-Ormeaux, county of Robert Baldwin, P.Q., on Monday, January 25, 1971, for the purchase of an issue of \$939,000 of bonds for the town of Dollard-des-Ormeaux, county of Robert Baldwin, dated February 1, 1971 and redeemable serially from February 1, 1972 to February 1, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used the amount issued at each different rate must cover

chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er février 1971.

Tableau d'amortissement — \$939,000 — 20 ans

Année	Capital
1er février 1972.....	\$14,000
1er février 1973.....	15,000
1er février 1974.....	16,000
1er février 1975.....	17,000
1er février 1976.....	19,000
1er février 1977.....	20,000
1er février 1978.....	22,000
1er février 1979.....	24,000
1er février 1980.....	26,000
1er février 1981.....	27,000
1er février 1982.....	29,000
1er février 1983.....	32,000
1er février 1984.....	34,000
1er février 1985.....	37,000
1er février 1986.....	40,000
1er février 1987.....	42,000
1er février 1988.....	46,000
1er février 1989.....	49,000
1er février 1990.....	53,000
1er février 1991.....	377,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$44,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er février 2001 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er février 1991 au montant de \$377,000 comprend un solde de \$320,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans et échéant comme suit:

Année	Capital
1er février 1992.....	\$22,000
1er février 1993.....	24,000
1er février 1994.....	26,000
1er février 1995.....	28,000

one or several complete annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from February 1, 1971.

Table of redemption — \$939,000 — 20 years

Year	Capital
February 1, 1972.....	\$14,000
February 1, 1973.....	15,000
February 1, 1974.....	16,000
February 1, 1975.....	17,000
February 1, 1976.....	19,000
February 1, 1977.....	20,000
February 1, 1978.....	22,000
February 1, 1979.....	24,000
February 1, 1980.....	26,000
February 1, 1981.....	27,000
February 1, 1982.....	29,000
February 1, 1983.....	32,000
February 1, 1984.....	34,000
February 1, 1985.....	37,000
February 1, 1986.....	40,000
February 1, 1987.....	42,000
February 1, 1988.....	46,000
February 1, 1989.....	49,000
February 1, 1990.....	53,000
February 1, 1991.....	377,000

Moreover, only the following terms and conditions shall be considered:

1. One to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten year for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the latter method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$44,000 and if higher than the latter amount, said part must comprise only one or several complete annual amortizations taking into account the tables of redemption appearing in this notice and starting with the last years of maturities, excluding the maturity of February 1, 2001 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of February 1, 1991 in the amount of \$377,000 includes a balance of \$320,000 renewable for an additional 10-year period and maturing as follows:

Year	Capital
February 1, 1992.....	\$22,000
February 1, 1993.....	24,000
February 1, 1994.....	26,000
February 1, 1995.....	28,000

1er février 1996 .....	\$30,000	February 1, 1996 .....	\$30,000
1er février 1997 .....	33,000	February 1, 1997 .....	33,000
1er février 1998 .....	35,000	February 1, 1998 .....	35,000
1er février 1999 .....	38,000	February 1, 1999 .....	38,000
1er février 2000 .....	40,000	February 1, 2000 .....	40,000
1er février 2001 .....	44,000	February 1, 2001 .....	44,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Dollard-des-Ormeaux.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$377,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er février de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 341 — \$166,800 — aqueduc, égouts; 348 — \$180,000 — aqueduc, égouts, voirie; 349 (414) — \$50,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 360 — \$160,600 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 364 — \$94,000 — éclairage; 366 — \$122,000 — services récréatifs et communautaires; 368 — \$100,000 — aqueduc, égouts, etc.; 369 — \$32,600 — voirie, etc.; 370 — \$33,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 25 janvier 1971, à 8 heures du soir, Poste de police, 10, rue Sunnysdale, Dollard-des-Ormeaux, comté de Robert Baldwin, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Dollard-des-Ormeaux (Comté de Robert Baldwin), ce 29 décembre 1970.

*Le greffier,*

MADAME LILLIAN L. LAMARCHE.

Hôtel de Ville, 4139, boulevard des Sources,

Dollard-des-Ormeaux (Robert Baldwin), P.Q.

Téléphone: 684-1010, code 514.

38026-o

**Les Commissaires d'écoles protestants  
pour la municipalité de Greater St. Martin  
Comté de Laval**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné R. A. R. Todd, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures p.m., Bureau de la commission, 4351, Notre-Dame Ouest, Ville de Laval, (Chomedey), P.Q., et par après jusqu'à 8 heures p.m., École Churchill, 265, rue Bladen,

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Dollard-des-Ormeaux.

Capital and accrued interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation save if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount higher than \$377,000 and only this surplus will be redeemable by anticipation, at par, on February 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue in accordance with the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 341 — \$166,800 — aqueduc, sewers; 348 — \$180,000 — aqueduct, sewers, roads; 349 (414) — \$50,000 — aqueduct, sewers, roads etc.; — 360 — \$160,600 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 364 — \$94,000 — lighting; 366 — \$122,000 — recreational and communal services; 368 — \$100,000 — aqueduct, sewers, etc.; 369 — \$32,600 — roads, etc.; 370 — \$33,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, January 25, 1971, at 8:00 o'clock p.m., Police Station, 10 Sunnysdale Street, Dollard-des-Ormeaux, county of Robert Baldwin, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Dollard-des-Ormeaux (County of Robert Baldwin), December 29, 1970.

MRS. LILLIAN L. LAMARCHE,  
*Town Clerk.*

Town Hall, 4139 des Sources Boulevard,  
Dollard-des-Ormeaux (Robert Baldwin), P.Q.

Telephone: 684-1010, code 514.

38026

**The Protestant School Commissioners  
for the Municipality of Greater St. Martin  
County of Laval**

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Mr. R. A. R. Todd, Secretary-Treasurer, until 5:00 p.m., at the Office of the Board, 4351 Notre-Dame West, city of Laval (Chomedey), P.Q., and thereafter until 8:00 p.m., at Churchill School, 265 Bladen Street, city of Laval (Chomedey),

Ville de Laval, (Chomedey), P.Q., lundi, le 25 janvier 1971, pour l'achat de \$798,500 d'obligations des commissaires d'écoles protestants pour la municipalité de Greater St. Martin, comté de Laval, datées du 15 février 1971 et remboursables en série du 15 février 1972 au 15 février 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 15 février et 15 août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 février 1971.

Tableau d'amortissement — \$798,500 — 20 ans

Année	Capital
15 février 1972.....x	\$58,500
15 février 1973.....x	64,000
15 février 1974.....x	70,000
15 février 1975.....x	77,000
15 février 1976.....x	84,000
15 février 1977.....x	92,000
15 février 1978.....	13,000
15 février 1979.....	14,000
15 février 1980.....	16,000
15 février 1981.....	17,000
15 février 1982.....	19,000
15 février 1983.....	21,000
15 février 1984.....	22,000
15 février 1985.....	25,000
15 février 1986.....	27,000
15 février 1987.....	30,000
15 février 1988.....	32,000
15 février 1989.....	35,000
15 février 1990.....	39,000
15 février 1991.....	43,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'une subvention de construction de \$528,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en 6 versements de \$88,000 de 1972 à 1977 inclusivement, seront appliqués au service de cet emprunt. Les versements effectués à même cette subvention seront déposés durant les années précitées entre les mains du ministre des Finances en vue de compléter les sommes nécessaires pour acquitter en totalité le service de la dette sur cette émission conformément aux dispositions du bill 64.

Les commissaires d'écoles protestants pour la municipalité de Greater St. Martin, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (17 Eliz. II, Bill 64, sanctionné le 5 juillet 1968), demanderont au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire (y compris celles indiquées ci-haut), le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

P.Q., Monday, January 25, 1971, for the purchase of a bond issue of \$798,500, bonds of the Protestant School Commissioners for the municipality of Greater St. Martin, county of Laval, dated February 15, 1971 and redeemable serially from February 15, 1972 to February 15, 1991 inclusively, with interest at a rate of not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on February 15th and August 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from February 15, 1971.

Table of redemption — \$798,500 — 20 years

Year	Capital
February 15, 1972.....x	\$58,500
February 15, 1973.....x	64,000
February 15, 1974.....x	70,000
February 15, 1975.....x	77,000
February 15, 1976.....x	84,000
February 15, 1977.....x	92,000
February 15, 1978.....	13,000
February 15, 1979.....	14,000
February 15, 1980.....	16,000
February 15, 1981.....	17,000
February 15, 1982.....	19,000
February 15, 1983.....	21,000
February 15, 1984.....	22,000
February 15, 1985.....	25,000
February 15, 1986.....	27,000
February 15, 1987.....	30,000
February 15, 1988.....	32,000
February 15, 1989.....	35,000
February 15, 1990.....	39,000
February 15, 1991.....	43,000

The letter "x" indicates the years during which annual instalments on a \$528,000 construction grant issued by the Provincial Government and payable in 6 instalments of \$88,000 each, from 1972 to 1977 inclusively, will be applied to the service of the said loan. Payments made from the grant shall be deposited during the aforesaid years, in the hands of the Minister of Finance to complete the sums necessary to pay in full the service of the debt on the said issue, pursuant to the provisions of bill 64.

The Protestant School Commissioners for the municipality of Greater St. Martin, availing themselves of section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (17 Elizabeth II, bill 64, assented to the 5th day of July, 1968) will apply to the Minister of Education to effect, out of the grants to be awarded by him annually to the said school board (including those indicated above), the deposit in trust, in the hands of the Minister of Finance, of amounts sufficient to pay totally the principal and interest of the present bond issue, and of any renewal thereof, if requested.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1<sup>o</sup> Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2<sup>o</sup> Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3<sup>o</sup> Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4<sup>o</sup> Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$43,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 février 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$43,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 février de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu de la résolution d'emprunt daté du 13 juillet 1970 — \$798,500 — construction d'une école élémentaire à Ste-Dorothée.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 25 janvier 1971, à 8 heures du soir, École Churchill, 265, rue Bladen, Ville de Laval, (Chomedey), P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions. Laval, ce 30 décembre 1970.

*Le secrétaire-trésorier,*  
R. A. R. TODD.

Bureau de la commission,  
4351, Notre-Dame Ouest,  
Ville de Laval, (Chomedey), P.Q.  
Téléphone: 688-6440, code 514.

38011-o

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for one part and as 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$43,000, and if greater than the latter amount, said part must only comprise one of several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, the 15th of February, 1991 maturity being excluded.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par in Laval.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$43,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on February 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued under the loan resolution of July 13, 1970 — \$798,500 — building of an elementary school in Sainte-Dorothée.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held Monday, January 25, 1971, at 8:00 p.m., at Churchill School, 265 Bladen Street, city of Laval (Chomedey), P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Laval (County of Chomedey), December 30, 1970.

R. A. R. TODD,  
*Secretary-Treasurer.*

Office of the Board,  
4351 Notre-Dame West,  
City of Laval (Chomedey), P.Q.  
Telephone: 688-6440, code 514.

38011

**Ministère des  
Affaires municipales**

**Department of  
Municipal Affairs**

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L. S.]

ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

**Lettres patentes**

ATTENDU QUE, sous l'autorité de la Loi des cités et villes, (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), le conseil municipal de la paroisse de Saint-Henri-de-Mascouche, comté de l'Assomption, régi par le Code municipal de la province de Québec, nous a présenté, conformément à une résolution adoptée à sa session du 16 novembre 1970, une requête demandant que le territoire de ladite paroisse de Saint-Henri-de-Mascouche, comté de l'Assomption, tel que décrit dans la description officielle du ministère des terres et forêts, en date du 22 septembre 1970, soit érigé en une municipalité de ville comprenant six quartiers représentés par un maire et six conseillers municipaux;

ATTENDU QU'EN VERTU DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 12 DE LA LOI DES CITÉS ET VILLES, (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), le lieutenant-gouverneur en conseil peut ériger, par lettres patentes, le territoire d'une municipalité régie par le code municipal de la province de Québec en municipalité de ville s'il contient une population d'au moins deux mille âmes;

ATTENDU QUE LA POPULATION DE LA MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE SAINT-HENRI-DE-MASCOUCHE EST DE SIX MILLE CENT ÂMES;

ATTENDU QU'IL Y A LIEU DE FAIRE DROIT À CETTE REQUÊTE DE LA CORPORATION MUNICIPALE DE ST-HENRI-DE-MASCOUCHE.

À CES CAUSES, sachez que du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 4552, en date du 9 décembre 1970, et conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons:

QUE LE TERRITOIRE SUIVANT, à savoir:

Le territoire actuel de la municipalité de la paroisse de Saint-Henri-de-Mascouche, dans le comté de l'Assomption, comprenant en référence au cadastre officiel de ladite paroisse les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, routes, emprise de chemin de fer, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir:

partant du point d'intersection de la ligne nord-ouest du lot 1035 avec le côté nord-est du chemin de la Grande Ligne; de là, successivement, les lignes et démar-

Canada,  
Province of  
Québec.  
[L. S.]

ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

**Letters Patent**

WHEREAS under the Cities and Towns Act, (Revised Statutes, 1964, Chapter 193), the municipal council of the parish of Saint-Henri-de-Mascouche, county of l'Assomption, governed by the Municipal Code of the Province of Québec, presented to Us, pursuant to a resolution adopted at its meeting of November 16, 1970, a petition asking that the territory of the said parish of Saint-Henri-de-Mascouche, county of l'Assomption, as described in the official description of the Department of Lands and Forests, dated September 22, 1970, be erected into a town municipality including six wards represented by a mayor and six municipal councillors;

WHEREAS pursuant to the provisions of Section 12 of the Cities and Towns Act, (Revised Statutes, 1964, Chapter 193), the Lieutenant-Governor in Council may erect, by letters patent, the territory of a municipality governed by the Municipal Code of the Province of Québec into a town municipality if it has a population of at least two thousand souls;

WHEREAS the population of the municipality of the parish of Saint-Henri-de-Mascouche is six thousand one hundred souls;

WHEREAS it is expedient to grant this petition of the municipal corporation of St-Henri-de-Mascouche.

THEREFORE, Know Ye that, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 4552, dated December 9, 1970, and pursuant to the provisions of the Cities and Towns Act, We have decreed and ordered and do hereby decree and order:

THAT the following territory, to wit:

The present territory of the municipality of the parish of Saint-Henri-de-Mascouche, in the county of l'Assomption, including in reference to the official cadastre of the said parish, the lots or parts of lots and their subdivisions, present and future, as well as the roads, streets, routes, railroad right of ways, water courses or parts of the same, the whole enclosed within the limits hereafter described, to wit:

starting at the point of intersection of the northwest line of lot 1035 with the northeast side of Grande Ligne Road; thence, successively, the following lines and

cations suivantes: la ligne nord-ouest des lots 1035, 1127 et 1048; une ligne brisée séparant d'un côté les lots 1049 à 1065 inclusivement des lots 1001, 1000, 999, 998 et 997 de l'autre côté; la ligne nord-ouest des lots 997, 920 et 919; la ligne nord-est des lots 919, 918, 917, 916, 915 et 914; partie de la ligne nord-ouest, la ligne nord-est et partie de la ligne sud-est du lot 913 jusqu'à la ligne nord-est du lot 912; la ligne nord-est des lots 912, 911 et 910; partie de la ligne sud-est dudit lot 910 jusqu'à la ligne nord-est du lot 908; la ligne nord-est dudit lot 908; une ligne brisée limitant vers le nord-ouest les lots 908, 907, 906, 873, 872, 905, 697, 696 et 695; la ligne nord-est des lots 695, 684, 677, 674, 666, 658, 651 et partie de la ligne nord-est du lot 641 jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 573; la ligne nord-ouest des lots 573 et 572; la ligne nord-est du lot 572 et partie de la ligne nord-est du lot 570 jusqu'à la ligne nord du lot 207; partie de la ligne nord dudit lot 207 jusqu'à la ligne ouest du lot 213; les lignes ouest et nord du lot 213; partie de la ligne nord du lot 212 jusqu'à la ligne ouest du lot 214; ladite ligne ouest du lot 214; une ligne brisée limitant vers l'ouest et le sud le lot 215; la ligne nord des lots 215 et 216; la ligne est des lots 215, 214, 212, 211, 210, 209, 207, 204, 203, 201, 198, 197, 196, 195 et 194; la ligne nord des lots 1, 2 et 1131 (emprise d'un chemin de fer); la ligne est des lots 1, 3, 4, 5, 7, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 21, 22, 24, 27, 28, 29, 31 à 35 inclusivement, 37, 38, 40, 41, 42, 44, 45, 47 à 53 inclusivement, 57, 58, 59, 60, 61, 63, 65, 67, 69, 71, 72, 73, 77, 78, 79, 84, 85, 86, 89, 90, 91, 96, 97, 98, 100 et 102; la ligne sud des lots 103 et 105; partie de la ligne est du lot 150 et la ligne est des lots 148, 147, 145, 142, 139, 137, 136, 134, 131, 130, 129, 127, 128, 125, 122, 120 et 118; partie de la ligne sud du lot 118 jusqu'à la ligne est du lot 115; la ligne est des lots 115, 114 et 110; une ligne brisée limitant vers l'est et la sud-est les lots 109, 107 et 106, le dernier tronçon prolongé jusqu'à la ligne médiane de la rivière Mascouche; la ligne médiane de ladite rivière en allant vers le sud jusqu'au prolongement de la ligne sud du lot 376; ledit prolongement et la ligne sud des lots 376, 377, 1131 (emprise d'un chemin de fer), 378, 380, 381, 382, 383, 779, 781, 781e, 781f, 781g, 782, 783, 784, 785, 786 et 788; enfin le côté nord-est du chemin de la Grande Ligne en allant vers le nord-ouest jusqu'au point de départ;

soit érigé en une municipalité de ville sous le nom de « ville de Mascouche »;

QUE le conseil municipal de cette ville soit composé d'un maire et de six conseillers municipaux et qu'elle comprenne six quartiers;

QUE l'endroit de la première session générale du conseil de cette municipalité soit la salle du conseil de l'ancienne paroisse.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ANDRÉ TASCHEREAU, LL. D., D.C.L., administrateur du gouvernement de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce neuvième

demarcations: the northwest line of lots 1035, 1127 and 1048; a broken line separating on one side lots 1049 to 1065 inclusively from lots 1001, 1000, 999, 998 and 997 on the other side; the northwest line of lots 997, 920 and 919; the northeast line of lots 919, 918, 917, 916, 915 and 914; part of the northwest line, the northeast line and part of the southeast line of lot 913 to the northeast line of lot 912; the northeast line of lots 912, 911 and 910; part of the southeast line of said lot 910 to the northeast line of lot 908; the northeast line of said lot 908; a broken line limiting on the northwest lots 908, 907, 906, 873, 872, 905, 697, 696 and 695; the northeast line of lots 695, 684, 677, 674, 666, 658, 651 and part of the northeast line of lot 641 to the northwest line of lots 573 and 572; the northeast line of lot 572 and part of the northeast line of lot 570 to the north line of lot 207; part of the north line of said lot 207 to the west line of lot 213; the west and north lines of lot 213; part of the north line of lot 212 to the west line of lot 214; the said west line of lot 214; a broken line limiting on the west and south of lot 215; the north line of lots 215 and 216; the east line of lots 215, 214, 212, 211, 210, 209, 207, 204, 203, 201, 198, 197, 196, 195 and 194; the north line of lots 1, 2 and 1131 (railroad right of way); the east line of lots 1, 3, 4, 5, 7, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 21, 22, 24, 27, 28, 29, 31 to 35 inclusively, 37, 38, 40, 41, 42, 44, 45, 47 to 53 inclusively, 57, 58, 59, 60, 61, 63, 65, 67, 69, 71, 72, 73, 77, 78, 79, 84, 85, 86, 89, 90, 91, 96, 97, 98, 100 and 102; the south line of lots 103 and 105; part of the east line of lot 150 and the east line of lots 148, 147, 145, 142, 139, 137, 136, 134, 131, 130, 129, 127, 128, 125, 122, 120 and 118; part of the south line of lot 118 to the east line of lot 115; the east line of lots 115, 114 and 110; a broken line limiting on the east and southeast of lots 109, 107 and 106, the last section prolonged to the median line of Mascouche River; the median line of the said river going south to the prolongation of the south line of lot 376; the said prolongation and the south line of lots 376, 377, 1131 (railroad right of way), 378, 380, 381, 382, 383, 779, 781, 781e, 781f, 781g, 782, 783, 784, 785, 786 and 788; finally the northeast side of Grande Ligne Road going northwest to the point of departure;

be erected into a town municipality under the name of "Town of Mascouche";

THAT the municipal council of this town be composed of a mayor and six municipal councillors and that it include six wards;

THAT the first general meeting of the council of this municipality be held in the council hall of the former parish.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., Administrator of the Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this ninth day

jour de décembre en l'année mil neuf cent soixante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-neuvième année.

Par ordre,

LUCIEN DARVEAU,  
Sous-procureur général adjoint.

Avis de l'octroi des lettres patentes ci-dessus est donné conformément aux dispositions de l'article 13 de la Loi de la fusion volontaire des municipalités.

Le sous-ministre des Affaires municipales,  
37974-o RICHARD BEAULIEU.

of December in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy and in the nineteenth year of Our Reign.

By command,

LUCIEN DARVEAU,  
Assistant Deputy Attorney General.

Notice of the granting of the above letters patent is given pursuant to the provisions of section 13 of the Voluntary Amalgamation of Municipalities Act.

37974 RICHARD BEAULIEU,  
Deputy Minister of Municipal Affairs.

**Ventes par Shérifs**

LABELLE

Canada — Province de Québec  
Cour Provinciale — District de Montréal

No 284,361. { JEAN BÉDARD & ASSOCIÉS INC.,  
corps politique légalement constitué  
ayant sa place d'affaires au No 771  
rue Bellechasse, à Montréal, district de Montréal,  
demanderesse; vs EDGAR KIRST, résident et domicilié au No 293 rue Elizabeth, Ville des Deux-Montagnes, district de Terrebonne, défendeur.

« Un emplacement portant le numéro 139, rang F, du cadastre officiel du canton du Clyde, municipalité de La Conception, district judiciaire de Labelle, avec un chalet y érigé, ledit lot numéro 139 appartenant au débiteur Edgar Kirst en vertu d'une lettre patente octroyée le 21 janvier 1964. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement à Mont-Laurier, district de Labelle, VENDREDI, le DIX-NEUVIÈME jour de FÉVRIER 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,  
District de Labelle.

Le shérif intérimaire,  
ROLAND MATTE.  
38013-o

MONTRÉAL

*Fieri Facias de Terris*  
Cour Supérieure — District de Montréal

No 797 727. { GEORGES BOUTCHATZKY, directeur du service d'éducation physique, de la ville de Candiac, district de Montréal, demandeur, vs DE GRANDPRÉ CONSTRUCTION LTD. et CLAUDE DUBOIS, de Saint-Léonard, district de Montréal, défendeurs.

*Description*

« Une partie du lot numéro trois cent vingt-neuf (P. 329) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Rose, mesurant quatre-vingt-seize pieds (96') sur une de ses lignes nord-est, quarante-huit pieds (48')

**Sheriffs' Sales**

LABELLE

Canada — Province of Québec  
Provincial Court — District of Montreal

No. 284,361. { JEAN BÉDARD & ASSOCIÉS INC.,  
body politic legally corporated and  
having its place of business at No. 771  
Bellechasse Street, at Montreal, district of Montreal,  
plaintiff; vs EDGAR KIRST, residing and domiciled at No. 293 Elizabeth Street, town of Two Mountains, district of Terrebonne, defendant.

«A site bearing number 139, range F, on the official cadastre of the township of Clyde, municipality of La Conception, judicial district of Labelle, with a chalet thereon erected, the said lot No. 139 the property of the debtor, Edgar Kirst, in accordance with a letter patent granted January 21, 1964.»

To be sold at the registration office at Mont-Laurier, district of Labelle, FRIDAY, the NINETEENTH day of FEBRUARY, 1971, at TWO o'clock p.m.

Sheriff Office,  
District of Labelle.

ROLAND MATTE,  
Acting Sheriff.  
38013

MONTRÉAL

*Fieri Facias de Terris*  
Superior Court — District of Montreal

No. 797 727. { GEORGES BOUTCHATZKY, Director of Physical Education Service, of the town of Candiac, district of Montreal, plaintiff, vs DE GRANDPRÉ CONSTRUCTION LTD., and CLAUDE DUBOIS, of St-Léonard, district of Montreal, defendants.

*Designation*

«Part of lot number three hundred and twenty-nine (Pt. 329) of the official plan and book of reference of the parish of Ste-Rose, measuring ninety-six feet (96') in one of its northeast lines, forty-eight feet (48') in

sur une de ses lignes nord-ouest, cinq cent cinq pieds (505') sur une autre ligne nord-est, deux cent dix pieds (210') et deux cent vingt-cinq pieds (225') le long d'une ligne brisée au sud-est, sept cent vingt-huit pieds (728') au sud-ouest, et comprenant une superficie de sept arpents (7 arpents); et bornée au nord-ouest par le Chemin de la Belle Rivière, au nord-est, le long de ladite ligne mesurant 96 pieds et au nord-ouest, le long de ladite ligne mesurant 48 pieds par le lot numéro 330 dudit cadastre, au nord-est le long de ladite ligne mesurant 505 pieds par une partie du lot numéro 332, au sud-est le long desdites lignes mesurant 210 pieds et 225 pieds par une autre partie dudit lot numéro 329, et au sud-ouest par une autre partie du lot numéro 329.

Le tout tel qu'il apparaît sur un plan préparé par Alfred Trottier, arpenteur-géomètre, en date du trente et unième jour du mois de mars dix-neuf cent soixante-cinq.

Avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou non apparentes qui s'y rattachent.»

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155, boulevard Je-Me-Souviens, dans la ville de Laval, le ONZIÈME jour de FÉVRIER 1971, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*  
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.  
Montréal, le 21 décembre 1970. 38027

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal

No 796-224. { DESMARAIS ET FRÈRES LIMITEE, corporation légalement constituée ayant son siège social et principale place d'affaire à 240 ouest rue Guizot, à Montréal, district de Montréal, demanderesse, vs Dame MIRIAM HMELNITSKY KERNER, épouse judiciairement séparée de corps et de biens de David Kerner, demeurant à 5590 avenue North Luc, dans la cité de Côte St-Luc, district de Montréal, défendresse.

*Désignation*

« Un emplacement ayant front sur la rue Guizot en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro sept cent cinquante-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro six cent quarante-deux (642-755) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, mesurant cent (100') pieds de largeur par deux cent trente-cinq (235') pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la bâtisse y érigée portant le numéro civique 230 ouest rue Guizot;

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit emplacement.»

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le ONZIÈME jour de FÉVRIER 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*  
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.  
Montréal, 22 décembre 1970. 38028-0

one of its northwest lines, five hundred and five feet (505') in another northeast line, two hundred and ten feet (210') and two hundred and twenty-five feet (225') along a broken line to the southeast, seven hundred and twenty-eight feet (728') to the southwest, and containing a superficial area of seven arpents (7 arps.) and bounded to the northwest by Chemin de la Belle Rivière, to the northeast, along said line measuring 96 feet and to the northwest, along said line measuring 48 feet by lot number 330 of said cadastre, to the northeast along said line measuring 505 feet by the part of lot number 332, to the southeast along said lines measuring 210 feet and 225 feet by another part of said lot number 329, and to the southwest by another part of lot number 329.

The whole as shown upon a plan prepared by Alfred Trottier, Q.L.S., dated the thirty-first of March nineteen hundred and sixty-five;

With all the servitudes active and passive, apparent or non apparent thereon attached.»

To be sold at the registry office of the county of Laval, 155 Je-Me-Souviens Boulevard, in the city of Laval, on the ELEVENTH day of FEBRUARY 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,  
Superior Court, Assistant Sheriff.  
Montreal, December 21, 1970. 38027-0

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court — District of Montreal

No. 796-224. { DESMARAIS ET FRÈRES LIMITEE, corporation legally incorporated having its head office and principal place of business at 240 Guizot Street West, at Montreal, district of Montreal, plaintiff, vs Dame MIRIAM HMELNITSKY KERNER, wife legally separate as to bed and board of David Herner, residing at 5590 North Luc Avenue, in the city of Côte St-Luc, district of Montreal, defendant.

*Description*

«A site fronting on Guizot Street in the city of Montreal, known and designated as being lot number seven hundred and fifty-five of the official subdivision of the original lot number six hundred and forty-two (642-755) on the official plan and reference book of St. Lawrence Parish, measuring one hundred (100') feet wide by two hundred and thirty-five (235') feet deep, English measure more or less.

With the building thereon erected bearing civic number 230 Guizot Street West;

As the whole subsists, with the active and passive servitudes, apparent and unapparent, attached to the said site.»

To be sold at the office of the Prothonotary, Room #129, in the Old Court House, in the city of Montreal, the ELEVENTH day of FEBRUARY, 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,  
Superior Court, Assistant Sheriff.  
Montreal, December 22, 1970. 38028

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal

No 798-585. { MAJOR FINANCE CORP., un corps politique et constitué, ayant son siège social et sa principale place d'affaires à 1255, carré Phillips, en les ville et district de Montréal, demanderesse, vs P.N.L. CONSTRUCTION INC., un corps politique et constitué, ayant son siège social et sa principale place d'affaires à 3896, rue Mance, en la cité de Lafèche, district de Montréal, et L. F. CONSTRUCTION INC., un corps politique et constitué, ayant son siège social et sa principale place d'affaires à 1589 est, Jean Talon, en les ville et district de Montréal, et GIOVANNI LIVORNETTI, constructeur des ville et district de Montréal, et y résidant à 7203, rue Marquette, et HENRI J. BERNARD, constructeur, des ville et district de Montréal et y résidant à 6868, rue St-Denis, défendeurs.

*Description*

« Un certain emplacement situé en la ville de Longueuil et connu et désigné comme étant le lot numéro deux de la resubdivision du lot numéro cent quatreze de la subdivision officielle du lot originaire numéro dix-sept (17-114-2) au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil.

Avec bâtisse y dessus en voie de construction, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, 201 Place Charles Lemoyne, Édifice Montval, dans la ville de Longueuil, le DIXIÈME jour de FÉVRIER 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Cour Supérieure, Montréal, 21 décembre 1970. *Le shérif adjoint,* PAUL ST-MARTIN. 38029-o

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal

No 784 546. { DAME BELLA SCHWARTZ, ménagère, épouse séparée de biens de Louis Leiberman, de la ville et du district de Montréal, demanderesse, contre DAME JACQUELINE LA ROCHELLE, ménagère, épouse séparée de biens de Gaston Poirier, de la ville et du district de Montréal, et ledit GASTON POIRIER, prenant part à cette action pour autoriser son épouse pour autant qu'il est nécessaire, tous deux de la ville et du district de Montréal, et y résidant au 3049, avenue Brighton, défendeurs.

« Un emplacement donnant sur l'avenue Brighton, dans la ville de Montréal, connu comme étant la partie sud-ouest de la subdivision deux cent trente-sept du lot original numéro soixante et un (61-s.o., p. 237) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Côte des Neiges, mesurant cinquante pieds et un pouce en avant, sur l'avenue Brighton, cinquante pieds et trois pouces de largeur en arrière, sur une profondeur de quatre-vingt-seize pieds et neuf pouces sur sa ligne sud-ouest, le tout mesure anglaise et plus ou

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court — District of Montreal

No. 798-585. { MAJOR FINANCE CORP., a body politic and corporate, having its head office and principal place of business at 1255 Phillips Square, in the city and district of Montreal, plaintiff, vs P.N.L. CONSTRUCTION INC., a body politic and corporate, having its head office and principal place of business at 3896 Mance Street, in the city of Lafèche, district of Montreal, and L. F. CONSTRUCTION INC., a body politic and corporate having its head office and principal place of business at 1589 Jean Talon Est, in the city and district of Montreal, and GIOVANNI LIVORNETTI, builder of the city and district of Montreal, and therein residing at 7203 Marquette Street, and HENRI J. BERNARD, builder, of the city and district of Montreal, and therein residing at 6868 St-Denis Street, defendants.

*Description*

“A certain emplacement situated in the town of Longueuil and known and designated as being lot number two of the resubdivision of lot number one hundred and fourteen of the official subdivision of original lot number seventeen (17-114-2) on official plan and book of reference for the parish of Saint-Antoine de Longueuil.

With the building thereon in course of construction, circumstances and dependencies.”

To be sold at the registry office for the county of Chambly, 201 Charles Lemoyne Place, Montval Building, in the town of Longueuil, the TENTH day of FEBRUARY, 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Superior Court, Montreal, December 21, 1970. PAUL ST-MARTIN, Assistant Sheriff. 38029

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court — District of Montreal

No. 784-546. { DAME BELLA SCHWARTZ, housewife, wife separate as to property of Louis Leiberman, of the city and district of Montreal, plaintiff, against DAME JACQUELINE LAROCHELLE, housewife, wife separate as to property of Gaston Poirier, of the city and district of Montreal, and the said GASTON POIRIER, a part of this action for the purpose of authorizing his wife insofar as same may be necessary, both of the city and district of Montreal, and therein residing at 3049 Brighton Avenue, defendants.

“An emplacement fronting on Brighton Avenue, in the city of Montreal, known as being the south-west part of subdivision two hundred and thirty-seven of the original lot number sixty-one (61-s.w. pt. 237) of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte des Neiges, measuring fifty feet and one inch in front, on Brighton Avenue, fifty feet and three inches in width in rear, by a depth of ninety-six feet and nine inches on its south-westerly side line, the whole English measure and more or less, and

moins, et borné comme suit: en avant, au sud-est, par l'avenue Brighton, à l'arrière, au nord-ouest, par le lot No 610225, d'un côté, au nord-est, par le reste ou la portion nord-est dudit lot No 61-237, et de l'autre côté, au sud-ouest, par une partie non subdivisée dudit lot No 61 du même cadastre.

Avec la bâtisse duplex y érigée, portant les numéros 3049 et 3051, avenue Brighton, et dont le mur nord-est est mitoyen.

Ledit immeuble, avec et sujet à une servitude de droit de passage et de vue, sur et en faveur de l'immeuble décrit ci-dessus, ainsi que sur et en faveur de la propriété voisine, au nord-est, telle que créée et décrite plus en détail dans un acte passé devant le notaire S. Senzilet, le 18 octobre 1946, et enregistré à Montréal, sous le numéro 671058.

Telle que ladite propriété existe présentement, avec toutes les servitudes, actives et passives, apparentes et non apparentes, qui s'y rattachent, et aussi les accessoires fixes électriques et autres accessoires et appareils fixés en permanence audit bâtiment par le propriétaire. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, dans la ville de Montréal, le DOUZIÈME jour de FÉVRIER 1971, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif,  
Cour Supérieure,  
Montréal, le 22 décembre 1970. 38031

*Le shérif adjoint,*  
PAUL ST-MARTIN.

bounded as follows: in front, to the south-east by Brighton Avenue; in rear, to the north-west by lot No. 610225, on one side, to the north-east by the remainder or north-easterly portion of said lot No. 61-237, and on the other side to the south-west, by an unsubdivided part of said lot No. 61 of said cadastre.

With the duplex building thereon erected bearing Civic numbers 3049 and 3051 Brighton Avenue, the north-east wall whereof is mitoyen.

The said immovable, with and subject to a servitude of right of passage and of view, as well over and in favour of the immovable above described, as over and in favour of the adjoining property, to the north-east, as created and more fully described in a deed executed before S. Senzilet, Notary, on October 18, 1946, registered in Montreal, under number 671058.

As the said property now subsists, with all the servitudes, active and passive, apparent or unapparent, attached to it, and also the electrical fixtures and other accessories and appliances and attached to said building by the landlord, for a permanency."

To be sold at the Prothonotary's Office, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, the TWELFTH day of FEBRUARY, 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office,  
Superior Court,  
Montreal, December 22, 1970. 38031-o

PAUL ST-MARTIN,  
*Assistant Sheriff.*

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal

No 798-974. { SUN LIFE DU CANADA COMPAGNIE D'ASSURANCE VIE, un corps politique et constitué, ayant son siège social et sa principale place d'affaires en la ville de Montréal, demanderesse, vs ALBERT RAKOVSKY, de 706, Cornwall Drive, ville de Baie d'Urfé, district de Montréal, et les HÉRITIERS DE FEU JESSIE CLAYTON, de son vivant épouse de Maurice Longfield, de son vivant de 706, Cornwall Drive, ville de Baie d'Urfé, district de Montréal, défendeurs.

« Ce certain emplacement ayant façade sur l'avenue Cornwall, en la ville de Baie d'Urfé, province de Québec, connu et désigné comme étant la subdivision numéro deux cent seize du lot originaire numéro trois cent douze (312-216) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Anne dans le comté de Jacques-Cartier; mesurant cent douze pieds de largeur sur une profondeur de cent trente-quatre pieds et neuf dixièmes sur la ligne de côté ouest et cent trente-cinq pieds sur la ligne de côté est; mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la résidence détachée et les bâtisses dessus érigées. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le DIXIÈME jour de FÉVRIER 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,  
Cour Supérieure,  
Montréal, 21 décembre 1970. 38033

*Le shérif adjoint,*  
PAUL ST-MARTIN.

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court — District of Montreal

No. 798-974. { SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city of Montreal, plaintiff, vs ALBERT RAKOVSKY, of 706 Cornwall Drive, town of Baie d'Urfé, district of Montreal, and THE HEIRS OF THE LATE JESSIE CLAYTON, in her lifetime wife of Maurice Longfield, in her lifetime of 706 Cornwall Drive, town of Baie d'Urfé, district of Montreal, defendants.

"That certain emplacement fronting on Cornwall Avenue, in the town of Baie d'Urfé, province of Québec, known and designated as being subdivision number two hundred and sixteen of original lot number three hundred and twelve (312-216) upon the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Anne in the county of Jacques-Cartier; measuring one hundred and twelve feet in width by a depth of one hundred and thirty-four feet and nine tenths of a foot in its western side line and one hundred and thirty-five feet in its eastern side line, English measure and more or less.

With the detached dwelling house and out buildings thereon erected."

To be sold at the Prothonotary's Office, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, the TENTH day of FEBRUARY 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office,  
Superior Court,  
Montreal, December 21, 1970. 38033-o

PAUL ST-MARTIN,  
*Assistant Sheriff.*

*Fieri Facias de Terris*  
Cour Supérieure — District de Montréal

No 797 724. { **PETER SHAPIRO**, comptable agréé,  
de la ville et du district de Mont-  
réal, demandeur, *vs* **THE TAU EPSI-  
LON PHI FRATERNITY INC.**, située au 525 ouest,  
de la rue Prince-Arthur, district de Montréal, défen-  
deresse.

« Ce certain emplacement donnant sur la rue Prince-Arthur ouest, dans la ville de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro quatre de la re-subdivision du lot numéro vingt-huit de la subdivision du lot original numéro mille huit cent vingt et un (1821-28-4) et le lot numéro quatre de la re-subdivision du lot numéro quatre de la subdivision du lot numéro quatre de la subdivision du lot original numéro mille huit cent vingt-deux (1822-4-4) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine.

Avec la bâtisse y érigée portant le numéro 525 de ladite rue Prince-Arthur ouest, et dont les deux murs de côté sont mitoyens avec les propriétés voisines.

Telle que ladite propriété existe présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, dans la ville de Montréal, le ONZIÈME jour de FÉVRIER 1971, à DEUX heures de l'après-midi. ¶

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*  
Cour Supérieure, **PAUL ST-MARTIN.**  
Montréal, le 22 décembre 1970. 38032

*Fieri Facias de Terris*  
Cour Supérieure — District de Montréal

No 791-073. { **TRANS CANADA CREDIT CORP.**  
**LTD.**, une corporation légalement  
constituée, ayant sa principale place d'af-  
faires à Montréal, dit district, demanderesse, *vs* **FRE-  
DERICK CLAYTON**, résidant à 120, rue Lynwood,  
Beaconsfield, district de Montréal, défendeur.

« Un emplacement ayant façade sur Sunset Drive maintenant Lynwood Drive, en la ville de Beaconsfield, connu et désigné comme étant le lot numéro trente-huit de la subdivision du lot originaire numéro trente (30-38) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Pointe-Claire; mesurant quatre-vingt pieds de front (80') sur cent douze pieds et cinq dixièmes de profondeur (112.5'), ayant une superficie de neuf mille pieds carrés (9,000'), le tout de mesure anglaise et plus ou moins.

Ainsi que le tout subsiste présentement avec tous ses droits, membres et appartenances, servitudes actives et passives sans exception de la part du vendeur.

Avec la bâtisse dessus érigée, et portant le numéro civique 120, Lynwood Drive. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le DIXIÈME jour de FÉVRIER 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*  
Cour Supérieure, **PAUL ST-MARTIN.**  
Montréal, 21 décembre 1970. 38034

*Fieri Facias de Terris*  
Superior Court — District of Montreal

No. 797 724. { **PETER SHAPIRO**, Chartered Ac-  
countant, of the city and district  
of Montreal, plaintiff, *vs* **THE TAU  
EPSILON PHI FRATERNITY INC.**, located at 525  
Prince-Arthur Street West, district of Montreal, defend-  
ant.

«That certain emplacement fronting on Prince-Arthur Street West, in the city of Montreal, known and designated as lot number four of the resubdivision of lot number twenty-eight of the subdivision of original lot number one thousand eight hundred and twenty-one (1821-28-4) and lot number four of the resubdivision of lot number four of the subdivision of lot number four of the subdivision of original lot number one thousand eight hundred and twenty-two (1822-4-4) on the official plan and book of reference of the St. Antoine Ward.

With the building thereon erected bearing civic number 525 of said Prince-Arthur Street West, both side walls hereof are mitoyen with the adjoining properties.

As the said property now subsists, with all its rights, members and appurtenances.»

To be sold at the Prothonotary's Office, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, the ELEVENTH day of FEBRUARY 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, **PAUL ST-MARTIN,**  
Superior Court, *Assistant Sheriff.*  
Montreal, december 22, 1970. 38032-o

*Fieri Facias de Terris*  
Superior Court — District of Montreal

No. 791-073. { **TRANS CANADA CREDIT CORP.**  
**LTD.**, corporation legally incor-  
porated having its principal place of  
business at Montreal, said district, plaintiff, *vs* **FRE-  
DERICK CLAYTON**, residing at 120 Lynwood St.  
Beaconsfield, district of Montreal, defendant.

«An emplacement fronting on Sunset Drive now Lynwood Drive, in the town of Beaconsfield, known and designated as lot number thirty-eight of the subdivision of the original lot number thirty (30-38) on the official plan and book of reference of the parish of Pointe-Claire, measuring eighty feet in front (80') by one hundred and twelve feet and five tenths of a foot in depth (112.5') having a superficial area of nine thousand square feet (9,000') the whole English measure and more or less.

As the whole now subsists with all its rights, members and appurtenances, servitudes active and passive, without exception on the part of the vendor.

With the building thereon erected bearing civic number 120 of said Lynwood Drive.»

To be sold at the Prothonotary's Office, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, the TENTH day of FEBRUARY 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, **PAUL ST-MARTIN,**  
Superior Court, *Assistant Sheriff.*  
Montreal, December 21, 1970. 38034-o

*Fieri Facias de Bonis de Terris*  
Cour Supérieure — District de Montréal

No 633-924. { **T**HÉRÈSE DUBÉ, épouse divorcée de Roméo Beaulieu, usant de ses droits, domiciliée et demeurant en les cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* GROWTH CONSTRUCTION CO., corps politique dûment incorporé sous la Loi des compagnies de la province de Québec, ayant son siège social au numéro 3946 avenue Carlton, des cité et district de Montréal, défenderesse.

*Description*

Un emplacement constitué de lots situé en la Ville de Laval, connu et désigné comme étant les subdivisions:

Cinq cent soixante (560) Ru 5 du lot originaire cent soixante-quatorze (174), ayant une superficie de 62,027' des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, en la cité de Laval;

Cinq cent soixante et un (561) Ru 5 du lot originaire cent soixante-quatorze (174), ayant une superficie de 29,410', des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, en la cité de Laval;

Cinq cent soixante-deux (562) Ru 5 du lot originaire cent soixante-quatorze (174), ayant une superficie de 13,821', des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, en la cité de Laval;

Cinq cent soixante-trois (563) du lot originaire cent soixante-quatorze (174), ayant une superficie de 21,803', des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, en la cité de Laval;

Cinq cent soixante-neuf (569) du lot originaire cent soixante-quatorze (174), ayant une superficie de 7,613', des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, en la cité de Laval;

Cinq cent soixante-dix (570) du lot originaire cent soixante-quatorze (174), ayant une superficie de 7,914', des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, en la cité de Laval;

Cinq cent soixante et onze (571) du lot originaire cent soixante-quatorze (174), ayant une superficie de 6,300', des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, en la cité de Laval;

Cinq cent soixante-douze (572) du lot originaire cent soixante-quatorze (174), ayant une superficie de 7,895', des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, en la cité de Laval;

Cinq cent soixante-treize (573) du lot originaire cent soixante-quatorze (174), ayant une superficie de 7,886', des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, en la cité de Laval;

Cinq cent soixante-quatorze (574) du lot originaire cent soixante-quatorze (174), ayant une superficie de 6,000', des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, en la cité de Laval;

Cinq cent soixante-quinze (575) du lot originaire cent soixante-quatorze (174), ayant une superficie de 7,811', des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, en la cité de Laval;

Cinq cent soixante-seize (576) du lot originaire cent soixante-quatorze (174), ayant une superficie de 10,911', des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, en la cité de Laval;

*Fieri Facias de Bonis de Terris*  
Superior Court — District of Montreal

No. 633-924. { **T**HÉRÈSE DUBÉ, divorced wife of Roméo Beaulieu, exercising her rights, domiciled in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* GROWTH CONSTRUCTION CO., body politic duly incorporated under the Companies Act of the province of Québec, having its head office at number 3946 Carlton Avenue, in the city and district of Montreal, defendant.

*Description*

A site made up of lots situated in city of Laval, known and designated as being subdivisions:

Five hundred and sixty (560) on Ru 5 of the original lot one hundred and seventy-four (174), covering an area of 62,027', on the official plan and reference book of St. Rose parish, in the city of Laval;

Five hundred and sixty-one (561) on Ru 5 of the original lot one hundred and seventy-four (174), covering an area of 29,410', on the official plan and reference book of St. Rose parish, in the city of Laval;

Five hundred and sixty-two (562) on Ru 5 of the original lot one hundred and seventy-four (174), covering an area of 13,821', on the official plan and reference book of St. Rose parish, in the city of Laval;

Five hundred and sixty-three (563) of the original lot one hundred and seventy-four (174), covering an area of 21,803', on the official plan and reference book of St. Rose parish, in the city of Laval;

Five hundred and sixty-nine (569) of the original lot one hundred and seventy-four (174), covering an area of 7,613' on the official plan and reference book of St. Rose parish, in the city of Laval;

Five hundred and seventy (570) of the original lot one hundred and seventy-four (174), covering an area of 7,914', on the official plan and reference book of St. Rose parish, in the city of Laval;

Five hundred and seventy-one (571) of the original lot one hundred and seventy-four (174), covering an area of 6,300', on the official plan and reference book of St. Rose parish, in the city of Laval;

Five hundred and seventy-two (572) of the original lot one hundred and seventy-four (174), covering an area of 7,895', on the official plan and reference book of St. Rose parish, in the city of Laval;

Five hundred and seventy-three (573) of the original lot one hundred and seventy-four (174), covering an area of 7,886', on the official plan and reference book of St. Rose parish, in the city of Laval;

Five hundred and seventy-four (574) of the original lot one hundred and seventy-four (174), covering an area of 6,000', on the official plan and reference book of St. Rose parish, in the city of Laval;

Five hundred and seventy-five (575) of the original lot one hundred and seventy-four (174), covering an area of 7,811' on the official plan and reference book of St. Rose parish, in the city of Laval;

Five hundred and seventy-six (576) of the original lot one hundred and seventy-four (174), covering an area of 10,911', on the official plan and reference book of St. Rose parish, in the city of Laval;

Cinq cent soixante-dix-sept (577) du lot originaire cent soixante-quatorze (174), ayant une superficie de 6,262', des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, en la cité de Laval;

Cinq cent soixante-dix-huit (578) du lot originaire cent soixante-quatorze (174), ayant une superficie de 7,914', des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, en la cité de Laval;

Cinq cent soixante-dix-neuf (579) du lot originaire cent soixante-quatorze (174), ayant une superficie de 8,222', des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, en la cité de Laval;

Cinq cent quatre-vingt (580) du lot originaire cent soixante-quatorze (174), ayant une superficie de 6,285', des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, en la cité de Laval;

Cinq cent quatre-vingt-un (581) du lot originaire cent soixante-quatorze (174), ayant une superficie de 6,259', des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, en la cité de Laval;

Cinq cent quatre-vingt-deux (582) du lot originaire cent soixante-quatorze (174), ayant une superficie de 6,239', des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, en la cité de Laval;

Cinq cent quatre-vingt-trois (583) du lot originaire cent soixante-quatorze (174), ayant une superficie de 6,224', des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, en la cité de Laval;

Cinq cent quatre-vingt-quatre (584) du lot originaire cent soixante-quatorze (174), ayant une superficie de 6,209', des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, en la cité de Laval;

Cinq cent quatre-vingt-cinq (585) du lot originaire cent soixante-quatorze (174), ayant une superficie de 6,194', des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, en la cité de Laval;

Cinq cent quatre-vingt-six (586) du lot originaire cent soixante-quatorze (174), ayant une superficie de 6,180', des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, en la cité de Laval.

Pour être vendus « séparément » au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155 boul. Je-Me-Souviens à Laval, P.Q., le DOUZIÈME jour de FÉVRIER 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Cour Supérieure, Montréal, ce 28 décembre 1970.

*Le shérif adjoint,*  
PAUL ST-MARTIN.

38030-0

Five hundred and seventy-seven (577) of the original lot one hundred and seventy-four (174), covering an area of 6,263', on the official plan and reference book of St. Rose parish, in the city of Laval;

Five hundred and seventy-eight (578) of the original lot one hundred and seventy-four (174), covering an area of 7,914' on the official plan and reference book of St. Rose parish, in the city of Laval;

Five hundred and seventy-nine (579) of the original lot one hundred and seventy-four (174), covering an area of 8,222', on the official plan and reference book of St. Rose parish, in the city of Laval;

Five hundred and eighty (580) of the original lot one hundred and seventy-four (174), covering an area of 6,285' on the official plan and reference book of St. Rose parish, in the city of Laval;

Five hundred and eighty-one (581) of the original lot one hundred and seventy-four (174), covering an area of 6,259' on the official plan and reference book of St. Rose parish, in the city of Laval;

Five hundred and eighty-two (582) of the original lot one hundred and seventy-four (174), covering an area of 6,239' on the official plan and reference book of St. Rose parish, in the city of Laval;

Five hundred and eighty-three (583) of the original lot one hundred and seventy-four (174), covering an area of 6,224', on the official plan and reference book of St. Rose parish in the city of Laval;

Five hundred and eighty-four (584) of the original lot one hundred and seventy-four (174), covering an area of 6,209' on the official plan and reference book of St. Rose parish in the city of Laval;

Five hundred and eighty-five (585) of the original lot one hundred and seventy-four (174), covering an area of 6,194' on the official plan and reference book of St. Rose parish in the city of Laval;

Five hundred and eighty-six (586) of the original lot one hundred and seventy-four (174), covering an area of 6,180' on the official plan and reference book of St. Rose parish in the city of Laval.

To be sold "separately" at the Registry Office of Laval county, 155 Je-Me-Souviens Boulevard at Laval, P.Q., the TWELFTH day of FEBRUARY, 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Superior Court, Montreal, December 28, 1970.

PAUL ST-MARTIN,  
Assistant Sheriff.

38030

QUÉBEC

*Fieri Facias de Terris*

Québec, à savoir: **BANQUE DE COMMERCE CANADIENNE IMPÉRIALE**, corps social et politique légalement constitué, ayant une place d'affaires à 139 rue St-Pierre, Québec, *vs* Dame ROSE MICHAUD, veuve de feu le Dr Omer Matte, domiciliée à 1047, avenue Fournier à Ste-Foy, et Me JEAN-CHARLES PICHER, en sa qualité de registraire de la division d'enregistrement de Québec, mis en cause.

QUÉBEC

*Fieri Facias de Terris*

Québec, to wit: **CANADIAN IMPERIAL BANK OF COMMERCE**, body social and politic legally incorporated, having a place of business at 139 Saint-Pierre Street, Québec, *vs* Dame ROSE MICHAUD, widow of the late Dr. Omer Matte, domiciled at 1047 Fournier Avenue, in St. Foy, and Me JEAN-CHARLES PICHER, es qualité as registrar of the Québec Registration Division, mis en cause.

« Les subdivisions 8 et 9-1 du lot originaire 178 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foy, division d'enregistrement de Québec, avec la ou les bâtisse(s) y dessus construite(s), circonstances et dépendances, et portant le numéro civique 1047 avenue Fournier, Ste-Foy. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, avenue Chauveau, Québec, le NEUVIÈME jour de FÉVRIER, 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,  
Québec, le 5 janvier 1971.

*Le shérif adjoint,*  
RAYMOND HAINS.  
38038-o

"Subdivisions 8 and 9-1 of original lot 178 on the official cadastre for the parish of St. Foy, Québec Registration Division, with building or buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and bearing civic number 1047 Fournier Avenue, St. Foy."

To be sold at the Québec Registry Office, Chauveau Avenue, Québec, on the NINTH day of FEBRUARY, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,  
Québec, January 5, 1971.

RAYMOND HAINS,  
Assistant Sheriff.  
38038

*Fieri Facias de Terris*

Québec, à savoir: { **PAGÉ LIMITÉE**, société légale  
Cour Provinciale, } ayant sa place d'affaires à  
No 63-257. } Charlesbourg, vs FRANCIS MOUY-  
NAT, domicilié à 1525 rang Sainte-  
Ange, Ancienne-Lorette.

« Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro huit (8) de la subdivision du lot originaire numéro six cent trois (603-8) du cadastre officiel de la paroisse de l'Ancienne-Lorette, division d'enregistrement de Québec, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, avenue Chauveau, Québec, le NEUVIÈME jour de FÉVRIER 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,  
Québec, le 5 janvier 1971.

*Le shérif adjoint,*  
RAYMOND HAINS.  
38039-o

Québec, to wit: { **PAGÉ LIMITÉE**, legal society  
Provincial Court, } having a place of business in  
No. 63-257. } Charlesbourg, vs FRANCIS MOUY-  
NAL, domiciled at 1525 Rang  
Saint-Ange, Ancienne-Lorette.

"A piece of land known and designated as being lot number eight (8) of the subdivision of original lot number six hundred and three (603-8) on the official cadastre for the parish of l'Ancienne-Lorette, Québec Registration Division, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the Registry Office in Québec, Chauveau Avenue, Québec, on the NINTH day of FEBRUARY, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,  
Québec, January 5, 1971.

RAYMOND HAINS,  
Assistant Sheriff.  
38039

*Fieri Facias de Terris*

Québec à savoir: { **HENRI L. TWEDELL & RI-**  
Cour Supérieure, } **CHARD TWEDELL**, fai-  
No 615. } sant affaires sous le nom et raison  
sociale de Garo Construction Enr.,  
4216, des Martients, Orsainville, vs RAYMOND VÉ-  
ZINA, domicilié à 4187 rue des Hirondelles, Orsainville.

« Le lot 407-12-1-2 du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, borné au nord-est par le lot 407-10 (rue), au sud-est par le lot 407-46, au sud-ouest par le lot 407-15-2 et au nord-ouest par le lot 407-12-1-1. Mesurant cinq pieds (5') au nord-est et au sud-ouest par quatre-vingt-quatorze pieds et deux dixièmes (94.2') au nord-ouest. Contenant en superficie quatre cent soixante et onze pieds carrés M.A. (471'). »

Le tout avec bâtisses dessus construites circonstances, et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, avenue Chauveau, Québec, le NEUVIÈME jour de FÉVRIER, 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,  
Québec, le 5 janvier 1971.

*Le shérif adjoint,*  
RAYMOND HAINS.  
38040-o

Québec, to wit: { **HENRI L. TWEDELL & RI-**  
Superior Court, } **CHARD TWEDELL**,  
No. 615. } doing business under the name and  
trade name of Garo Construction  
Enr., 4216 des Martients, Orsainville, vs RAYMOND  
VÉZINA, domiciled at 4187 des Hirondelles Street,  
Orsainville.

"Lot No. 407-12-1-2 on the official cadastre of Charlesbourg parish, bounded in the northeast by lot No. 407-10 (street), in the southeast by lot No. 407-46, in the southwest by lot No. 407-15-2 and in the northwest by lot No. 407-12-1-1. Measuring five feet (5') in the northeast and in the southwest by ninety-four feet and two tenths (94.2') in the northwest. Comprising an area of four hundred and seventy-one square feet E.M. (471'). »

The whole with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies."

To be sold at the Québec Registry Office, Chauveau Avenue, Québec, the NINTH day of FEBRUARY, 1971, at TEN a.m.

Sheriff's Office,  
Québec, January 5, 1971.

RAYMOND HAINS,  
Assistant Sheriff.  
38040

TÉMISCAMINGUE

*Fieri Facias de Terris*

Province of Québec — District of Témiscamingue

Cour Provinciale, (NIAGARA FINANCE CO. Ville Marie, LTD., corps politique et social dûment incorporé ayant plusieurs places d'affaires au Québec, No 1496.

dont une succursale à Ville Marie, dans les comté et district de Témiscamingue, demandeur, vs ROGER MORIN, homme d'affaires domicilié au numéro 43 de la rue Richelieu à Chambly dans le district de Montréal, défendeur.

« La partie de terre du lot numéro cinquante-cinq dans le rang un du cadastre officiel du canton de Duhamel (Ptie 55, rang 1, Duhamel) mesurant quatre-vingt-seize pieds de largeur (96') du nord au sud sur environ cent pieds de profondeur (100') de l'est à l'ouest, plus ou moins, dont la pointe est-ouest, est de forme triangulaire étant borné vers l'ouest au lac Témiscamingue, vers l'est au chemin privé déservant les terrains de villégiature de la baie Trépanier, vers le nord par une partie du même lot cinquante-cinq (Ptie 55) appartenant à Mme Rock Courtemanche, et vers le sud à une autre partie ou résidu du même lot appartenant à Mme Marcelle Guay Laporte; avec et y compris la résidence dessus construite, circonstance et dépendance et les servitudes pouvant l'affecter.»

Pour être vendu au bureau du registraire au Palais de Justice à Ville Marie, le QUINZIÈME jour du mois de FÉVRIER 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

*Le shérif,*

Bureau du Shérif, JEAN-PAUL HALLÉE, Ville Marie, P.Q., le 21 décembre 1970. 38009-0

TROIS-RIVIÈRES

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province of Québec  
District of Drummond

Cour Provinciale, (R. VAILLANCOURT & FILS Drummond, LTÉE, corporation légalement constituée ayant un siège social et une place d'affaires au No 7898 (870).

916 rue St-Pierre, Drummondville, comté de Drummond, demandeur; vs JEAN-PAUL TROTTIER, demeurant au 188, rue Notre-Dame, Champlain, comté de Champlain, défendeur.

« De forme irrégulière, borné au nord par le lot 551-161 ou rue, à l'est par le lot 551-176, au sud par le lot 551, non subdivisé, à l'ouest par le lot 551-174. Mesurant quatre-vingt pieds (80') dans la ligne nord, cent quatre pieds et trente-cinq centièmes (104.35') dans la ligne est, soixante-trois pieds et vingt-cinq centièmes (63.25') dans la ligne sud, cent trois pieds dans la ligne ouest, contenant en superficie sept mille trois cent soixante-cinq pieds (7,365') carrés, m.a.

TÉMISCAMINGUE

*Fieri Facias de Terris*

Province of Québec — District of Témiscamingue

Provincial Court, (NIAGARA FINANCE CO. Ville Marie, LTD., a body politic and social duly incorporated, having several places of business in Québec, No. 1496.

a branch of which situated in Ville Marie in the county and district of Témiscamingue, plaintiff, vs ROGER MORIN, businessman domiciled at number 43 on Richelieu Street, in Chambly, district of Montreal, defendant.

“The piece of land of lot number fifty-five on range one of the official cadastre for the township of Duhamel (P. 55, range 1, Duhamel) measuring ninety-six feet in width (96') from north to south by about one hundred feet in depth (100') from east to west, more or less, the east-west foreland of which is of triangular form; and being bounded towards west by Témiscamingue Lake, towards east by the Public Road serving the summer resort lands of Trépanier Bay, towards north by a part of same lot fifty-five (P. 55) belonging to Mrs. Rock Courtemanche, and towards south by another part or residue of same lot belonging to Mrs. Marcelle Guay Laporte; with and therein included the dwelling house thereon erected, circumstances and dependencies and the servitudes that may concern the same.”

To be sold at the registrar's office, at the Court House in Ville Marie, the FIFTEENTH day of the month of FEBRUARY, 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-PAUL HALLÉE,

Sheriff's Office, JEAN-PAUL HALLÉE, Ville Marie, P.Q., December 21, 1970. 38009

TROIS-RIVIÈRES

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province of Québec  
District of Drummond

Provincial Court, (R. VAILLANCOURT & FILS Drummond, LTÉE, a corporation legally incorporated having a head office and a place of business at 916

St-Pierre Street, Drummondville, county of Drummond, plaintiff; vs JEAN-PAUL TROTTIER, residing at 188 Notre-Dame Street, Champlain, county of Champlain, defendant.

“Of an irregular form, bounded on the north by lot 551-161 or a street, on the east by lot 551-176, on the south by lot 551, unsubdivided, west by lot 551-174. Measuring eighty feet (80') on the north line, one hundred and four feet and thirty-five hundredths (104.35') on the east line, sixty-three feet and twenty-five hundredths (63.25') on the south line, one hundred and three feet on the west line, containing in area seven thousand three hundred and sixty-five (7,365') square feet, E.M.

Lot No 551-175 du cadastre du Cap-de-la-Madeleine.»

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Ste-Geneviève de Batiscan, MERCREDI, le DIXIÈME jour du mois de FÉVRIER, 1971, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, *Le shérif adjoint,*  
Trois-Rivières, le 28 décembre 1970. FERNANDE TURGEON. 38010-o

Lot No. 551-175 of the cadastre of Cap-de-la-Madeleine.»

To be sold at the Ste-Geneviève de Batiscan Registry Office, on WEDNESDAY, the TENTH day of the month of FEBRUARY, 1971, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, *FERNANDE TURGEON,*  
Trois-Rivières, December 28, 1970. *Assistant Sheriff.* 38010

### Vente pour taxes

#### Ville de Mistassini

Avis est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que les propriétés ci-dessous décrites seront vendues à l'enchère publique, en la salle des délibérations du Conseil de la ville de Mistassini, le VINGT-SIXIÈME jour de JANVIER 1971, à DIX heures de l'avant-midi, pour payer les taxes municipales et scolaires et les frais subséquents encourus à moins que lesdites taxes, les intérêts et les frais soient payés avant la vente.

### Sale for Taxes

#### Town of Mistassini

Notice is hereby given, by the undersigned secretary-treasurer of the above mentioned municipality, that properties hereinafter described will be sold by public auction in the meeting hall of council of the town of Mistassini, TUESDAY, the TWENTY-SIXTH day of JANUARY, 1971, at TEN o'clock in the morning, to pay the municipal and school taxes with the interests plus the cost subsequently incurred unless the said taxes, interests and costs shall have been paid before the sale.

Noms	Lieu	Cadastre	Montant du Amount due
Names	Place	Cadastre	
Blackburn, Rémi	111, Boivin, rue	355-2	\$ 115.80
Blackburn, Rémi	111, Boivin, rue	592-1	17.04
Blackburn, Rémi	111, Boivin, rue	560-1	41.13
Tremblay, Mme Germaine	15, Boul. St-Michel	34	940.99
Villeneuve, Irenée	Montréal	P-233	109.94
Martel, Albert	Jonquière	P-605 & P-605-1	268.01
Brassard, Lucien	127, Boivin	529	366.59
Construction B. H. Enr	111, rue Boivin	P-562-1	11.88
Desgagné, Ernest	Rue Guérin	12-165	3.64
Doré, Herman	20, Boul. Dequin	385	582.42

Ces propriétés font toutes partie du cadastre révisé de la ville de Mistassini, Rang 10, (X) canton de Dolbeau.

Donné à Mistassini, ce 24<sup>e</sup> jour de décembre 1970.  
*Le secrétaire-trésorier,*  
37976-2-2-o ÉLOI LECOMPTE.

These properties are all part of the revised cadastre of the town of Mistassini, Range 10, (X), township of Dolbeau.

Given at Mistassini, this 24th day of December, 1970.  
*ÉLOI LECOMPTE,*  
37976-2-2-o *Secretary-Treasurer.*

### Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre

#### Avis d'abrogation de constitution et règlements

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des Relations du Travail dans l'industrie de la construction

### Department of Labour and Manpower

#### Notice of Abrogation of Constitution and Regulations

Pursuant to the provisions of the Construction Industry Labour Relations Act (S.Q. 1968, chapter 45) and to those of the Collective Agreement Decrees Act (S.Q. 1964, chapter 143, amended by S.Q. 1969,

(Chapitre 45, S.Q. 1968) et de la Loi des décrets de convention collective (S.Q. 1964, chapitre 143, modifiée par le Chapitre 49, S.Q. 1969), que la constitution et règlements du Comité conjoint de l'industrie de la construction de la région de Montréal, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 3832 du 3 décembre 1969, ont été abrogés par l'arrêté en conseil numéro 4721 du 16 décembre 1970.

Le sous-ministre,  
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,  
Québec, le 16 décembre 1970. 39972-o

chapter 49), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the constitution and regulations of the Construction Industry Joint Committee of the Region of Montreal, approved by Order in Council number 3832 of December 3, 1969, have been abrogated by Order in Council number 4721 of December 16, 1970.

ROBERT SAUVÉ,  
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,  
Québec, December 16, 1970. 39972-o

## INDEX No 2

### ARRÊTÉS EN CONSEIL

4783 — Corporation des électriciens du Québec, <i>Amendement de l'article 18a des règlements généraux</i> . . . . .	232
4783 — Québec Corporation of Electricians, <i>Amendment to Section 18a of the general by-laws</i> . . . . .	232
4800 — <i>Gazette officielle du Québec</i> . . . . .	232
4800 — <i>Québec Official Gazette</i> . . . . .	232
4803 — Chambre des notaires du Québec et code d'éthique professionnelle de l'Ordre des notaires ( <i>Modifications aux règlements</i> ) . . . . .	233
4803 — Board of Notaries of the Province of Québec and the Code of Professional Ethics of the Order of Notaries ( <i>Amendments to by-laws</i> ) . . . . .	233

### ORDERS IN COUNCIL

### AVIS DIVERS

Chevaliers de Colomb de St-Léonard inc., Conseil No 5952 ( <i>Règl.</i> ) . . . . .	229
Chevaliers de Colomb de Shipshaw inc., Conseil No 6078 ( <i>Règl.</i> ) . . . . .	230
Estate of Gérald Morin ( <i>Benefit of Inventory</i> ) . . . . .	230
Knights of Columbus of St-Léonard Inc., Council No. 5952 ( <i>By-law</i> ) . . . . .	229
Knights of Columbus of Shipshaw Inc., Council No. 6078 ( <i>By-law</i> ) . . . . .	230
Succession Gérald Morin ( <i>Bénéfice d'inventaire</i> ) . . . . .	230

### MISCELLANEOUS NOTICES

### CHANGEMENT DE NOM — Loi du

<i>Demande:</i>	<i>Application:</i>
Naas, Stuart Gordon . . . . .	250

### CHANGE OF NAME ACT

### COMPAGNIES ÉTRANGÈRES

### EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES

<i>Permis:</i>	<i>License:</i>
SLT Warehouse Company . . . . .	229

Vitrierie F. Morissette Glass Inc. . . . .	242
--	-----

### COMPAGNIES — LOI DES

### COMPANIES ACT

<i>Demandes d'abandon de charte</i>	<i>Applications for Surrender of Charter</i>
Bernec Floral Co. Ltd. . . . .	241
Clan Investment Inc. . . . .	241
Coin du chic ltée (Le) . . . . .	241
Dollard Plâtrage Inc. . . . .	240
English and Mould (Québec) Limited . . . . .	241
Excelite (Québec) Ltd. . . . .	241
G.M.S. Investments Ltd. . . . .	242
Montreal Investment Ltd. . . . .	242
Oakland Investments Ltd. . . . .	243
Produits V. Dionne ltée (Les) . . . . .	242
Tremblay auto ltée . . . . .	242
Vandal (Alice) inc. . . . .	242

<i>Dissoutes</i>	<i>Dissolved</i>
Clinique de Physiatrie de Laval inc. . . . .	228
Construction Port-Joli ltée . . . . .	228
Institut de Recherches en Sciences Sociologiques inc. . . . .	228
Institut familial de Ste-Marie de Beauce . . . . .	227
Maurice Ladies Wear Inc. . . . .	228
Patrouille Laurentienne inc. . . . .	228
Westcrest Development Inc. . . . .	229

<i>Divers</i>	<i>Miscellaneous</i>
Association de paralysie cérébrale du Québec, inc. (L') ( <i>Règl.</i> ) . . . . .	243
Association des collèges du Québec (ACQ) ( <i>Règl.-By-laws</i> ) . . . . .	243
Association des institutions d'enseignement secondaire (AIES) ( <i>Règl.-By-laws</i> ) . . . . .	243
Centre d'animation, de développement et de recherche en éducation (Cadre) ( <i>Règl.-By-laws</i> ) . . . . .	244

<b>Divers</b>	<b>Miscellaneous</b>		
<i>(suite)</i>	<i>(continued)</i>		
Centre des arts visuels (Le) ( <i>Nom ch.</i> )	245	Colfid (Québec) Limited.	195
Cerebral Palsy Association of Québec, Inc. ( <i>By-laws</i> )	243	Construction Alnor (Québec) limitée	183
Chez la Mère Martin Montréal limitée ( <i>Nom ch.</i> )	244	Construction Aqua Marine ltée.	196
Club social la Brunante inc. ( <i>Règl.-By-laws</i> )	244	Construction Cantus (Québec) limitée.	189
Gatineau Materials Inc. ( <i>Name ch.</i> )	244	Corporation Modon (La)	210
Import & Domestic Trading Co. Ltd. ( <i>Dir.</i> )	243	Denis-Routhier propane inc.	196
Junior B de Thetford inc. ( <i>Règl.-By-laws</i> )	245	Derola inc.	196
Lucerne Motel cie ltée ( <i>Dir.</i> )	244	Dionex Ltd.	197
Matériaux Gatineau inc. ( <i>Nom ch.</i> )	244	Dionex ltée.	197
Mother Martin's Montreal Limited ( <i>Name ch.</i> )	244	Disques Spectraux inc. (Les)	220
Multi investissements ltée ( <i>Dir.</i> )	245	Distribution de roulettes Montcalm ltée.	197
Multi investissements ltée ( <i>Dir.</i> )	245	Domaine Somersset inc.	198
Restaurant la Baraka inc. ( <i>Nom-Name ch.</i> )	245	E & L Realty Co. Ltd.	198
Tapis Beau-Carré ltée ( <i>Nom-Name ch.</i> )	246	Eaux déminéralisées du Québec inc. (Les)	217
Visual Arts Centre (The) ( <i>Name ch.</i> )	245	Entreprises Réal Vallée inc. (Les)	198
		Entreprises Roylaf inc. (Les)	199
		Extendicare (Québec) Ltd.	199
		Fontaine (L.P.) et frère inc.	199
		Garage André Boivin	200
		Gestion et placements E.J.C. inc.	200
		Great Northern Holdings Limited	201
		Guardian Poly Industries Ltd.	201
		Hicks Design Co. Ltd.	201
		Hobby World Distributors Inc.	202
		I.D.E.E. Industries Co. Ltd.	202
		Industries I.D.E.E. Cie ltée.	202
		Inspection sous-marine de Québec inc.	203
		International Traders Inc.	203
		Jeune Chambre de Ste-Agathe inc. (La)	203
		Jomida Investments Ltd.	204
		Joy Electronic Service Inc.	204
		Jeff Kruse and Associates Ltd.	205
		Lachine Suits Manufacturing (1970) Ltd.	205
		Laprairie Smelters Inc.	205
		Lecavalier (J.) transport inc.	206
		Lectro-Fly inc.	206
		Lefebvre (Gaston) Services Inc.	207
		Léger (François) inc.	207
		Ligue de hockey junior (Montréal) inc. (La)	207
		Ligue des propriétaires du domaine Siesta inc. (La)	208
		Loisirs de St-Claude de l'Estrie (Les)	208
		Lor-Ber Manufacture Inc.	209
		M.P.B.F. construction inc.	209
		Manufacture d'habits Lachine (1970) ltée.	205
		Manufacture Lor-Ber inc.	209
		Melrose Body Parts Ltd.	209
		Mines du Mont Jamie (Québec) limitée (Les)	211
		Missisquoi Equestrian Club Inc.	193
		Montcalm Mobile Homes Distribution Ltd.	197
		Montreal Smart Fit Fashions Inc.	210
		Modon Corporation	210
		Mount Jamie Mines (Québec) Limited	211
		Nettoyeur Capri ltée.	211
		Newman Ambulance Inc.	211
		Normand Investments Inc.	214
		Old Athens Restaurant Inc.	212
		Original Blouse Factory Inc. (The)	212
		Palais des sports de Boucherville inc.	213
		Panzini Investments Ltd.	214
		Pastal inc.	213
		Penthouse (W.S.) Corp. Ltd.	213
		Pilch-Dekalb Canada Limited	214

<b>Lettres patentes</b>	<b>Letters Patent</b>
Abramovitch, Rappaport, Crawford, Berger & Co. Inc.	183
Air-Sea Packaging Inc.	183
Alnor Construction (Québec) Limited	183
Annexes Union inc. (Les)	184
Association canadienne des propriétaires de terrains et d'orangeries de Floride (L')	184
Association des Commissions Scolaires Laurentienne (Zone 10) inc. (L')	185
Association des responsables de l'enseignement Audio-Visuel du Québec	185
Atelier protégé pour déficients mentaux, La Ruhe inc.	186
Benoit (Bertrand) inc.	186
Bergerac Construction Inc.	186
Boutique Erotica ltée.	187
Boutique Milene de Montréal inc.	187
CSF Ltd.	188
Canabec Aluminum Centre Inc.	190
Canada Drive-In Restaurants Inc.	188
Canadian Audiosonic Inc.	188
Canadian Owners' Association of Land and Orange Groves in Florida (The)	184
Cantus Construction (Québec) Limited	189
Capri Cleaners Ltd.	211
Cebor Inc.	189
Centre d'aluminium Canabec inc.	190
Cercle des Fermières de Pentecôte (Le)	190
Choquette (J.L.) Car Wash Inc.	191
Clinique financière de Montréal inc.	191
Club d'Agemar inc.	191
Club de l'Âge d'Or de Disraëli inc.	192
Club de pêche et de chasse Linière.	192
Club des Ours Polaires inc. (Le)	193
Club Équestre Missisquoi inc.	193
Club optimiste de Hull inc. (Le)	193
Club social La Chaumière inc.	194
Club social Muguet inc.	194
Codica inc.	194
Col-Bo Distributors Inc.	195

<b>Lettres patentes</b> (suite)	<b>Letters patent</b> (continued)	
Placements Normand inc. (Les)	214	
Placements Panzini ltée (Les)	214	
Postéritex inc.	215	
Productions Serge Garant inc. (Les)	215	
Propriétaires de chalet de l'avenue du Lac inc. (Les)	216	
Publicité L.V.L. ltée	216	
Québec Aerosol Inc.	216	
Québec Demineralized Water Inc.	217	
Québec Under Water Inspection Inc.	203	
Restaurant Fribourg inc.	217	
Restaurant Le Gou Tillon inc.	218	
Restaurant Surcouf inc.	218	
S.D.G. Machine Shop Ltd.	218	
Salon de beauté pour dame Belvédère ltée	219	
Silver Giant Mining Ltd.	219	
Société de placements 870 inc.	220	
Société Mirador inc. (La)	220	
Spectrum Records Inc.	220	
Storto (A. & F.) ltée	221	
Surcouf Restaurant Inc.	218	
Tagesfor inc.	221	
Terra Pan Air Inc.	221	
Vulcanisation St-Laurent (1970) ltée	222	

<b>Lettres patentes supplémentaires</b>	<b>Letters Patent supplementary</b>	
Association des Marins de la Vallée du Saint-Laurent inc.	222	
Association Sportive Chemcell (Drummondville) inc.	223	
Canadian Paper & Packaging Co. Ltd.	223	
Cardale Investment Corporation	223	
Cie de Papier & d'Emballage Canadienne ltée (La)	223	
Entrepôts Frigorifiques Gould inc. (Les)	223	
Fortin (Léandre) inc.	224	
Gould Cold Storage Terminals Inc.	223	
Inter-City Distributors Inc.	224	
Investissements Chartier inc. (Les)	224	
Investissements Édouard B. Poulin inc. (Les)	224	
Investissements Paul E. Poulin inc. (Les)	224	
Laroche (J. P.) inc.	225	
Lavolette, Laverdure and Associates Ltd.	225	
Lavolette, Laverdure et Associés ltée	225	
Maple Leaf Management Inc.	225	
O P L St-Mathieu	226	
Ostiguy Équipement inc.	226	
Shulman Cartage Company	226	
Stansbury Advertising Limited	226	
Storey & Company Ltd.	226	
Sylvestre Cycle & Sports Ltd.	227	
Yale Construction Inc.	227	

<b>Sièges sociaux</b>	<b>Head Offices</b>	
Cahiers de l'élégance inc. (Les)	247	
Daubert inc.	246	
Frangec Inc.	247	
Khanlon Hosiery Mills Limited	247	
Salaison Bellerose inc.	246	

Saturn Film Services Inc.	247
Service de film Saturn inc.	247
Time Data Control Inc.	246
Yamaha Sports Corp.	248

<b>DEMANDE À LA LÉGISLATURE</b>	<b>APPLICATION TO LEGISLATURE</b>	
Drummondville, cité-city	248	

<b>MINISTÈRES</b>	<b>DEPARTMENTS</b>	
Affaires municipales	Municipal Affairs	
Mascouche, ville-town (L.P.)	271	

<b>Institutions financières, compagnies et coopératives</b>	<b>Financial Institutions, Companies and Cooperatives</b>	
<i>Assurances:</i>	<i>Insurance:</i>	
Canpak Mutual Benefit Association (Annul.)	230	
Équitable, compagnie d'assurances générales (L') (Permis)	231	
Equitable General Insurance Company (The) (License)	231	

<b>Terres et forêts</b>	<b>Lands and Forests</b>	
<i>Cadastre:</i>	<i>Cadastre:</i>	
Côte des Neiges, village (Erratum)	231	
St-Martin, par.	231	

<b>Travail et de la Main-d'oeuvre</b>	<b>Labour and Manpower</b>	
<i>Industrie ou métiers de:</i>	<i>Industry or Trades of:</i>	
Construction, Montréal (Abrogation)	282	

<b>NOMINATIONS</b>	<b>APPOINTMENTS</b>	
Chaloux, André (Juge des sessions-Judge of the Sessions)	249	
Lacasse, Paul-Henri (Coroner)	248	
Lépine, J.-Arthur (Juge des sessions-Judge of the Sessions)	249	

<b>PROCLAMATION</b>	<b>PROCLAMATION</b>	
Affaires sociales, mise en vigueur de la loi (Bill 42, 1970)	249	
Social Affairs, coming into force of the Act (Bill 42, 1970)	249	

<b>Régie des marchés agricoles du Québec</b>	<b>Québec Agricultural Marketing Board</b>	
Milk Producers-Suppliers to the Crémérie Révélation Inc. (Joint Plan)	258	
Milk Producers-Suppliers to the J. J. Joubert Ltd., Nicolet (Joint Plan)	259	
Producteurs-fournisseurs de lait à la Crémérie Révélation inc. (Plan conjoint)	258	
Producteurs-fournisseurs de lait de J. J. Joubert ltée, Nicolet (Plan conjoint)	259	

**Société d'habitation  
du Québec****Québec Housing  
Corporation**

Agreement signed between the Central Mortgage and Housing corporation and the Québec Housing Corporation.....	251
Convention signée entre la Société centrale d'hypothèques et de logement et la Société d'habitation du Québec.....	251

**SOUMISSIONS —  
demandes de****TENDERS —  
Requests for**

Dollard-des-Ormeaux, ville-town.....	266
Greater St. Martin, c.s.p.-p.s.c.....	268
Jonquière, cité-city.....	259
St-Georges-Ouest, ville-town.....	262
Ste-Julie, par.....	264
Ste-Thérèse-de-Lisieux.....	260

**SYNDICAT  
PROFESSIONNEL****PROFESSIONAL  
SYNDICATE**

Syndicat des émondeurs du Québec inc. (Le) (Const.-Inc.).....	250
--	-----

**VENTES****SALES****Par Shérifs****By Sheriffs****Labelle****Labelle**

Bédard (Jean) & associés inc. vs Kirst.....	273
---	-----

**Montréal****Montreal**

Boutchatzky vs Dubois et al.....	273
----------------------------------	-----

**Desmarais et Frères limitée vs Hmelnitski**

Kerner.....	274
Dubé vs Growth Construction Co.....	278
Major Finance Corp. vs P.N.L. Construction inc. et al.....	275
Schwartz vs La Rochelle et al.....	275
Shapiro vs The Tau Epsilon Phi Fraternity Inc.....	277
Sun Life Assurance Company of Canada vs Rakovsky et al.....	276
Sun Life du Canada compagnie d'assurance- vie vs Rakovsky et al.....	276
Trans Canada Credit Corp. Ltd. vs Clayton	277

**Québec****Québec**

Banque de commerce canadienne impériale vs Michaud.....	279
Canadian Imperial Bank of Commerce vs Mi- chaud.....	279
Pagé limitée vs Mouynat.....	280
Tweedell et al vs Vézina.....	280

**Témiscamingue****Témiscamingue**

Niagara Finance Co. Ltd. vs Morin.....	281
--	-----

**Trois-Rivières****Three Rivers**

Vaillancourt (R.) & Fils ltée vs Trottier.....	281
--	-----

**Taxes****Taxes**

Mistassini, ville-town.....	282
-----------------------------	-----

